

Jeudi 13

Supplément Radio-Télévision

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14287 - 6 F.

- DIMANCHE 13 - LUNDI 14 JANVIER 1991

- FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE



Les tentatives de reprise en main en URSS

L'armée soviétique maintient sa pression dans la capitale de la Lituanie

Ne pas se voiler la face

PEUT-ON qualifier autrement que d'intervention armée ce qui se passe en Lituanie depuis le début de la semaine? Les scènes de Vilnius, vendredi 11 janvier, ont rappelé aux Polonais voisins quelques très mauvais souvenirs, ceux d'une certaine nuit de décembre 1981. L'opération n'a pas, bien sûr, l'ampleur de l'instauration de la loi martiale. Pas encore. Mais l'on est en droit de se demander si M. Gorbatchev n'est pas en train d'organiser sur dix ou quinze jours ce que le général Jaruzelski fit en une nuit.

En une semaine, et alors que les concessions aux forces conservatrices se multiplient à Moscou, le Kremlin a annoncé l'intervention de l'armée pour assurer l'ordre dans les Républiques rebelles, envoyant un millier de parachutistes en Lituanie, repris par la force le contrôle de l'imprimerie du parti et le bâtiment du département lituanien de la défense à Vilnius, ainsi que dans d'autres villes de la petite République. Le sang a coulé. Dans la nuit de vendredi à samedi, des immeubles de la police lituanienne ont été incendiés.

Il y a donc, de toute évidence, un plan méthodique de reprise des centres de pouvoir passés depuis un an aux mains des nationalistes lituaniens. Parallèlement, M. Gorbatchev a sommé le Parlement et le gouvernement de Vilnius de restaurer la Constitution soviétique dans leur République, sous peine de se voir appliquer le régime de l'administration présidentielle directe.

Les troupes régulières de l'armée soviétique semblent pour l'instant rester plutôt en retrait, laissant la devant de la scène aux redoutables « OMON », troupes d'élite du ministère de l'Intérieur, mais Moscou s'appuie aussi sur les anti-indépendantistes russes, qui viennent d'ériger une « unité de salut public » prêt à prendre le pouvoir. Il n'est plus question, bien entendu, de négociations, alors que les élus lituaniens avaient récemment cédé du terrain en levant la condition d'un protocole préalable à toute négociation avec Moscou sur l'avenir de la République.

La machine est donc en marche, le test ultime restant le sort réservé au Parlement lituanien, gardé désormais par la population de jour comme de nuit, à l'appel du président Landsbergis. L'occupation éventuelle du Parlement et la nomination d'un « gaulois » ou d'un « comité de salut public » parachèveraient définitivement la reprise en main de la Lituanie. Le coût d'une telle opération pourrait cependant être lourd, et n'aboutirait en tout état de cause, comme on l'a vu ailleurs et en particulier en Pologne, qu'à durcir le sentiment nationaliste dans la population.

Le président Landsbergis ne cesse d'appeler au soutien occidental. Partout ailleurs, le temps en effet de cesser de se voiler la face et d'admettre clairement que les grands principes qui le communisme international veut défendre dans le Golfe sont en train d'être bafoués dans les pays baltes?

Des unités de parachutistes soviétiques sont de nouveau intervenues samedi 12 janvier, vers 3 heures du matin, à Vilnius pour prendre le contrôle du quartier général d'une brigade spéciale de lutte contre le crime et d'une annexe de l'Académie de police de Lituanie. La veille, les militaires avaient déjà investi plusieurs bâtiments publics, dont le département local de la défense et la Maison de la presse où sont imprimés tous les journaux de la capitale de la République balte. Des détachements de blindés patrouillaient dans d'autres villes.

- Le ministère de la défense et la Maison de la presse ont été investis par les parachutistes.
- La suppression de l'agence Interfax annonce des menaces contre les médias, par MICHEL TATU.
- Washington s'abstient de toute critique, par JAN KRAUZE.

Lire page 6

M. Perez de Cuellar pourrait proposer à Bagdad l'envoi de « casques bleus » après l'évacuation du Koweït

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, devait s'entretenir, samedi 12, ou dimanche 13 janvier à Bagdad, avec le président irakien Saddam Hussein. Faisant escale vendredi à Genève, il a rencontré les ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne; ces derniers, sans grand espoir, envisagent une initiative de la dernière chance après celle de M. Perez de Cuellar.

Selon le ministre portugais, le secrétaire général pourrait proposer à Bagdad l'envoi de « casques bleus » au Koweït et la convocation, à terme, d'une conférence internationale.

De nombreuses manifestations contre une intervention militaire dans le Golfe étaient prévues, samedi à Paris et dans plusieurs villes de province. Le principal rassemblement devait avoir lieu sur la place de la Bastille, à l'appel du Parti communiste, des syndicats, des Verts et de divers groupes pacifistes.

« Je n'ai pas de message précis pour Saddam Hussein. Je n'ai pas d'idées précises. Je vais l'entendre, discuter avec lui s'il le veut bien, et peut-être de cette discussion surgira quelque chose », disait le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, en route pour Bagdad et qui venait de recevoir, vendredi 11 janvier à Genève, les encouragements des Européens et des non-alignés.

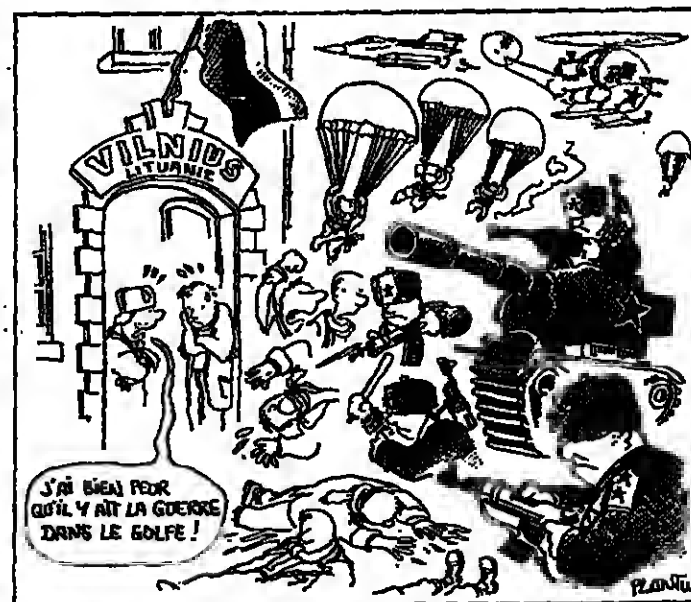
« Je n'ai aucun plan, déclarait-il quelques heures plus tard à son arrivée à Amman, avant d'aller s'entretenir au palais royal avec le souverain jordanien. Je vais écouter le président irakien, échanger avec lui des vues sur les votes et les moyens de trouver une solution pacifique à la crise. Je suis en mission de paix ».

M. Perez de Cuellar sur lequel convergèrent samedi 12 janvier, jour J moins 4, tous les espoirs de paix, s'entendait pas soumettre au président irakien de nouvelles propositions de la Communauté internationale. Il n'avait pour mandat du Conseil de sécurité que celui de réclamer l'application des résolutions adoptées ces derniers mois exigeant le retrait des troupes irakiennes du Koweït. Si la « mission » Perez de Cuellar devait donner lieu à un déblocage, c'est du côté irakien qu'il faudrait attendre le mouvement, pas du côté de la coalition anti-irakienne.

Pour tenter de l'obtenir, le secrétaire général n'était fort que de sa personnalité, de fait que nul ne saurait le tenir pour le simple porte-parole de Washington, ce qui permettrait d'espérer que les dirigeants irakiens négocieraient moins à nouer avec lui le dialogue qu'ils n'ont pas voulu engager avec M. James Baker. Il s'agit fort que de très puissants soutiens dans le monde de la « souplesse » que lui autorise en la circonstance la communauté internationale.

Il faut, soulignait vendredi M. Roland Dumas, « laisser à M. Perez de Cuellar une certaine marge de manœuvre, ne pas l'enfermer dans des contraintes trop étroites. Il ne sert à rien qu'il aille à Bagdad pour répéter ce que d'autres ont dit avant lui ». Cette « marge de manœuvre » n'est pas très large.

CLAIRE TRÉAN
Lire la suite page 2



■ La fin de la conférence islamique à Bagdad. ■ L'exode des Occidentaux. ■ A Dahr, une tranquille assurance prévoyant encore, par FRANÇOISE CHIPAUX. ■ Les ministres préparatifs en Israël, par ALAIN FRACHON. ■ M. Mitterrand est assuré du soutien du Parlement, par ALAIN ROLLAT. ■ Le débat en sein du PS, par PATRICK JARREAU. ■ La mobilisation des ennemis de la guerre, par NATHANIEL HERZBERG.

Lire pages 2 à 5

■ La mobilisation des télévisions, par ANNICK COJEAN
Lire page 20

La tradition pacifiste

La paix. Vouloir la paix; maintenir la paix; les rebonds de l'Histoire font brutalement surgir, en France et en plein second septennat de François Mitterrand, l'urgence d'une préoccupation déjà lancinante, d'une sensibilité déjà aiguë à la fin du Second Empire.

Les raisons d'être de ce pacifisme naissant, apanage, à l'époque, de l'opposition républicaine, ne manquaient pas face à un Napoléon III que trahissaient régulièrement des armées belliqueuses. Signe des temps : en 1869, Léon Gambetta est élu député de Belleville sur un programme radical qui prône, entre autres, la suppression des armées permanentes.

La guerre de 1870, puis la défaite, la perte de l'Alsace et de la Lorraine annexées, auront temporairement raison de la belle utopie des pacifistes absolus. Très vite, cependant, s'installe, dans la vie politique, un couple de notions qui subsistent encore, malgré la diversité des situations auxquelles la France a

été affrontée depuis cent vingt ans. D'un côté, servir un pacifisme pragmatique, mélange de refus de la guerre (sauf à s'opposer à une menace jugée directe et décisive) et d'une politique de défense vigoureuse. Ce sera la politique d'un Jules Ferry, entre autres. D'autre part, un pacifisme plus idéaliste, plus radical dans tous les sens du terme, récurrent, et se dote d'une doctrine élaborée.

L'avocat Léon Bourgeois, qui deviendra en 1919, après une brillante carrière ministérielle, le premier président de cette Société des Nations qu'il avait appelée de ses vœux, défend, depuis la fin du dix-neuvième siècle, le projet d'une paix entre les Nations, garantie par l'arbitrage et un droit international spécifique. Il développe ses thèmes à La Haye, au cours des conférences internationales de la paix de 1899 et 1901.

MICHEL KAJMAN
Lire la suite page 5

J.-D. NASIO



Le Paris-Dakar endeuillé

Un pilote tué par balles lors de la traversée d'un village au Mali
page 8

Maîtrise des dépenses de santé

750 millions de francs d'économies sur la radiologie
page 17

HEURES LOCALES

■ Le dilemme de M. Michel Delabrière, la ministre de la ville. ■ Nantes en quête d'identité. ■ Hyménée en Pyrénées.
pages 13 à 15

« Grand jury RTL-le Monde »

M. Michel Vauzelle, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, invité dimanche à partir de 18 h 30.

Le sommaire complet se trouve page 20

M0146 - 01140 - 6,00 F -



A L'ÉTRANGER : Argentine, 4,50 DA; Brésil, 7,00 CR; Chili, 2,00 \$; Colombie, 2,00 \$; Costa Rica, 2,00 \$; Cuba, 2,00 \$; Espagne, 1,75 PTA; États-Unis, 70 c; France, 180 FR; Grèce, 80 p; Italie, 2,00 L; Luxembourg, 40 FR; Norvège, 15 KR; Pays-Bas, 2,00 FL; Portugal, 180 ESC; République Fédérale d'Allemagne, 3,75 M; Royaume-Uni, 1,50 £; Suède, 1,50 SEK; Suisse, 1,50 CHF; Taiwan, 2,00 NT; Thaïlande, 2,00 THB; Turquie, 2,00 TL; Venezuela, 2,00 B.

LA CRISE DU GOLFE

La mission diplomatique du secrétaire général de l'ONU à Bagdad

« Initiative très intéressante » : ainsi a été qualifiée, vendredi 11 janvier, par M. John Major, le premier ministre britannique, la mission à Bagdad du secrétaire général de l'ONU. Mais, il s'est dit « pessimiste et déprimé » de voir que Saddam Hussein n'avait pas encore abtempéré aux décisions des Nations unies. « Il a envahi et mis à sac un pays en paix, assassiné un grand nombre de gens et fait de ce pays un camp de prisonniers. Ce n'est pas acceptable », a-t-il ajouté.

Dans l'émirat de Bahreïn, première étape d'une tournée de quatre jours au Proche-Orient, M. Douglas Hurd, le secrétaire au Foreign Office, s'est déclaré, lui aussi, sceptique sur la possibilité d'un changement de position du président irakien. A

l'issue d'un entretien avec le prince héritier, il a précisé que Londres et Menama « refusent tout chantage sur l'application des résolutions de l'ONU ».

De son côté, Mgr Robert Runcie, archevêque de Canterbury et chef de l'Eglise anglicane, a admis, vendredi, dans un entretien télévisé, que le recours à la force « pouvait se justifier dans les circonstances » actuelles. « Je crois que, parfois, pour assurer une plus grande paix à l'avenir, il pourrait être nécessaire d'engager une action militaire aussi limitée que possible », a-t-il ajouté. « L'option militaire est (alors) un moindre mal ».

Selon un sondage d'opinion publié vendredi,

89 % des Britanniques interrogés soutiennent l'intention du gouvernement de faire parler les armes, et 23 % s'y déclarent opposés. Mais cette majorité favorable à l'option militaire tombe à 55 % lorsque l'on évoque la possibilité que ce conflit fasse plusieurs milliers de victimes britanniques.

Quant aux représentants des pays arabes, ils multiplient les déclarations contre la « logique de guerre », jugeant nécessaire de laisser encore du temps aux efforts de médiation. M. Ahmed Ghazal, le ministre algérien des affaires étrangères, a fait état, vendredi, à Paris, de sa « conviction intime » de la volonté de négociation du président irakien. « Comme je sais que Saddam Hussein

n'est pas fou, qu'il est au contraire très cohérent, je ne vois pas en quoi il serait tenté de chercher la guerre », a-t-il affirmé. Il a assuré qu'il pouvait y avoir « un retour en arrière à condition qu'il y ait quelque chose qui rende le processus faisable ».

Des partis d'opposition marocains ont apporté, vendredi, pour la première fois, leur soutien à l'Irak, alors qu'Hassan II s'est envoyé plus d'un millier de soldats en Arabie saoudite. « Notre destin est lié à la nation arabe et au peuple irakien », a déclaré, à Rabat, M. Abderrahim Bouabid, secrétaire général de l'Union socialiste des forces populaires (USFP). Il a reproché aux Etats-Unis de vouloir imposer un « nouvel ordre mondial par la force et le feu ».

La déclaration de M. Baker aux soldats américains

« Nous franchissons le Rubicon à minuit, le 15 janvier »

Avant de s'entretenir, samedi 12 janvier, avec le président Mubarak au Caire puis avec le président Assad à Damas, le secrétaire d'Etat James Baker a rendu visite, vendredi, à des soldats américains stationnés en Arabie saoudite et a affirmé : « Pour qu'il n'y ait pas de malentendu, je veux être absolument clair : nous franchissons le Rubicon à minuit, le 15 janvier. »

S'adressant à quelque mille hommes d'une base aérienne, il a déclaré : « Notre inquiétude est que dans son style habituel, il (Saddam Hussein) se trompe sur ce qu'est exactement la date limite. (...) Saddam peut (nous) croire ou non, mais s'il ne le fait pas, il aura fait son erreur la plus tragique. » Le secrétaire d'Etat a dit ne pas pouvoir révéler exactement quand les soldats de la force multinationale seraient appelés à attaquer si les

Irakiens ne se retirent pas du Koweït. Mais il a ajouté : « Je veux vous dire que vous ne devez pas attendre bien longtemps pour avoir la réponse à cette question. »

Le secrétaire d'Etat américain a aussi déclaré que les Etats-Unis n'avaient pas de plan pour « maintenir une présence permanente dans la région, une fois que le Koweït sera évacué et que la menace se sera éloignée ». Les troupes américaines sont dans la région pour arrêter ce qu'il a appelé « un dictateur très dangereux, armé jusqu'aux dents ». « Une ère de paix suivra si Saddam est stoppé et qu'il quitte le Koweït », a-t-il dit. Mais si nous échouons maintenant, nous le paierons sûrement plus tard, alors que les ambitions et les conquêtes de Saddam augmenteront, et que la volonté du monde de résister aux agressions faiblira. »

A l'occasion d'une conférence islamique dans la capitale irakienne

M. Saddam Hussein et ses hôtes musulmans rivalisent d'intransigeance

« L'Irak est attaché à l'application de toutes les résolutions des Nations unies, à commencer par celles sur la Palestine » et Bagdad remportera la victoire dans la « guerre sainte » que déclencherait une attaque américaine : le double message lancé, vendredi 11 janvier, par le président Saddam Hussein n'est pas nouveau mais il prend plus de relief à la veille des entretiens que le numéro un irakien devait avoir samedi avec le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar.

« Nous sommes, nous aussi, attachés à la légitimité internationale, mais commençons par la Palestine », a assuré Saddam Hussein devant les participants à la Conférence populaire islamique, qui a réuni quelque trois cent cinquante personnalités du monde musulman pendant trois jours dans la capitale irakienne. « Si les Palestiniens retrouvent leur terre, nous demanderons alors que des négociations s'ouvrent pour débarrasser de toutes les questions sur la base du droit international », a-t-il ajouté, à quatre jours de l'expiration du délai fixé par l'ONU à l'Irak pour évacuer ses troupes du Koweït.

Tout en continuant ainsi à lier un éventuel dialogue sur le Koweït à une « solution globale » au Proche-Orient, et notamment à la question palestinienne - ce que rejettent les Etats-Unis - Saddam Hussein a donné une tonalité religieuse à son discours et s'est laissé aller à ses envolées habituelles : « Un million de soldats irakiens et des milliers de chars sont entrés dans des tranchées sur le front, d'où ils surgiront lorsque les Américains attaqueront » - pour promettre « la victoire » à son peuple en cas de guerre.

« C'est une épreuve de force entre les infidèles et les croyants », a-t-il déclaré, avant d'ajouter : « Nous avons pris toutes les dispositions pour affronter (...) et vaincre l'agresseur et l'infidèle. » La victoire est proche et la Palestine reviendra à son peuple avec l'aide de Dieu tout puissant, selon Saddam Hussein.

« Nous luttons pour la dignité. Notre paradis est celui qui est promis aux croyants. L'infidèle recherche les plaisirs temporels. Pensez-vous qu'il pourra lutter contre l'esprit ? Cela n'arrivera jamais », a-t-il encore dit. « Tous nos jeunes gens, nos étudiants et nos paysans sont armés et lutteront pour le djihad. Ce n'est pas un affrontement pour des terres, mais une lutte entre l'infidèle et les croyants, entre le bien et le mal. »

Les participants à la conférence populaire islamique ont appelé, dans leur communiqué final, les musulmans à engager le djihad (guerre sainte) contre les forces coalisées et à s'attaquer aux intérêts des Etats-Unis ainsi que de leurs alliés partout dans le monde en cas d'agression contre l'Irak. La conférence a proclamé « le djihad comme une obligation pour tous les musulmans, en cas d'agression contre l'Irak » et appelé tous les partis et organisations islamiques du monde à ouvrir des « centres de volontaires pour le djihad en vue de les envoyer sur le front ».

Toujours selon le communiqué final, les chefs des délégations participantes doivent se réunir ultérieurement à Bagdad pour mettre sur pied « une stratégie d'attaques contre les intérêts des Etats-Unis et de leurs alliés au moment du lancement de l'agression contre l'Irak ».

Dans des déclarations publiées jeudi à Bagdad, des participants à la conférence avaient déjà lancé des appels à des attentats antiaméricains. Le vice-président du Front islamique du Salut (FIS) algérien, M. Aboul Amine Ben Azzouz Zedda, avait ainsi affirmé que « les intérêts américains dans le Maghreb et en Europe seront la cible de différentes organisations islamiques en cas d'agression contre l'Irak ». Le ministre jordanien des affaires religieuses, M. Ibrahim Zeid Al-Kilani (islamique), avait déclaré le même jour que « l'heure du djihad s'approche et les musulmans, où qu'ils se trouvent, se tiennent prêts à détruire les intérêts américains en cas d'agression contre l'Irak ».

Au même moment, à La Mecque, se terminait une conférence islamique concurrente, organisée par la Ligue du monde islamique, qui a dénié à l'Irak le droit d'organiser des rencontres islamiques, en invitant les musulmans à boycotter toute réunion à caractère religieux convoquée par l'Irak. En écho à ce festival d'intransigeance, le ministre irakien de l'Information, M. Latif Nassif Jassem, a démenti les informations sur une possible « initiative de paix » irakienne après le 15 janvier, publiées par le New York Times citant des sources diplomatiques arabes. - (AFP, AP, Reuters.)



L'initiative de M. Perez de Cuellar

Suite de la première page

Les possibilités de discussions ont été évoquées notamment lors de la rencontre que M. Perez de Cuellar a eue vendredi à Genève avec les ministres des affaires étrangères de la Communauté des Douze, à l'issue de laquelle le chef de la diplomatie portugaise, M. Jose de Deus Pinheiro, parla un peu abusivement de « plan en cinq points », comme s'il s'agissait de propositions nouvelles. Ces cinq points, qui sont tous soumis au préalable de l'évacuation du Koweït, ont été présentés de la façon suivante par le ministre portugais : - garantie de non agression de la communauté internationale ; - retrait des forces de la coalition anti-irakienne de la région ; - envoi d'un contingent d'observateurs de l'ONU contrôlant le retrait irakien ; - déploiement d'une force de maintien de la paix de l'ONU au Koweït et à la frontière entre l'Irak et l'Arabie Saoudite ; - convocation d'une conférence internationale sur les problèmes du Moyen-Orient « dès que possible ».

Entretien avec M. George Bush

De ces cinq points seule, l'idée de l'envoi d'une force neutre dans la région est une nouveauté. M. Genscher y insistait vendredi, à l'issue de la rencontre de Genève, la présentant comme « une bonne idée » émanant du secrétaire général. Elle pourrait contribuer à permettre à Saddam Hussein de « sauver la face », puisqu'elle semble faire droit à l'idée que c'est une « menace » pesant sur l'Irak qui a justifié l'invasion du Koweït.

Le dernier point du plan est naturellement le plus important. Formulé comme il l'a été après l'escalade genevoise de M. Perez de Cuellar, il ne comporte aucun élé-

ment nouveau. Il est significatif à cet égard, comme nous l'indiquent notre correspondant à Genève Isabelle Vichniac, que le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Van den Broek, le représentant - et numéro 2 - du Foreign Office, M. Douglas Hogg, et le chef de la diplomatie espagnole, M. Francisco Fernandez Ordaz, aient souligné à l'issue de leurs conversations avec le secrétaire général qu'il ne s'agissait pas d'établir un « lien » entre la crise du Golfe et le problème israélo-palestinien.

Plusieurs ministres de la CEE ont fait remarquer que la Communauté s'était prononcée en faveur d'une conférence internationale sur le Proche-Orient bien avant l'agression irakienne du 2 août et que cette question relevait de l'« après-crise ». Le ministre luxembourgeois des affaires étrangères, M. Jacques Poos, a rappelé la résolution adoptée le 4 janvier par les Douze, indiquant que dès lors que « la crise actuelle aura trouvé une issue pacifique dans le respect des résolutions des Nations unies, la Communauté s'engage à contribuer activement à la résolution des problèmes de la région ». M. Ordaz a été plus explicite encore en estimant que « l'invasion du Koweït a retardé toute solution du problème palestinien » et qu'il faut faire comprendre à Saddam Hussein qu'actuellement « c'est lui qui est l'obstacle ».

M. Perez de Cuellar, qui s'est entretenu par téléphone avec le président George Bush avant de quitter New York, ne saurait sur ce point sortir de son rôle. Il pourra néanmoins se présenter devant le président irakien comme le défenseur de toutes les résolutions de l'ONU, y compris donc celles qui, au cours des dernières années, ont été adoptées à l'encontre d'Israël.

Contrairement à M. James Baker qui, il y a quelques jours, face au

ministre irakien des affaires étrangères, s'en était tenu à l'absence de lien entre les deux problèmes, il pourra insister davantage sur la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité du 20 décembre, approuvée même par les Etats-Unis, et qui mentionnait explicitement la tenue d'une conférence internationale de paix sur le conflit israélo-arabe, « à un moment approprié ».

Le secrétaire général apporte à Bagdad non pas des propositions nouvelles mais une synthèse de propositions déjà formulées, acceptées par les Américains et - surtout - acceptables par Saddam Hussein. Son objectif est de guetter chez son interlocuteur le moindre indice d'ouverture et d'en tirer le meilleur profit possible, dans le respect évident des résolutions du Conseil de sécurité.

Les Douze prêts à une nouvelle initiative

On ignorait encore samedi en fin de matinée si la mission de M. Perez de Cuellar à Bagdad se prolongerait dimanche. Il est en tout état de cause attendu à New York lundi soir, veille de l'ultimatum du 15 janvier, pour rendre compte de sa mission au Conseil de sécurité. Il devait faire escale à Paris sur le chemin du retour, dimanche ou lundi.

Cette mission n'est encore pas celle de la dernière chance puisque les Européens ont déclaré, par la voix de M. Jacques Poos, qu'ils seraient encore disponibles, après le retour de M. Perez de Cuellar, « pour une nouvelle initiative » qui pourrait prendre la forme d'une « rencontre avec les dirigeants irakiens ». Les Douze n'ont toutefois pas caché leur pessimisme vendredi à Genève. Signe parmi d'autres de ce pessimisme : le Parlement néerlandais a décidé dans la nuit de vendredi à samedi, sans attendre le retour de M. Perez de Cuellar ni l'échéance du 15 janvier, d'autoriser ses modestes forces dans le Golfe à participer à un conflit armé sous commandement américain.

CLAIRE TRÉAN

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

MICHEL VAUZELLE

en direct sur **RTL**

animé par **Olivier MAZEROLLE**

avec André PASSERON et Jacques AMALRIC (Le Monde) Pierre-Marie CHRISTIN et Isabelle DATH (RTL)

PRESIDENT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGÈRES DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

100150

LA CRISE DU GOLFE

Alors que l'exode des Occidentaux continue au Moyen-Orient

Washington réaffirme que des terroristes préparent des attaques à travers le monde

Les Etats-Unis ont encouragé, vendredi 11 janvier, leurs ressortissants à quitter le Proche et le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et l'Asie du Sud à cause des risques d'attentats et de manifestations anti-occidentales. Les familles des employés du gouvernement ont, en outre, été autorisées à quitter Israël et les territoires occupés. La Grande-Bretagne a également recommandé à ses ressortissants de partir d'Israël, de Gaza et de Cisjordanie si leur présence n'est pas indispensable.

« Les citoyens américains devraient envisager de reporter tout voyage dans ces régions et ceux qui s'y trouvent, sans raison essentielle d'y rester, devraient envisager de partir », a fait savoir le département d'Etat dans un communiqué. « Le gouvernement américain possède la preuve que des terroristes soutenus par l'Irak se préparent à lancer des attaques un peu partout dans le monde », a déclaré le porte-parole du département d'Etat,

M. Richard Boucher. « Nous croyons que le Proche-Orient et l'Europe sont les théâtres les plus probables. Nous avons également des informations sur des préparatifs terroristes en Afrique, en Asie et en Amérique latine », a-t-il poursuivi.

« En cas d'opérations militaires des forces américaines dans le Golfe, la menace terroriste contre les ressortissants américains augmentera de façon substantielle », a-t-il averti.

C'est la quatrième mise en garde du département d'Etat contre le terrorisme depuis l'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août dernier. Les Etats-Unis ont déjà ordonné le départ de toutes les familles des employés dont la présence n'est pas nécessaire en Jordanie, en Mauritanie, en Somalie et au Yémen. Ils ont aussi autorisé le départ des mêmes catégories de personnes d'Algérie, du Maroc, de Tunisie et du Pakistan. Le département d'Etat a enfin autorisé le départ des familles des fonctionnaires de la province orientale d'Arabie saoudite, de Bahreïn, du Qatar et des Emirats arabes unis.

Le département d'Etat a pris des mesures pour couvrir les risques des compagnies aériennes améri-

caines par une assurance spéciale, après la hausse des primes d'assurance qui a conduit certaines d'entre elles à modifier ou suspendre leurs liaisons. PanAm a interrompu ses vols vers Israël et l'Arabie saoudite.

Par ailleurs, les Français de Jordanie seront cotactés samedi matin par l'ambassade de France en vue de la distribution de recommandations de protection antiterroriste (NBC). Une liste précise de recommandations pratiques pour faire face à une éventuelle situation de crise est fournie aux ressortissants français qui ont choisi de demeurer en Jordanie, soit environ 180 personnes. Un nouvel avion affrété par le gouvernement français est attendu dans la nuit de samedi à dimanche à Amman.

De son côté, l'ambassade de France à Bahreïn a aussi commencé à distribuer des masques, des tenues de protection et des antidotes à tous les ressortissants français. Dans la mesure des réserves disponibles, ces équipements seront aussi distribués aux ressortissants des pays de la CEE ne disposant pas de représentation diplomatique à Bahreïn.

A Londres, les hôpitaux civils sont prêts à faire face à un afflux important de blessés, victimes d'un éventuel conflit armé dans le Golfe, a confirmé officiellement vendredi le ministre britannique de la Santé, M. William Waldegrave. Un porte-parole du ministère a précisé qu'une quinzaine d'hôpitaux civils pourraient accueillir jusqu'à 7 000 blessés, chiffre correspondant au pire des scénarios envisagés par le ministère de la Défense, selon lequel la guerre pourrait être terminée en une semaine. — (AFP)

Distribution de masques à gaz

Des centaines de Britanniques se sont précipités, vendredi, au British Club de Bahreïn où l'on distribuait des masques à gaz. « Des milliers de Britanniques ont fait une démonstration devant chaque personne. Ils nous ont demandé d'es-

La Turquie renforce ses capacités de défense

Les Etats-Unis et les Pays-Bas ont décidé, vendredi 11 janvier, d'envoyer des missiles sol-air Patriot en Turquie pour protéger ce pays d'une éventuelle attaque aérienne irakienne. La décision a été prise à la suite d'une nouvelle demande d'aide des Turcs à leurs partenaires de l'alliance atlantique.

Chacun des deux pays sollicités par la Turquie a répondu « le plus rapidement possible » deux unités de défense anti-aérienne équipées de Patriot. Les unités seront déployées dans la zone frontalière avec l'Irak. Avec les missiles Patriot, d'une portée de 20 kilomètres environ, les Néerlandais enverront 150 à 200 militaires chargés de servir les batteries; ils opéreront en étroite collaboration avec la quarantaine d'aviateurs de la Force mobile allée (AMF) qui viennent d'être déployés en Turquie.

La Belgique a aussi envoyé dimanche dernier en Turquie 18 Mirage-3, 18 F-16 et 18 F-15. Les avions seront stationnés dans l'est du pays, sur les bases de Diyarbakir et d'Erzurum, situées respectivement à 300 et 450 km de la frontière irakienne.

ajouté. A la question de savoir si les Etats-Unis pourraient utiliser les bases américano-turques en territoire turc alors qu'Ankara n'entend pas en guerre contre l'Irak que si la Turquie est attaquée, le président a répondu qu'il « n'avait pas encore pris de décision ».

A Washington, le secrétaire américain à la Défense, M. Dick Cheney, a affirmé, vendredi 11 janvier, que la durée de la guerre ne serait, au plus, qu'une « question de mois ». Le chef du Pentagone s'est refusé à livrer une estimation sur les pertes américaines en cas de conflit. « C'est tout simplement impossible à savoir. (...) La guerre est au mieux une entreprise incertaine. » Les estimations de pertes varient de 500 à 1 000 morts prédis par M. Lee Aspin, président de la commission des forces armées de la Chambre des représentants, au spectre de 45 000 morts avancé par le Centre for Defense Information, un groupe d'officiers à la retraite souvent opposés à la ligne officielle du Pentagone.

L'Internationale des médecins contre la guerre nucléaire, qui revendique 225 000 membres dans 70 pays, a jugé « absurde » l'estimation officielle de 500 à 1 000 morts retenue par la commission des forces armées de la Chambre des représentants. Pour l'organisation, cette estimation optimiste a été coordonnée par l'envoi, annoncé jeudi, de 16 000 « sacs-cercueils » supplémentaires dans le Golfe. Quelque 45 000 de ces sacs sont déjà à la disposition des forces américaines stationnées dans le Golfe.

Selon des estimations de l'armée américaine, le nombre de soldats tués ou blessés lors d'une offensive pourrait dépasser 50 % des troupes engagées, rapporte vendredi le Los Angeles Times, qui cite des sources militaires bien informées. Ces statistiques sont basées sur 180 simulations d'attaques. Lors d'un exercice d'entraînement en Californie, une unité de 2 000 hommes qui devait prendre un bastion occupé par une unité irakienne aurait ainsi perdu environ un tiers de ses soldats. Lors d'autres simulations, les pertes ont dépassé 50 %. — (AFP, Reuters)

45 000 « sacs-cercueils »

Dans une interview diffusée vendredi par la chaîne de télévision américaine CNN, le président turc Cengizalp a déclaré qu'il n'avait pas d'avis sur l'envoi d'un deuxième front à la frontière turco-irakienne, en cas de guerre dans le Golfe, si la Turquie n'est pas attaquée.

Dans une interview en Washington Times, le président turc a déclaré que quelque 800 soldats irakiens déserteurs ont gagné 500 pays. Les soldats qui ont fait défection ont déclaré qu'ils étaient irakien et qu'ils avaient rejoint l'armée américaine. « Je pense qu'ils ont rejoint l'armée américaine et qu'ils ne veulent plus combattre », a-t-il

Ultimes préparatifs en Israël

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« L'arrière » se prépare. Depuis vingt-quatre heures, la télévision israélienne diffuse des images de défenseurs. Chaque famille doit isoler complètement une pièce de la maison, protégeant le contour des fenêtres et des portes afin d'empêcher toute éventuelle infiltration de gaz. Dans les magasins, le produit le plus demandé est le ruban adhésif.

Si les sirènes se mettent à hurler, signalant une attaque de missiles ou d'avions, la consigne est de ne pas se réfugier dans les abris - le gaz descend rapidement - mais de rester dans la pièce spécialement protégée où doivent avoir été stockés eau et produits de première nécessité. Le seul, paraît-il, qui soit véritablement hermétique. Exceptionnellement, plusieurs chaînes de supermarchés ont annoncé qu'elles rouvriraient leurs établissements en fin de semaine, samedi 12 janvier, pour permettre aux milliers de faire leurs achats.

Les réservistes appartenant à la défense civile ont été mobilisés. Enfin, après les Européens, le personnel de l'ONU et beaucoup d'autres, c'est au tour des Américains de quitter le pays : telle est la dernière requête qui leur a été adressée vendredi par le département d'Etat. Si les Israéliens avaient encore besoin d'un dernier « signal » leur indiquant que l'heure est grave, les rabbins des partis ultra-orthodoxes le leur ont fourni : ils ont indiqué qu'ils allaient consacrer, ce samedi, des prières spéciales « à la situation ».

Côté militaire, le chef d'état-major, le général Dan Shomron, a répété vendredi soir à la télévision qu'il répliquerait à toute attaque irakienne. Au même moment, était annoncé l'arrivée, samedi, à Jérusalem du onzième des deux départements d'Etat américain, M. Lawrence Eagleburger, et l'agence américaine Associated Press croyait savoir que sa mission serait de convaincre les Israéliens de ne pas répondre en cas d'une première attaque irakienne contre l'Etat hébreu. Pour empêcher une extension du conflit, on a transformé en un affrontement israélo-arabe, les Etats-Unis préféreraient s'acquiescer eux-mêmes de la réplique à une agression irakienne contre Israël.

Cette semaine encore, le président Bush avait fait savoir qu'une telle agression serait considérée par les Etats-Unis comme une « provocation » à l'encontre des forces de la

coalition... Cependant, si les Israéliens sont disposés à resserrer la coopération avec les Américains - à en croire Hagiz, les militaires se plaignent de dangereuses lacunes dans ce domaine, - leur doctrine fondamentale reste de ne laisser à personne le soin de la défense du pays.

Des missiles antimissiles

Le chef de l'aviation, le général Bio Nim, a expliqué que ses forces étaient en état d'alerte suprême : pilotes à leurs postes, avions prêts à décoller. Pour la première fois, il a indiqué qu'Israël avait reçu des Etats-Unis deux batteries de missiles anti-missiles Patriot, mais n'a pas précisé si elles étaient déjà opérationnelles. L'état-major a démenti, de son côté, qu'il s'apprêtait à procéder à une large mobilisation, tout en confirmant l'état d'alerte aux frontières. Une brève visite le long de la vallée du Jourdain ne permettait de détecter aucune perturbation militaire particulière. Le pont Allenby, point de passage avec la Jordanie, était normalement ouvert et utilisé par les Palestiniens, dans les deux sens.

AL. FR.

Un ordinateur secret volé en Grande-Bretagne a été restitué

Un porte-parole du ministère britannique de la Défense a déclaré, vendredi 11 janvier, qu'un ordinateur portable, volé le 17 décembre et susceptible de contenir des informations militaires sur la situation dans le Golfe, avait été restitué. L'appareil avait été dérobé dans la voiture d'un officier membre de l'état-major du commandant en chef des troupes britanniques dans le Golfe, en même temps que des documents retrouvés par la suite.

C'est apparemment le voleur qui a rendu l'ordinateur, mardi. « Nous sommes très heureux de l'avoir récupéré », a simplement déclaré le porte-parole, sans préciser si le voleur avait eu accès aux informations conservées en mémoire dans l'appareil. Londres craignait que le malfrat - vraisemblablement un simple voleur à la tire et non un agent irakien - ne se rende compte de la valeur potentielle de son larcin. — (Reuters)

A Dahrhan, une tranquille assurance prévaut encore

DAHRHAN

de notre envoyé spécial

A y regarder de près, les seules indications précises que la guerre pourrait affecter le riche province de l'est de l'Arabie saoudite sont les pannes de courant et les pannes de gaz. Dahrhan, Dammam et Al Khubayr, trois villes de la région, ont été touchées par des pannes de courant et de gaz. Les pannes de gaz sont dues à la destruction de pipelines irakiens. Les pannes de courant sont dues à la destruction de centrales électriques irakiennes.

serait sans doute la première cible que chercherait à atteindre l'Irak, l'ARAMCO. Les quatre-vingt mille employés de la compagnie, dont sept mille travaillent dans la province de l'est, sont tous à leur poste, affirme l'un d'eux, qui poursuit : « Le très sérieux plan d'évacuation mis au point rassure tout le monde, et nous ne sommes pas trop inquiets. » L'ARAMCO a cependant commencé à distribuer les deux cent cinquante mille masques à gaz communiés pour tous ses employés et leurs familles.

« L'ARAMCO a été divisé par zones avec chacune un responsable qui reçoit ses informations d'un général officier en contact permanent avec l'armée et le gouvernement saoudien, affirme un expert ainsi nous sommes sûrs d'être avertis à temps. » Pour ceux qui habitent à l'extérieur des installations, le découpage a été fait par nationalité, chaque responsable devant avertir ses ressortissants. « Chacun sait ce qu'il doit faire en fonction de différents plans correspondant au degré du danger, poursuit-il. Tout est prêt, tout le monde est préparé, il n'y a pas de raison de paniquer. »

L'attitude de l'ARAMCO, dont la poursuite de l'activité est essentielle, est quand même le meilleur baromètre d'une situation qui n'est pas encore jugée assez préoccupante pour que les Etats-Unis fassent évacuer aussi les familles de leurs ressortissants, ce qui s'était passé pour beaucoup au mois d'août.

La « pressante invitation » à partir adressée à la communauté française, en revanche, conduit vendredi les derniers habitants à prendre le chemin de la France. « Nous avons attendu jusqu'à la rencontre de Genève, mais après son échec, c'est plus prudent de s'en aller », avertit un professeur de l'école française qui, comme ses confrères métropolitains, a pris l'avion du TOTAM mis à la disposition de la communauté.

Seuls deux cent vingt Français, dont moins d'une vingtaine, pour les familles sur une communauté d'environ cinq cent cinquante personnes vont demeurer dans la province est. Les restants sont pour la plupart des employés des grandes compagnies d'armement comme Thomson, Aerospatiale ou Navco, dont les contrats courent encore, et plus que jamais pourraient en jouer.

faire les écoles américaines et anglaises, qui sont ouvertes et n'envisagent pas à ce stade de fermer. A l'Université locale de la commandant Claude Lamare a commencé jeudi la distribution des équipements de protection NBC (Nuclear Bacteriological Chemical). « Toute la communauté française devrait en être équipée avant la fin de la semaine. »

Si la menace de la guerre chimique obéisse les étrangers, elle ne semble pas si grande que la menace de la guerre nucléaire. Si certains ont quand même fait partir leur famille, les centres de défense civile où ils peuvent acheter le fameux masque à 150 riyals (40 dollars environ) ne sont pas pris d'assaut malgré les recommandations.

Ce calme ne saurait faire oublier les arrivées de soldats américains, qui se poursuivent avec des troupes venant d'Allemagne encore en treillis vert olive, et les innombrables convois qui montent quasiment sans interruption vers le nord.

La guerre ou le paix sont encore en balance pour au moins quatre jours, mais comme l'a dit vendredi le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, lors d'une rencontre impromptue avec des pilotes américains pendant son escale en Arabie saoudite : « Vous n'aurez pas à attendre trop longtemps pour savoir (si rien ne se passe avant le 15 janvier) quand vous rentrerez en action. »

FRANÇOISE CHIPAUX

« Vous n'aurez pas à attendre longtemps »

« Les conditions de sécurité ne se sont pas modifiées sensiblement, affirme l'un d'eux. Pour l'instant nous ne devons pas nous attendre à la rupture du contrat de travail, donc nous restons. » Malgré le départ de beaucoup d'enseignants français, l'école française, dont le directeur demeure sur place, reste ouverte et continue à dispenser ses cours aux deux cent cinquante enfants, pour l'essentiel libanais.

« On va réorganiser l'école en fonction des professeurs et des élèves encore là, dit la responsable, et suivre de près ce qui vont

Air France maintiendra ses vols le plus longtemps possible

Toutes les grandes compagnies aériennes ont mis fin ou s'apprêtent à mettre fin à leur desserte des pays du Moyen-Orient, champ de bataille possible à partir du 16 janvier. Air France, qui a toujours mis un point d'honneur à être l'un des derniers transporteurs à quitter une zone à risques, maintient son programme vers les aéroports de la région concernée par un déclenchement des hostilités : Le Caire, Aden, Sanaa, Téhéran, Tel-Aviv, Amman, Damas, Abou-Dhabi, Dubaï, Djeddah, Ryad, Dharan et Doha.

Un certain nombre de précautions

Pour ne mettre en péril ni ses passagers ni ses équipages, la compagnie française prend, comme ses concurrents, un certain nombre de précautions lorsque ses vols pénètrent dans cette zone.

Ce sont tout d'abord les routes aériennes qui ont fait l'objet d'une étude approfondie. En concertation

avec l'Association du transport aérien international (IATA) et avec les autorités de chaque pays survolé, Air France a décidé de modifier les trajets de ses avions de façon à supprimer tout risque. Les appareils en provenance de Paris et en route vers Karachi ou Bombay suivent une route plus méridionale de 250 km (et plus longue d'une demi-heure en moyenne) qui évite non seulement l'Irak, mais aussi le dispositif militaire allié en place en Arabie saoudite. De même que, pendant la guerre Iran-Irak, les vols Paris-Téhéran effectuaient un crochet par la mer Caspienne pour arriver par le nord sur la capitale iranienne, les vols d'Air France écartaient à Abou-Dhabi provenance du sud.

En cas de guerre, l'IATA et l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) ont délimité trois faisceaux de routes aériennes possibles : le premier passe dans le sud de l'espace aérien soviétique, le deuxième survole le sud de l'Arabie

saoudite et le troisième, encore plus méridional, évite complètement la péninsule arabique.

Air France s'efforce également de limiter au maximum la durée des escales dans les aéroports du Moyen-Orient. Les avions repartent dans les meilleurs délais, ce qui évite d'y faire stationner des équipages de relève. Les membres de l'équipage d'Air France ontage des Irakiens pendant plusieurs mois attendaient de remplacer, à Koweït, leurs collègues d'un Airbus.

La bonne volonté des navigants

Si ce demi-tour rapide oblige, à bord, à renforcer l'équipage, il épargne le doublement des primes - déjà multipliées par dix, en quelques jours, - que les assureurs infligent aux avions stationnant plus de cinq heures sur les aéroports du Moyen-Orient. Le service du contrôle d'exploitation de la compagnie, qui dispose de moyens

rapides de communication avec les responsables des escales à l'étranger, avec le Quid d'Orsay et avec les militaires, se tient prêt, à tout moment, à demander, de Paris, par radio à un avion de se dérouter afin qu'il ne se jette pas dans la gueule du loup, à savoir des combats ou l'occupation d'un aéroport par des forces armées.

La direction d'Air France a construit un certain nombre de scénarios à partir du lundi 14 janvier. Elle espère prolonger le plus longtemps possible la desserte du Moyen-Orient, mais elle peut suspendre immédiatement toutes ses opérations si les événements le requièrent. Pour l'heure, elle n'a annulé aucun vol pour cause de détérioration des personnels, qui ont toujours la faculté de refuser de participer à un équipage armant un avion pour la zone dangereuse. Le vol à destination de Tel-Aviv supprimé le vendredi 11 janvier l'a été, selon la direction, en raison de l'absence de passagers.

ALAIN FAUJAS

LA CRISE DU GOLFE

Lors du vote prévu pour le 17 janvier

M. Mitterrand est assuré du soutien du Parlement

Le ministre chargé des relations avec le Parlement, M. Jean Popper, a affirmé, vendredi soir 11 janvier sur TF1, qu'il n'y aura pas d'engagement de la moindre troupe française dans une éventuelle guerre « avant le vote du Parlement ». Comme il l'a annoncé, M. Mitterrand convoquera, jeudi 17 janvier, les députés et les sénateurs en session extraordinaire pour leur demander d'approuver le recours à la force pour libérer le Koweït dans le cadre de la résolution des Nations unies. Le président de la République paraît d'ores et déjà assuré de bénéficier de l'appui des principales formations politiques, à l'exception du Parti communiste et du Front national.

Le dernier vote du Parlement sur l'opportunité de faire intervenir un corps expéditionnaire français en terre étrangère remonte au mois d'octobre 1956, sous la IV^e République déclinante. Le président du conseil, Guy Mollet, avait facilement obtenu le soutien des deux Chambres pour l'envoi d'une force franco-britannique sur le canal de Suez, nationalisé trois mois auparavant par le gouvernement égyptien du colonel Nasser. L'armée israélienne était entrée en lice dans le Sinai. Au Palais-Bourbon, seuls les communistes et les poujadistes s'étaient opposés en bloc au gouvernement, mais ce dernier avait obtenu une confortable majorité de 368 voix contre 182. De même, le Conseil de la République, présidé par M. Mitterrand, avait courtoisement accueilli, par 289 voix contre 19, l'initiative de Guy Mollet exposée au palais du Luxembourg par le ministre de la justice, M. François Mitterrand.

Trente-cinq ans après, le contexte extérieur est totalement différent. La participation de la France à l'expédition militaire en préparation dans le Golfe s'inscrit dans le cadre des résolutions de l'ONU, approuvées non seulement par Washington et Moscou mais par l'ensemble de la communauté internationale, alors qu'en 1956 l'intervention franco-bri-

tannique s'était, au contraire, terminée par une pitoyable retraite à la suite de l'opposition convergente des États-Unis et de l'URSS. L'appui du Parlement à la démarche du président de la République n'en sera que plus ferme, même si lui-même, une fois encore, les communistes et les poujadistes, au premier rang desquels figure le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, présent pourtant à Suez dans les rangs du premier régiment étranger de parachutistes.

Il ne fait en effet pratiquement aucun doute que, jeudi 17 janvier, un consensus politique s'établira, à l'Assemblée nationale, comme au Sénat, de la droite à la gauche non communiste, pour autoriser M. Mitterrand à engager éventuellement les troupes françaises dans une action de guerre destinée à éliminer les forces irakiennes du Koweït. Tous les porte-parole de l'UDF, de l'UDC et du RPR qui se sont exprimés ces derniers jours ont affirmé très clairement leur volonté d'union nationale sur ce terrain, à condition que le gouvernement ne mêle pas des considérations de politique intérieure à la déclaration qu'il soumettra au Parlement convoqué la veille en session extraordinaire. Résumant ce sentiment, le président du groupe RPR du Sénat, M. Charles Pasqua, déclarait vendredi soir, au cours d'une émission spéciale de TF1 : « Depuis le début de la crise, l'opposition a fait la preuve de son sens de l'unité nationale et elle continuera de manifester ce sens de la responsabilité à condition, naturellement, qu'il n'y ait pas d'arrière-pensée politique, ce que je ne crois d'ailleurs pas... »

Une suggestion de M. Pasqua

A l'occasion de la réunion hebdomadaire consacrée depuis le mois d'août à la situation dans le Golfe, jeudi 10 janvier, le premier ministre en personne, M. Michel Rocard, a donné à M. Pasqua, aux autres parlementaires de l'opposition l'assurance qu'il en ira bien ainsi, et le ministre chargé des relations avec le Parlement, M. Jean Popper, l'a répété vendredi soir sur TF1 : la déclaration sur laquelle le chef du gouvernement sollicitera le vote de l'Assemblée nationale (en vertu de

l'article 1 de l'article 49 de la Constitution) et l'approbation du Sénat (selon l'article 4 du même article) sera strictement limitée à l'application par la France de la résolution 678 du Conseil de sécurité de l'ONU. Ce texte ne visera pas à piéger l'opposition pour assimiler ensuite son vote à quelque approbation de politique générale.

M. Pasqua a profité de cette circonstance pour souligner que M. Mitterrand n'exclut pas « la possibilité de se rendre lui-même à Bagdad » afin de demander à M. Saddam Hussein de retirer ses troupes du Koweït avant l'échéance de l'ultimatum en cas d'échec de la mission de M. Perez de Cuellar. Si M. Le Pen et l'ancien président du Parti républicain, M. François Léotard, ont exprimé leur scepticisme sur une telle initiative, le secrétaire général du Parti communiste, lui, s'est rallié à la suggestion de l'ancien ministre de l'Intérieur parce qu'à ses yeux tout est bon à prendre pour essayer d'empêcher la guerre.

Le PCF fait le maximum, au demeurant, pour se poser en champion de la paix. C'est à l'unanimité que son comité central, réuni vendredi après-midi en séance extraordinaire, a approuvé les trois initiatives présentées par M. Marchais au nom du bureau politique : appel à la population pour qu'elle multiplie ses interventions en faveur de la paix auprès des parlementaires ; appel aux chefs d'État et de gouvernement des pays membres du conseil de sécurité de l'ONU pour que, lundi, à New-York, ils annulent l'ultimatum et renouent à l'usage de la force ; envoi d'une lettre demandant à M. Mitterrand de convoquer le Parlement avant le 15 janvier. Les communistes contestataires, M. Charles Fiterman en tête, ont par fait dissension.

Les événements de Lituanie risquant toutefois d'introduire un fâcheux grain de sable dans sa profession de foi pacifiste, M. Marchais s'est aussi employé de condamner le recours à la force armée soviétique contre les pays baltes, se souvenant peut-être qu'en 1956 son parti s'était retrouvé d'autant plus isolé que son opposition farouche à l'expédition franco-britannique de Suez avait été vite perturbée par l'intervention, un mois plus tard, des troupes soviétiques en Hongrie.

ALAIN ROLLAT

Le débat au sein du PS

M. Chevènement et ses amis cherchent leur cap

Le courant Socialisme et République de M. Jean-Pierre Chevènement se distingue depuis quelques mois, au sein du PS, par des positions critiques de l'action gouvernementale et même, s'agissant de la crise du Golfe, par une certaine distance vis-à-vis de la politique de M. François Mitterrand. Ramené à 8,73 % des mandats au congrès socialiste de Rennes, en mars dernier, alors qu'il en avait recueilli 18 % la dernière fois qu'il s'était « compté », au congrès de Bourg-en-Bresse, en octobre 1983, ce courant cherche, depuis lors, un nouveau cap.

Sous l'impulsion, principalement, de M. Pierre Guindani, l'un de ses dirigeants depuis les origines, qui remonte au début des années 60, Socialisme et République avait tenté, à Rennes, de s'allier avec M. Lionel Jospin. L'idée était de faire émerger ainsi un pôle de formation d'une nouvelle majorité au sein du PS, face à la montée du courant dirigé par M. Laurent Fabius et ses amis. L'opération avait échoué parce que, parmi les alliés de M. Jospin, M. Jacques Delors avait refusé un accord avec un courant connu pour son hostilité à ce que M. Chevènement appelle « l'eurocommunisme » et qui avait durement attaqué l'ancien ministre de l'Économie lors du tournoi de la « rigueur », en mars 1983.

Adversaires de M. Pierre Mauroy, dont ils avaient dénoncé la reconduction au poste de premier secrétaire au moment de la « synthèse » forcée, deux jours après la fin du congrès, le ministre de la défense et ses amis, tout en participant à l'accord général, se sont retrouvés sans perspectives : les uns, comme M. Guindani, chargé des relations internationales au secrétariat national du PS, et M. Jean-Paul Planchou, un temps promu coordinateur du courant avant Rennes, ont continué à se situer dans une entente privilégiée avec les Jospinistes. D'autres dirigeants « historiques », comme MM. Georges Sarre, secrétaire

d'État aux transports, et Michel Charzat, chargé du nouveau « projet » du PS, tous deux élus parisiens, penchaient davantage pour un dialogue avec M. Fabius. Cependant, M. Charzat, en raison de la responsabilité qui lui a été confiée à la direction du PS, s'est quelque peu éloigné de l'activité de son courant. D'autres élus, comme M. Jean-Marie Buckel, député du Haut-Rhin, maire de Mulhouse, ont en tendance à faire de même.

S'affirmer de façon autonome

L'élection du président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, en octobre dernier, a marqué une rupture avec les jospinistes. M. Chevènement est intervenu personnellement pour que les députés du courant renouent à soutenir M. Henri Emmanuelli contre le candidat fabiusien, M. Jean Auroux, qui a, ainsi, été élu. Pour le ministre de la défense, qui avait été critiqué de façon injuste, à ses yeux, en raison de son attitude lors du déclenchement de la crise du Golfe, il ne pouvait être question d'apporter son appui à l'« axe » Jospin-Rocard, officialisé par le vote des députés rocardiens en faveur de M. Emmanuelli. Cette décision, qui a pris de court les partisans de l'alliance, a eu toutefois un effet roboratif sur le courant, qui choisissait ainsi de s'affirmer de façon autonome, plutôt que d'envisager sa disparition, à terme, à travers une recombinaison du PS.

On a vu, alors, les amis de M. Chevènement prendre des initiatives hétérodoxes en se démarquant du gouvernement, à l'Assemblée nationale, sur le projet de statut pour la Corse et sur la réévaluation des retraites, puis en contestant pas leur désaccord avec la politique menée face à la crise du Golfe. Pour Socialisme et République, il ne s'agit de rien d'autre que de ramener, parmi les socialistes, une liberté de débat naturelle au sein de leur parti. Elos, cadres ou militants, les membres de ce courant n'entendent pas se laisser gagner par le « consensus », ni leurs désaccords avec la voie centriste suivie par M. Rocard. Les analyses de

M. Didier Metchane, l'idéologue du groupe, revenu en pleine activité après une période de relatif retrait, ne sont pas étrangères à ce regain de vigueur.

Le texte sur la crise du Golfe, adopté par le secrétariat du courant, en présence de M. Chevènement, le 3 janvier dernier, en est un exemple, puisqu'il avait été préparé par M. Metchane, qui l'avait, avant la réunion, communiqué au ministre de la défense et à M. Guindani. M. Chevènement n'avait pas pris la parole. C'est, d'ailleurs, ce silence qui avait amené M. Edwige Avice, ministre délégué aux affaires étrangères, à quitter la réunion en raison des critiques que ce texte comportait vis-à-vis de la politique suivie par le gouvernement.

Plus que de véritables critiques, il faut parler d'une distance maintenue par Socialisme et République par rapport à l'action du chef de l'État dans cette affaire. M. Chevènement et ses amis sont coutumiers du fait, et M. Mitterrand s'en accommode, puisqu'il a demandé au ministre de la défense de rester à son poste. Pour le président de la République comme pour les dirigeants du PS, il n'est pas inutile que se fasse entendre, en contrepoint de la ligne suivie, une tonalité critique envers les États-Unis. Il serait mauvais, en tout cas, que des sanctions contre ceux qui demandent la recherche préliminaire d'une négociation fit apparaître les autres, par contraste, comme des bellicistes.

Au reste, si M. Max Gallo, membre de ce courant, a signé l'appel demandant le retrait des troupes françaises du Golfe, il y a un mois, et s'il soutient les manifestations du samedi 12 janvier contre la guerre, son point de vue n'est pas celui de l'ensemble des membres de Socialisme et République. Tous sont d'accord, cependant, pour s'indigner de l'évocation par M. Mauroy, à leur propos, de la « déviation pacifiste » d'avant-guerre. Ils rappellent, en effet, qu'il y a un an, c'est le premier secrétaire qui s'était prononcé pour une réduction des crédits militaires, à la suite du démantèlement du bloc soviétique, et que c'est M. Chevènement qui s'était, alors, opposé à lui.

PATRICK JARREAU

Les réactions politiques

■ M. Claude Cheysson : « La menace de guerre est la mauvaise méthode. » - L'ancien ministre socialiste des affaires étrangères a estimé sur France-Inter, vendredi 11 janvier, que la menace de guerre est « la mauvaise méthode » pour faire céder M. Saddam Hussein. « Le président Mitterrand avait défini une position parfaitement cohérente au moment de son discours aux Nations unies : l'embargo, et aucune négociation n'est possible jusqu'à l'évacuation du Koweït », a indiqué M. Cheysson, qui a regretté que « la pression américaine nous oblige à changer d'attitude ». Enfin, M. Cheysson n'estimé que si guerre il y a, « elle ne sera pas très longtemps acceptée par l'opinion ».

■ M. Laurent Fabius : « Coercir l'Irak. » - Le président socialiste de l'Assemblée nationale, a souligné, vendredi 11 janvier, qu'il restait quelques jours « pour convaincre l'Irak ». « Est-ce qu'il peut y avoir une paix durable dans la privation du droit ? » s'est-il interrogé en insistant sur le fait que tout le monde souhaitait la paix mais que l'instauration d'un nouvel ordre international, l'organisation d'une conférence internationale sur le Proche-Orient, imposant un préalable le retrait de l'Irak du Koweït.

■ M. Jean-Luc Mélenchon : « Faire céder l'Irak. » - Le sénateur socialiste de l'Essonne estime dans le dernier numéro d'A Gauche, le bulletin hebdomadaire de la Nouvelle École socialiste (NES) qu'il faut « faire céder l'Irak pour faire céder tous ceux qui s'opposent au droit international sur lequel on peut espérer bâtir l'avenir : l'ONU ». « L'Irak doit évacuer le Koweït. Un système de sécurité collective doit prendre la place occupée hier par le système de Yalta, il ne peut être question que les États-Unis fassent la loi du monde », conclut M. Mélenchon.

■ M. Jean-Jack Queyranne : « On ne doit pas vouloir la paix au prix d'une recrudescence. » - Le porte-parole du Parti socialiste a estimé, ven-

dredi 11 janvier, que la France devait « tout faire pour la paix » dans le Golfe mais pas au prix d'un « pacifisme naïf ». « Face à une dictature armée et expansionniste, on ne doit pas vouloir la paix au prix d'une recrudescence, d'une acceptation du coup de force, d'une renonciation aux principes de la sécurité collective », a déclaré M. Queyranne.

■ Les Jeunes Giscardiens : « Pas la paix malgré tout. » - L'association des Jeunes pour la démocratie française (Jeunes giscardiens) espère dans un communiqué, vendredi 11 janvier, que « tout sera tenu pour que l'Irak quitte sans concession le Koweït ». Les jeunes giscardiens jugent « très sévèrement » les « irresponsables et égoïstes » qui veulent la paix malgré tout. « Tous ceux qui tentent de fragiliser la détermination nationale et internationale (...) affaiblissent les chances d'une paix durable », ajoute le mouvement qui condamne la manifestation pour la paix du samedi 12 janvier.

■ La CGT : « Barrer la route à la guerre. » - En « l'absence de résultat tangible et immédiat des discussions pour trouver une issue pacifique » à la crise du Golfe, le bureau confédéral de la CGT a indiqué, vendredi 11 janvier, « qu'il faut engager des forces immenses dans la lutte pour barrer la route à la guerre ».

■ Force ouvrière : « Les résolutions de l'ONU. » - Le bureau confédéral de FO, réuni vendredi 11 janvier, a réaffirmé « son attachement à la paix et au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». En ce sens, il « appelle l'initiative importante du secrétaire général de l'ONU auprès des autorités irakiennes, afin de parvenir à la mise en œuvre pacifique des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies ».

■ MM. Yves Joffa et Harlem Désir : « Intensifier les initiatives pour les négociations. » - MM. Yves Joffa, président de la Ligue des droits de l'homme, Alain Faure, président de la section fran-

çaise d'Amnesty International, et Harlem Désir, président de SOS-Racisme, ont adressé un message, vendredi 11 janvier, à M. François Mitterrand dans lequel ils lui demandent de « poursuivre et d'intensifier toutes les initiatives en faveur des négociations avant et après le 15 janvier ».

■ MM. Cambadélis, Dray, Le Guen et Sève : « La spécificité française. » - Quatre députés socialistes, MM. Jean-Christophe Cambadélis, Julien Dray, Jean-Marie Le Guen et Patrick Sève, se sont adressés, vendredi 11 janvier, au gouvernement pour qu'il réaffirme la « spécificité » française qui est « la paix maintenant, demain, après-demain, quelles que soient les circonstances ». Les quatre députés ont exprimé également « leur refus d'un ordre international basé sur l'asservissement et la ruine d'une nation, que ce soit au Koweït, en Irak ou en Lituanie ou en Somalie ».

■ M. Delors croit encore par « intuition » à la paix. - Le président de la commission européenne, M. Jacques Delors, a déclaré, vendredi 11 janvier, à l'issue d'un entretien avec le président de la République à l'Élysée, qu'il voulait encore croire par « intuition » aux chances de la paix dans la crise du Golfe. L'intervint sur ses chances. M. Delors répondit : « Mon intuition me dit que oui, mon espoir aussi ».

Bouchard Père & Fils

97 heures dont 71 de Premier cours et Grande croix

an Château 27000 Reims Tél. 86-22-14-11 1000 heures de 10 à 11 Doc. LM sur demande

Les syndicats français redoutent un renforcement de la rigueur salariale

Alors que la CGT se range sans ambiguïté dans le camp pacifiste, les syndicats français réagissent à l'annonce du gouvernement de l'adoption d'un règlement pacifique de la crise du Golfe sous l'égide de l'ONU. Les organisations syndicales s'accrochent toutefois à mettre en garde le gouvernement contre la tentation de « prendre prétexte de la situation » pour renforcer la rigueur salariale.

« L'Intérêt du peuple de France, de la nation, de l'humanité tout entière, ne passe pas par le déclenchement d'un conflit dont les conséquences seraient considérables », estime la CGT, qui participera aux manifestations du 12 janvier.

En revanche, la CFDT approuve « la démarche ouverte et ferme du président de la République » et préconise la tenue d'une conférence internationale consacrée « au contenu de la déclaration de l'ONU ». La CFDT souhaite « un règlement pacifique de la crise et se déclare prête à des démarches intersyndicales ».

Comme la CFDT et la CFTC, Force ouvrière salue « l'initiative du secrétaire général des Nations unies ». FO refuse de « sous-estimer la gravité » de la situation mais prévient qu'elle « ne saurait accepter que le gouvernement français prenne prétexte des tensions internationales pour renforcer la rigueur salariale et entraver, voire geler, la négociation collective » tout en annonçant l'étude de nouveaux avantages sociaux pour les entreprises.

M. Jean Kasper, secrétaire général de la CFDT, reproche au premier ministre d'agiter l'épouvantail de la « rigueur salariale » et considère qu'en cas d'adoption militaire il dénoncera l'ouverture d'une « concertation » avec le gouvernement et le CNPF pour « faire face aux problèmes économiques et sociaux » et préserver l'emploi et les bas revenus.

Enfin, la CFE-CGC s'élève que le premier ministre réclame le « retour » de la modération salariale alors que celle-ci « a déjà été abandonnée ».

JEAN-MICHEL NORMAND

La marine nationale n'embarquera plus d'appelés pour le Golfe

Le ministre de la défense a demandé à l'état-major de la marine française de ne plus embarquer d'appelés à bord de ses navires dans le Golfe. Comme les deux autres armées - terre et air - qui composent le dispositif « Daguet » en Arabie saoudite, la marine ne devrait plus rassembler que du personnel d'active, des engagés volontaires ou des appelés volontaires pour un service long (au-delà de douze mois). A l'heure actuelle, la marine française allie au Proche-Orient (Golfe, mer d'Oman, océan Indien et mer Rouge) dix navires, qui ont à leur bord quatre cent trente appelés du contingent. Sur ce total, deux cent-dix ont déjà signé un contrat de volontariat pour un service long (VSL) et les deux cent vingt autres affectent leur service national légal.

M. Jean-Pierre Chevènement a déclaré, vendredi 11 janvier, que plus aucun marin du contingent ne se trouvera à bord des bâtiments croisant dans le Golfe. Ceux qui s'y trouvent à cette date vont recevoir une nouvelle affectation. Ceux qui souhaitent rester à bord et le demanderont devront

souscrire un contrat temporaire de VSL, qu'ils pourront résilier à la fin de l'opération pour laquelle ils s'engagent.

Selon l'état-major de la marine, cette mesure concerne actuellement deux navires dans le Golfe et quelques dizaines de marins appelés auxquels il sera proposé un contrat de VSL. Sur des théâtres d'opération extérieurs et en cas de guerre, la loi française interdit d'engager des appelés du contingent, sauf si le Parlement exprime un avis différent par un vote spécial. A ce jour, le Parlement ne s'est pas prononcé pour la mission « Daguet », qui reste donc limitée aux seuls cadres d'active et engagés volontaires. Le cas des navires de guerre est cependant différent puisqu'ils sont considérés par la loi comme une parcelle du territoire sous souveraineté nationale. Rien n'interdit donc à la marine d'embarquer des personnels du contingent. La décision du ministre de la défense va obliger la marine dans le Golfe à constituer des équipages composés des seuls cadres de métier, engagés volontaires ou marins appelés ayant obtenu le statut de VSL.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Gristet, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Anafrio, Jean-Marie Colombani, Philippe Herremann, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 49-80-30-10 ; Telex 291311 F MONDSIR

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

LA CRISE DU GOLFE

Les manifestations en France

Mobilisation des ennemis de la guerre

Des manifestations contre l'intervention armée dans le Golfe étaient prévues, samedi 12 janvier, dans près de cent villes, dont Toulon, Lille, Grenoble, Bordeaux, Lyon, Marseille, Nice, Rouen, Strasbourg et Rennes. De nombreuses organisations et personnalités françaises ont appelé à défiler à Paris. Deux rassemblements étaient prévus dans l'après-midi. A l'initiative de l'appel des 75 et avec le soutien du Parti communiste, de l'extrême gauche, des Verts et

de nombreux groupes pacifistes, un cortège devait quitter la place de la Bastille à 14 h 30 en direction de l'Elysée. Les syndicats CGT, SNES, SNESUP, CFDT Transports, SNPE ont appelé à se joindre au mouvement. Une seconde manifestation, organisée par l'Alternative rouge et verte (AREV), Agir ici et les signataires de l'appel pour une paix juste et globale au Moyen-Orient, devait débuter à 14 heures place de la Madeleine et rejoindre

le premier défilé devant le palais présidentiel. Les dissidents du Front national de Nationalisme et République ont eux aussi appelé à participer à ce second rassemblement, déclenchant la colère des organisateurs. Le Front national n'a souhaité participer à aucune manifestation. Ce dispositif illustre bien la complexité du courant pacifiste : si chacun s'oppose à la guerre, d'importantes divergences demeurent tant dans les objectifs que dans la stratégie employée.

Il aura donc fallu attendre les tout derniers jours avant que n'expirât l'ultimatum de l'ONU pour que le courant pacifiste prenne soudainement une véritable ampleur. Plusieurs formations politiques et de nombreux intellectuels, artistes et personnalités religieuses prenaient officiellement position contre la participation française à la guerre du Golfe ; deux anciens ministres, MM. Max Gallo et Claude Cheysson, manquant leur opposition à la politique du gouvernement ; le président Mitterrand obligé de demander au ministre de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement, de ne pas quitter son poste ; et M. Pierre Mouroy, premier secrétaire du Parti socialiste, tenu de condamner la « déviation pacifiste » et de mettre en garde le courant Socialisme et République contre le risque de « se laisser tenter par de telles déviations » (le Monde du 12 janvier) ; le silence relatif de la gauche française semble bel et bien révolu.

Les associations de défense des droits de l'homme, celles-là même qui condamnaient le gazage des Kurdes, dénoncent aujourd'hui le recours à la force. « L'échec du 15 janvier ne justifie pas le déclenchement des hostilités alors que les sanctions décidées par l'ONU pour imposer à l'Irak le retrait du Koweït n'ont pas produit leurs effets », estimait, dans un texte commun, la Ligue des droits de l'homme, Amnesty International section française et SOS-Racisme. De nombreux artistes se mobilisent également pour sensibiliser l'opinion. Certains agissent de façon spectaculaire, à l'image de Renaud, signant une nouvelle version de la chanson de Boris Vian, le Déserteur. Plus discret, mais aussi plus direct, l'écrivain Didier Daeninckx affirme passer dix coups de fil par jour, au hasard, pour souhaiter un bon anniversaire 1991 avant d'enchainer : « Vous ne m'avez pas vu, l'histoire la même ville que vous et espère que le monde passera le cap du 15 janvier ! Sans le front. » Et la discussion commence, assure-t-il. D'autres, comme les groupes Indochine et Les Garçons

bouchers, le violoniste Patrice Fontanarosa ou la chanteuse Colette Magry, ont signé des appels ou ont pris position dans la presse. « Pour au moins ne pas être restés silencieux jusqu'au bout », ajoute la danseuse Claire Richard.

Le malaise durait depuis longtemps, mais la marge de manœuvre des pacifistes était étroite. Aux premiers jours du mois d'août, M. Jean-Marie Le Pen s'était étonné du déploiement des troupes américaines en Arabie saoudite et il avait condamné la participation française à la force multinationale. Prise de vitesse, la gauche pacifiste se devait d'éviter à tout pris l'amalgame. Et puis les socialistes n'étaient-ils pas au pouvoir ? En s'opposant au président Mitterrand, ne bousculait-on pas dans l'alliance à droite ?

Campagne de lettres

Le vote de la résolution de l'ONU autorisant le recours à la force et l'imminence du conflit armé ont balayé tous ces doutes. « Nous n'étions pas en désaccord avec la logique de l'embargo », souligne Michel Jouvain, porte-parole de l'appel pour une paix juste et globale au Moyen-Orient, mais l'ultimatum à la capitulation poussait à la catastrophe. Maintenant, tout le monde se réveille la peur au ventre. Alors, aujourd'hui, les pacifistes soulignent que dès le mois de septembre les premières initiatives avaient été lancées. L'appel des 75, d'abord. Parti des trotskistes (LCR, FCI), il a rapidement réuni, « pour une solution négociée à la crise du Golfe », communistes, écologistes et soixante-quinze personnalités telles que le professeur Paul Milieu, le comédien Marcel Maréchal, l'écrivain Richard Jorif, Mgr Jacques Gaillard ou encore le comédien François Chaumette. Deux meetings, un meeting à la Mutualité, une rencontre à l'Elysée avec un conseiller diplomatique de M. Mitterrand témoignaient de leur action. « Mais les médias sont restés honteusement silencieux », affirme l'avocat

Denis Langlois, porte-parole du mouvement. En septembre également, différents courants tiers-mondistes lançaient l'appel pour une paix juste et globale au Moyen-Orient. « Refusant la faillite d'une guerre aux conséquences incalculables et dénonçant l'application partielle du droit international », les signataires demandaient que « s'ouvrent des négociations sans préalable devant des représentants du Koweït et de toutes les troupes étrangères de la région (et) à la convocation d'une conférence internationale de paix au Moyen-Orient ». L'association Agir ici lançait une campagne de lettres et revendiquait aujourd'hui 55 000 messages envoyés au président de la République, à l'ambassade d'Irak à Paris et au Conseil de sécurité de l'ONU.

Deux appels, deux démarches. Désireux de réunir le plus grand nombre, les premiers ont choisi un message simple : « Les peuples ne veulent pas la guerre. » Simple, rétorquent les seconds, pour qui, sans alternative clairement énoncée, on perd toute crédibilité. Ces deux groupes gardent cependant des points communs. Les signataires d'abord : le journaliste Claude Bourdier, l'écologiste René Dumont, le Père Christian Delorme, le géophysicien Albert Jacquard et quelques autres figurent au bas des deux textes. Tous réclament la « logique de guerre » et souhaitent trouver une solution négociée. Pas question pour eux d'accepter de « se draper dans le droit international » puisque ni en Liban, ni en Israël, ni ailleurs, les résolutions de l'ONU n'ont été respectées. Certains évoquent Jawra, la « boucherie de 14-18 » et les « guerres économiques ». D'autres, comme le metteur en scène Marcel Maréchal, condamnent « une nouvelle croisade où le tonneau du Christ est très prochainement un puits de pétrole ».

Les trois appels de M^{me} Gisèle Halimi

Mais tous rejettent la comparaison avec la seconde guerre mon-

diiale. « Nous ne sommes pas des munichois belans. S'asseoir à une table et négocier sans préalables, ce n'est pas capituler », affirme Michel Jouvain. Envisager une conférence sur les problèmes du Proche-Orient, ce n'est pas non plus capituler, puisqu'on le toujours réclame. Si les négociations échouent, si on offre une porte de sortie à Saddam et qu'il refuse, s'il ne revient pas sur son acte de gangstérisme, là on peut penser à la guerre, mais pas avant. » Il y avait des choses à proposer, renchérit l'avocate Gisèle Halimi. Moi je ne trouve pas choquant que l'Irak ait un débouché sur la mer. Ni que l'on ouvre cette fameuse conférence sur les problèmes du Moyen-Orient. Mais les Américains n'en veulent pas. Pour eux, il n'y a jamais eu question de négociation.

Signataires des deux appels, Gisèle Halimi, à qui certains reprochent d'être une proche du chef de l'Etat, a provoqué une certaine émotion en lançant un troisième, « l'appel des trente ». Aux côtés des comédiens Michel Serrault et Claude Piu, des reconstructeurs communistes Jack Ralite et Charles Fierman, de Max Gallo, Antoine Waechter et Michel Jobert, figurent Alain de Benoist, penseur de la nouvelle droite et animateur du GRECE, et Martin Peltier, ancien proche de Jean-Marie Le Pen. Beaucoup condamnent cette alliance, mais l'avocate s'explique : « Pendant la guerre d'Algérie, j'ai signé contre la torture aux côtés de partisans de l'Algérie française. Cette fois, c'est pareil. Nous sommes opposés sur tout sauf sur ça. Quand il y a danger de guerre, le reste est accessoire ».

L'Algérie, l'Indochine, le Vietnam, autant de références que nationalistes, pacifistes, tiers-mondistes, anti-américains ou pro-irakiens, opportunistes ou subalternes, habilités des manifestations ou profanes du pavé, se sont promis de brandir le 12 janvier. Le 13, le 14, le 15, ils assurent qu'ils continueront. Même après le 15 janvier, ils promettent de poursuivre le combat, car, a annoncé Mgr Gaillard, « nous sommes déjà en résistance ».

NATHANIEL HERZBERG

EN BREF

■ HAITI : l'archevêque de Port-au-Prince s'est enfui. L'archevêque de Port-au-Prince, Mgr François Walf Ligoné, a quitté jeudi 10 janvier Haïti pour l'étranger, vraisemblablement pour la République dominicaine voisine, selon des sources diplomatiques. Il était recherché par des manifestants en colère qui voulaient lui faire un mauvais sort après l'échec du coup d'Etat d'extrême droite de Roger Lafontest. (AFP)

■ ROUMANIE : importante manifestation à Bucarest. Plusieurs milliers de personnes ont manifesté, vendredi 11 janvier, place de la Révolution, au centre de Bucarest pour soutenir les grévistes de Timisoara. La manifestation a eu lieu à l'appel de l'Alliance Civique, un mouvement qui regroupe des organisations de l'opposition extra-parlementaire. Depuis le 16 décembre plusieurs entreprises observent une grève « générale » ou partielle à Timisoara.

■ SÉNÉGAL : Amnesty International dénonce l'usage de la torture en Casamance. « Le recours à la torture contre des membres présumés de l'opposition augmente rapidement dans le sud du Sénégal et, pour la première fois depuis 1983, des rapports font état d'exécutions sommaires de civils, a indiqué, jeudi 10 janvier, Amnesty International. A son avis, cette recrudescence de violations des droits de l'homme coïncide avec l'augmentation des activités du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MDFC) contre des civils et des membres des forces armées. « Le gouvernement paraît avoir dédaigné cette blanchette aux forces de sécurité pour tuer et torturer dans la Casamance en réponse aux attaques des opposants », a précisé l'organisation humanitaire.

A TRAVERS LE MONDE

AFRIQUE DU SUD

Au moins trente morts dans une agression contre des militants de l'ANC

Au moins trente personnes ont été tuées et vingt-six autres grièvement blessées, samedi 12 janvier, dans la cité noire de Sebokeng, au sud de Johannesburg, quand des inconnus ont ouvert le feu sur les participants à la veille d'un militant du Congrès national africain (ANC). Selon le porte-parole de la police, plusieurs hommes armés de fusils d'assaut AK-47 ont arrêté leurs voitures devant une maison et ont ouvert le feu sur un groupe d'environ trois cents personnes, qui avaient passé la nuit à veiller sous des tentes.

Les tireurs ont réussi à s'enfuir alors que des policiers étaient sur place lors de la fusillade. Selon un porte-parole de l'ANC, la police, prévenue de la possibilité d'une attaque, avait procédé à des arrestations mais avait relâché les suspects qui, selon le mouvement nationaliste, seraient impliqués dans la fusillade.

Le ghetto de Sebokeng a été le théâtre d'une série d'effrontements sanglants entre des militants de l'ANC et des partisans du mouvement zoulou Inkatha, précédé par M. Mangosuthu Buthe, président de l'Etat, a également annoncé sa décision d'arrêter (son) activité politique pour le moment. (AFP)

BELGIQUE

« Affaire Silco » : libération d'un terroriste palestinien

Le Palestinien Nasser Said, qui Bruxelles doit échanger contre les quatre Belges retenus en otage par le Fath-Consell révolutionnaire (Fath-CR d'Abou Nidal), a quitté sa prison de Louvain, dans la nuit du vendredi 11 au samedi 12 janvier, a indiqué l'agence Belga.

Condamné à la prison à perpétuité pour un attentat contre des enfants juifs en 1980 à Anvers qui avait fait un mort - un Français de 15 ans, David Kohane -, le Palestinien devrait embarquer dans un avion militaire belge et être conduit vraisemblablement en Libye, où devrait avoir lieu l'échange. Les quatre Belges - Emmanuel Houtekins, sa femme Godelieve Kete et leurs enfants Laurent et Véroline - sont les derniers otages du Silco, un bateau de plaisance dont le Fath-CR avait annoncé en novembre 1987 l'arraisonnement en Méditerranée.

L'organisation d'Abou Nidal avait annoncé vendredi leur « échange imminent » en Libye contre Nasser Said, membre de ce mouvement. Bruxelles avait confirmé l'existence d'un accord de principe pour libérer Nasser Said contre les quatre otages. Le terroriste était libéré depuis juillet 1980 pour bonne conduite, aux termes de la loi belge. Trois autres passagers du Silco, dont la Française Jacqueline Volente, avaient été libérés en avril 1980.

Avant même la libération de Nasser Said, l'existence d'un accord d'échange avait provoqué des réactions négatives, notamment dans la communauté juive de Belgique ainsi que de la part de Washington. (AFP)

ETATS-UNIS

Le procès de Manuel Noriega ajourné au 24 juin

Le début du procès pour trafic de drogue de l'ex-dirigeant panaméen Manuel Noriega a été ajourné, vendredi 11 janvier, par le juge fédéral de Miami William Hoeveler. Prévu pour le 28 janvier prochain, le procès devrait donc s'ouvrir le 24 juin. Le juge a informé les avocats concernés sur les démarches du gouvernement pour obtenir le déblocage des comptes bancaires de Manuel Noriega gelés dans des banques européennes, qui lui permettrait de payer ses défenseurs, et a assuré que « l'argent sera disponible » dans deux semaines (quelque 20 millions de dollars sont gelés sur vingt-sept comptes bancaires).

Au cours de l'audience de vendredi, les avocats de l'ex-général panaméen ont interrogé les procureurs sur leur participation à l'enre-

gistement des conversations téléphoniques qu'e au leur client dans la pénitencier de Miami, où il est emprisonné. Le procureur Michael Sullivan a admis qu'il avait demandé des copies des enregistrements sans en informer le juge et qu'il avait reçu un mémorandum contenant un résumé des conversations de Manuel Noriega, y compris celles avec ses avocats, mais a affirmé qu'il n'avait pas lu ces dernières. Les avocats ont demandé que l'ex-général bénéficie d'un non-lieu, en estimant que la diffusion de ces communications téléphoniques lui a causé un « dommage irréparable » en faussant son futur procès. Le juge Hoeveler a suspendu l'audience jusqu'au 13 janvier sans se prononcer sur ce point. - (AFP)

LIBAN

Le chef druze Walid Joumblatt démissionne du gouvernement

Le chef druze Walid Joumblatt, qui commande l'une des trois principales milices au Liban, a annoncé, vendredi 11 janvier, sa démission du gouvernement de M. Omer Karam, au sein duquel déjà trois ministres chrétiens refusent de siéger [nos dernières éditions du 12 janvier]. M. Joumblatt, ministre d'Etat, a également annoncé sa décision d'arrêter (son) activité politique pour le moment. (AFP)

M. Joumblatt, chef du parti ecclésiastique Progressiste (PSP, qui compte environ cinq mille membres), n'a pas précisé les motifs de sa démission. Il a cependant critiqué la prochaine désignation, par le gouvernement, de quarante et un députés, prévue par l'accord interconfessionnel de Taef. « Je préviens ceux qui vont désigner les députés : personne ne pourra nommer quelqu'un à la place de Kemal Joumblatt (son père, assassiné en 1977), dont le siège démissionnera jusqu'à la tenue d'élections libres et démocratiques », a-t-il lancé.

La position du chef druze rejoint celle de M. Samir Geagea, chef de la milice chrétienne des Forces libanaises (FL), qui refuse de siéger au sein du gouvernement et conteste la nomination de députés. Deux autres ministres chrétiens, dont le chef du parti Kataeb (Phalanges), refusent également de siéger dans le gouvernement Karam, formé le 24 décembre et qui compte vingt ministres, pro-syriens dans leur majorité. (AFP)

SOMALIE

Les derniers étrangers sont bloqués à l'ambassade d'Italie

Avec la fermeture de l'ambassade italienne à Mogadiscio, « la dernière en activité », la capitale somalienne ne sera bientôt plus reliée au monde extérieur que par les communications radio qui entretiennent avec Paris une équipe de Médécine sans frontières sur place depuis quelques jours. Mais pour combien de temps ? L'évacuation, mercredi 9 janvier, des derniers réfugiés italiens « qui n'avaient plus les moyens d'être utiles », annonçait une situation de plus en plus désespérée dans la capitale, désormais livrée aux pillards.

Meis l'évacuation de l'ambassade, décidée quelques heures après sa fermeture, et dû être reportée, vendredi, en raison d'une grande insécurité. Les appareils militaires italiens ont tourné une heure et demie au-dessus de Mogadiscio, avant de revenir se poser à Mombasa, sur la côte kenyane. Apparemment, il était impossible aux soixante personnes (diplomates, carabiniers et religieux italiens, etc.) de rejoindre l'aéroport.

Depuis deux jours, l'ambassade italienne est prise dans de violents combats entre rebelles et forces de l'ordre. Elle n'est pas directement visée mais elle est située entre des quartiers tenus par les maquisards et la Villa Somalia où, d'après les diplomates, se trouve toujours le président Siyad Barre. Mais, à en croire un porte-parole du Congrès de la Somalie unifiée (USC), le chef de l'Etat a quitté le pays, lundi, et serait soigné pour surmenage à l'hôpital El Ain, près d'Abou Dhebi, dans les Emirats arabes unis.

La tradition pacifiste

Suite de la première page

Mais l'un des projets auxquels Léon Bourgeois tient beaucoup - créer avec la Société des nations une force armée chargée d'en faire respecter les décisions - reste, au début du siècle, sans écho. La montée des périls qui conduiront au premier conflit mondial provoque deux évolutions contradictoires. Le crédit des partisans de la défense nationale augmente et rassemble pour l'essentiel modérés et radicaux. Dans le même temps, la vigueur du pacifisme pur et dur, qui incarne une partie de la classe ouvrière, s'accroît.

La CGT, ainsi qu'une fraction minoritaire du Parti socialiste, animée par Gustave Hervé, cultive vigoureusement l'antimilitarisme, voire le déni de tout patriotisme. Pour les tenants de cette ligne extrême, pas question d'accepter une mobilisation ou un éventuel effort de guerre.

Telle n'est pas la vision d'une majorité de socialistes. Ni Jules Guesde ni Jean Jaurès, qui sera pourtant assassiné à la veille de la guerre par un exalté belliste, n'embrassent la cause de ce pacifisme absolu.

Le déclenchement du conflit, l'union sacrée qu'il suscite, éteignent, pour un temps, les ardeurs des ennemis de la guerre. Elles resurgissent vite, sous la pression, par exemple, de Ludovic-Oscar Frossard ou de Paul Faure, futur secrétaire général de la SFIO, après la scission de Tours, futur rallié aussi au

régime de Vichy. La grande boucberie de 1914-1918 dure trop et tue trop. Les pacifistes gagnent du terrain. Ceux du Parti socialiste accèdent à la tête de leur formation. De leur côté, les radicaux Joseph Caillaux et Jean-Louis Malvy deviennent participants d'une paix sans annexion ni indemnités. Attitude qui leur vaudra la vindicte de Clemenceau et la Honte Cour.

Après la fin de la première guerre mondiale, le mouvement communiste reprend le flambeau du pacifisme intégral. Du coup, les socialistes font mouvement vers une attitude à la Jaurès, dénuée d'antipatriotisme, cependant qu'Aristide Briand se fait l'avocat infatigable de la réconciliation franco-allemande et de la paix : « Plus de guerre, plus de solutions brutales et sanglantes à nos différends ! (...) Arrêtez les fusils, les mitrailleuses, les canons ! Place à la conciliation, à l'arbitrage, à la paix ! (1). »

Les égarements de la raison

Avec les années 30, l'Histoire redonne une nouvelle montée des périls : celle de l'hitlérisme. Cette étrange période coïncide avec une cohorte pacifiste insolite ou suscite de curieux égarements de la raison.

C'est Léon Blum, ébloui, au début de cette décennie, par les prestiges d'un désarmement unilatéral. Ce sont, plus tard - trop tard, quand Blum s'est ressaisi et animé avec les communistes un front de la fraternité anti-fasciste, les pacifistes traditionnels de la CGT et du socialisme, réunis, par leur

hostilité à la guerre, à une partie de la droite et de l'extrême droite. A l'automne 1938, la crise de Munich et ses suites révèlent à quel point les boussolles des pacifistes sont effilées, qu'il s'agisse des absolutistes de cette cause ou des réalistes... tant de même séduits ou rassurés par la massacre de Munich.

Depuis la première guerre, les écrivains et ceux qui ont convenu d'appeler, depuis l'affaire Dreyfus, les intellectuels, sont aussi entrés dans la bataille de la paix. Romain Rolland et Henri Barbusse, pendant et après 1914-1918. Puis, à leur façon provocatrice, les surréalistes, en réaction contre la presse coarctée.

Le philosophe Alain, pacifiste convaincu, sera l'un des piliers du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, créé en mars 1934, et qui finira par sombrer dans l'évènement du pacifisme intégral.

En septembre 1939, Jean Giono signe le Manifeste de Louis Lécroix « Une Poix immédiate », tout comme Marcel Déat, ancien socialiste, qui s'affirmera, plus tard, en faveur d'un fascisme à la française. Déat, qui a signé, quelques mois plus tôt, le célèbre article-pamphlet « Mourir pour Danzig ? ».

Ainsi, politiques, écrivains, penseurs, abondent, au fil des décennies, les problèmes d'une même démonstration : l'exigence évidente et généreuse de la paix, du respect de la paix n'évite pas toujours les naïvetés destructrices, les confusions mortelles ou carrefours encombrés et périlleux des idéaux et des réalités.

MICHEL KAJMAN

(1) Discours de septembre 1926 à la Société des nations.

EUROPE

URSS: l'intervention de l'armée soviétique en Lituanie

Le ministère de la défense et la Maison de la presse à Vilnius ont été investis par les parachutistes

Vingt-quatre heures après la menace de M. Mikhaïl Gorbatchev de placer la Lituanie sous la tutelle directe de Moscou, l'armée soviétique a pris d'assaut, vendredi 11 janvier, une série d'installations stratégiques à Vilnius. Les parachutistes occupent toujours samedi matin le ministère de la défense local et la Maison de la presse où sont imprimés tous les journaux. Le Parlement local s'est transformé en bunker dans l'attente d'une éventuelle intervention armée.

«Ce qu'ils (les soldats) font ici est une guerre non déclarée contre la République de Lituanie», a déclaré le président de cette république, M. Vytautas Landsbergis. Il avait annoncé au Parlement que des troupes soviétiques avaient pris le

contrôle du central téléphonique de Vilnius. Mais cette information a été démentie par la suite.

Selon des responsables militaires lituaniens, sept personnes au moins ont été blessées au cours des affrontements de vendredi, dont un étudiant touché par balle à la mâchoire. Le bureau de presse du Parlement a démenti qu'un chauffeur de camion ait été tué dans un accident avec un véhicule blindé soviétique à Vilnius.

Défense du Parlement

Environ deux mille personnes se sont rassemblées dans la soirée de vendredi autour du Parlement lituanien inondé de lumière, pour exprimer leur soutien au gouvernement séparatiste de la république. Plusieurs parties du bâtiment ont été barricadées et des forces de sécurité patrouillaient dans les couloirs. L'armée n'a fait jusqu'à présent aucune

tentative pour occuper le siège du Parlement ou renverser les autorités indépendantes issues des élections pluralistes de février dernier.

L'arrivée des troupes soviétiques a provoqué de vives réactions dans les rues de Vilnius, Kaunas et Siauliai. Devant le centre de presse occupé de Vilnius, de jeunes Lituaniens ont entonné un chant soviétique en criant «Pourquoi êtes-vous ici? Que venez-vous faire?» à l'adresse d'un soldat. Les blindés ont ensuite quitté le centre de la capitale, mais des soldats en armes continuaient à patrouiller dans les bâtiments du centre de presse et du QG de la défense.

A l'intérieur du Parlement, où un millier de personnes sont installées en permanence, des centaines de cocktails Molotov ont été confectionnés et disposés sur les toits. Les militants nationalistes qui n'ont pas de matraques sont armés de barres de fer, et un petit groupe s'est

équipé de masques à gaz. Une dizaine de gardes-frontières, armés de fusils automatiques de fabrication soviétique, ont pris position au troisième étage, devant la salle de réunion de la direction lituanienne, et l'accès à ce hall a été interdit. Certains responsables assurent qu'il existe des réserves d'armes dans le bâtiment. Des barricades ont été érigées un peu partout au moyen de meubles et de tables et des armoiries bloquent les issues latérales de l'immeuble.

Comité de salut public

Le Parti communiste lituanien, opposé à l'indépendance, a déclaré lors d'une conférence de presse qu'il avait formé un «comité de salut public», prêt à «prendre le pouvoir». L'agence Tass a annoncé que l'occupation des bâtiments visait à restituer au Parti communiste lituanien

les biens dont il avait été spolié après la déclaration d'indépendance. Cependant, en fin d'après-midi, le Parlement a désigné plus de la moitié des membres du nouveau gouvernement, après la démission du premier ministre, M. Kazimira Prunskienė, et son remplacement par M. Albertas Simenas. Le ministre des affaires étrangères, M. Algirdas Saudargas, a aussitôt lancé un appel à la direction soviétique, lui demandant de suspendre immédiatement l'agression en cours contre la République lituanienne. D'autre part, les députés ont réaffirmé par un vote leur détermination à concrétiser l'indépendance de leur république, unilatéralement proclamée le 11 mars dernier. Faisant appel à la communauté internationale, ils ont rejeté les menaces du numéro un soviétique de placer la Lituanie sous l'administration directe de Moscou. (AFP, Reuters)

Les principaux événements depuis mars 1990

Voici les principaux événements qui se sont déroulés en Lituanie depuis la proclamation de sa souveraineté par la République baltique.

MARS 1990

11 : La Lituanie proclame la restauration de ses droits souverains et de son indépendance, (bientôt suivie à des degrés divers par la Lettonie et l'Estonie).

16 : Ultimatum de M. Gorbatchev au président lituanien Vytautas Landsbergis pour qu'il renonce aux actes proclamant l'indépendance.

AVRIL

14 : Nouvel ultimatum de M. Gorbatchev, assorti de menaces précises quant à des représailles dans le domaine économique.

17 : Réduction de 80 % des livraisons de gaz naturel soviétique et coupure totale des livraisons de pétrole. Le 28, arrêt des livraisons de charbon.

MAI

2 : Après la demande conjointe du président français François Mitterrand et du chancelier allemand Helmut Kohl de suspendre «les effets» de la déclaration d'indépendance, le président Landsbergis annonce l'accord de la Lituanie pour suspendre temporairement des mesures votées par son Parlement.

JUN

30 : M. Gorbatchev obtient du Parlement lituanien un moratoire de cent jours sur la déclaration d'indépendance du 11 mars. Levée de l'embargo soviétique sur l'approvisionnement énergétique de la Lituanie.

AOUT

10 : La Lituanie demande à Moscou de cesser l'envolement des Lituaniens dans l'armée soviétique (position similaire des deux autres pays baltes).

OCTOBRE

17 : Les soldats soviétiques sont autorisés à faire usage de leurs armes pour défendre les objectifs militaires dans les républiques.

NOVEMBRE

19 : Veto de l'URSS à une représentation baltique au sommet de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) à Paris.

21 : Les trois Républiques baltes demandent au Soviet suprême (Parlement) soviétique de renoncer à l'escalade de la politique de l'intimidation et soulignent qu'elles ne souhaitent pas signer le traité de l'Union tout en se déclarant disposées à «mener des négociations».

27 : Les soldats soviétiques sont autorisés à faire usage de leurs armes pour défendre les objectifs militaires dans les républiques.

DECEMBRE

19 : M. Gorbatchev rappelle les républiques à l'ordre et menace d'introduire «l'état d'urgence ou l'administration présidentielle» dans les régions les plus tendues.

JANVIER 1991

7 : Des renforts de troupes soviétiques sont envoyés dans les pays baltes pour contraindre les jeunes appelés baltes à rejoindre leurs régiments.

8 : M. Gorbatchev refuse de discuter de l'opération militaire dans les Républiques baltes avec le premier ministre lituanien, M. Kazimira Prunskienė.

9 : Un retour de Moscou, M. Prunskienė présente la démission de son gouvernement, après avoir été désavouée par le Parlement lituanien à propos d'une hausse des prix, qui est suspendue.

9 : Les Républiques baltes ne reçoivent pas de l'armée soviétique, affirmant les trois présidents d'Estonie, Lituanie et Lettonie, dans une résolution commune.

10 : M. Gorbatchev exige la restauration de la Constitution soviétique en Lituanie, ce que M. Landsbergis qualifie «d'ultimatum».

Les deux pays de la CEE demandent à l'URSS d'ouvrir rapidement des négociations avec les Républiques baltes, afin de satisfaire à leurs aspirations «légitimes».

Election d'un nouveau premier ministre lituanien, M. Albertas Simenas.

Les Lituaniens lancent un «appel urgent» aux gouvernements occidentaux pour qu'ils «garantissent l'indépendance» de la Lituanie.

11 : Les parachutistes soviétiques s'emparent par la force des locaux du département de la défense à Vilnius et de l'imprimerie de la capitale.

Les pays de l'OTAN demandent «instantanément» à l'URSS de «s'abstenir de tout acte d'intimidation et de recours à la force» dans les pays baltes.

La suppression de l'agence Interfax annonce des menaces contre les médias

MOSCOU

de notre envoyé spécial

La «normalisation» ne touche pas seulement la Lituanie. M. Kravtchenko, l'ancien directeur de l'agence Tass que M. Gorbatchev avait fait nommer en décembre dernier à la tête du Comité d'Etat pour la radio et la télévision (Gostéléradio), a brutalement mis fin, vendredi 11 janvier, aux activités de l'agence Interfax, qui était devenue depuis sa création en 1989 l'une des principales sources d'information des correspondants et des diplomates accrédités à Moscou. Venant après la suppression de l'émission télévisée «Vzglyad» (le Monde du 12 janvier), cette mesure confirme la politique de reprise en main amorcée depuis quelques mois par le pouvoir.

C'est en fin d'après-midi vendredi que les collaborateurs d'Interfax ont découvert que toutes leurs lignes de téléphone avaient été coupées. Quelques minutes auparavant, ils avaient été informés que toutes les biens de l'agence étaient saisis par la maison mère, le Gostéléradio. En principe, rien ne leur interdit de s'installer ailleurs sous la protection de nouveaux parrains, mais l'entreprise sera démantelée, surtout dans le contexte actuel. Dès vendredi, d'ailleurs, l'immeuble était gardé par des miliciens.

Une entreprise indépendante

Officiellement, le motif de cette mesure — que laissait prévoir un article publié vendredi après-midi par les *Izvestia* — est d'ordre administratif et financier. Interfax, dont les tarifs n'étaient pas négociables (230 dollars par mois pour ses bulletins quotidiens et près de 600 dollars pour l'ensemble de ses services, notamment des informations sur les pays baltes et la vie des affaires), était devenue en quelques mois une entreprise prospère, avec un revenu global de plus de 150 000 roubles, dont 60 % en devises étrangères. Or le Gostéléradio affirme qu'il n'a rien perçu de ces revenus.

Appelé à comparaître devant une session récente du conseil de Gostéléradio, M. Komissar, le directeur d'Interfax, avait déclaré sa volonté de couper tous ses liens avec la maison mère et de devenir une agence indépendante. Il avait d'ailleurs déjà fait enregistrer Interfax auprès du ministère russe de la presse, une institution beaucoup plus nuancée à tous égards que les ministères fédéraux. Ce à quoi on lui avait répondu que ce ministère n'était pas compétent et que la seule structure d'accueil pour une agence de presse devait être l'agence Tass.

Telle est la version officielle, mais l'article des *Izvestia* ne fait pas mystère d'autres motivations. On a reproché à M. Komissar de bécotter les «nouvelles chandelles», de diffuser en priorité les informations «qui agitent l'opinion publique» et non de révéler le plus

volontiers les journaux étrangers. C'est donc bien d'une action politique qu'il s'agit, et, déjà, plusieurs députés du Parlement russe ont adressé une pétition au Soviet suprême fédéral pour prendre la défense d'Interfax et exiger un changement à la tête du Gostéléradio.

Cela dit, il reste encore fort à faire pour normaliser la presse. Les journaux se sont désormais tous résolument installés dans la glasnost. Les uns pour pousser dans le sens de la réforme, les autres pour défendre avec une égale vigueur les valeurs conservatrices, au point que le pluralisme est une solide réalité, au moins à Moscou et dans les grandes villes. Certains journalistes commencent d'ailleurs à surmonter la tentation du déballeage et des excès verbaux des débuts pour créer des organes encore plus indépendants et de ton plus sobre : le semi-quotidien *Independant*, publié depuis décembre sur les presses des *Izvestia* s'approche, par sa qualité, des meilleurs journaux occidentaux.

Des problèmes économiques

Les problèmes qui se posent à la presse, du moins jusqu'à présent, sont surtout économiques. La loi sur la presse votée l'an dernier autorise la création libre de journaux par des «fondateurs» divers (institutions ou particuliers), sous réserve que ces derniers disposent d'un capital initial de 80 000 roubles et d'une imprimerie. Comme, dans le même temps, le Parti communiste, jusque-là quasi unique propriétaire des imprimeries verrouillées, avait besoin en janvier 1991 d'un réajustement à Vilnius et à Riga — les nouveaux journaux ne peuvent dépendre que de la bienveillance des autorités.

Le papier pose également problème : il reste toujours distribué par l'administration, et, si l'on peut toujours, en théorie, passer commande de quantités supplémentaires, le prix «libre» est de dix à vingt fois supérieur. Or, la presse, dont les tirages sont en baisse en raison d'une lassitude des lecteurs et des hausses de prix, est dans une situation économique plus difficile qu'auparavant.

Les menaces d'ordre politique pourraient cependant s'aggraver. Après l'attentat dont avait été victime un présentateur de la télévision à Leningrad, un incident plus grave s'est produit vendredi à Kalouga, dans le centre de la Russie, où le rédacteur en chef du journal régional a été tué dans son bureau par un homme armé qui, précise un communiqué, n'a pas caché les «mots politiques» de son acte. Le ministre russe de la presse, ancien collaborateur de M. Eltsine, M. Poltoranine, dénonce à ce sujet «la politique d'incitation à la haine et la recherche d'un ennemi intérieur», ainsi que la pratique qui consiste à «attribuer tous les maux à la presse».

MICHEL TATU

Washington s'abstient de toute critique

WASHINGTON

de notre correspondant

Les événements de Lituanie sont «graves», a déclaré vendredi 11 janvier, le porte-parole de la Maison Blanche. Mais ni lui, ni son homologue du département d'Etat n'ont formulé la moindre mise en garde à l'égard de Moscou, ni même réitéré les préoccupations exprimées quelques jours plus tôt. Le président Bush lui-même n'a guère manifesté de préoccupation particulière, du moins dans ses déclarations publiques. Il a certes parlé pendant vingt-cinq minutes au téléphone avec M. Gorbatchev, mais c'était essentiellement à propos du Golfe, et d'ailleurs c'est le numéro un soviétique qui avait pris l'initiative d'appeler. Comme cet entretien a été interprété comme un soutien à la Lituanie, la remise au pas en Lituanie, il a répondu : «Il n'y a pas beaucoup de questions». M. Gorbatchev lui a-t-il fait part de ses intentions? «Nous ne sommes pas entrés dans les détails», répond M. Bush.

Devant la presse, le président américain s'est contenté de rappeler que les Etats-Unis estiment que «l'usage de la force serait contre-productif», en utilisant le conditionnel, alors que des soldats soviétiques avaient déjà fait usage de leurs armes pour s'emparer de plusieurs bâtiments publics. Il a seulement laissé entendre que les Etats-Unis considéraient «les pays baltes diffé-

remment» (que les autres Républiques soviétiques), manière de rappeler discrètement que Washington ne reconnaît pas leur annexation par Staline. Mais, sans même esquiver la moindre critique à propos des actions déjà entreprises par M. Gorbatchev, M. Bush s'est borné à exprimer l'espoir qu'il «les Soviétiques» pourront résoudre ces problèmes extraordinairement complexes sans recourir à la force.

Priorité absolue au Golfe

Pour M. Bush, l'essentiel était clairement ailleurs. Il a insisté sur le fait que lui-même et M. Gorbatchev restaient «sur la même longueur d'onde» à propos du Golfe. «Quant aux «quelques idées» dont son interlocuteur lui avait fait part — des suggestions pour éviter un affrontement armé dans le Golfe, — M. Bush a refusé d'en donner la substance. Mais son entourage a rapidement fait savoir que les idées de M. Gorbatchev étaient pas très nouvelles et que l'administration n'en attendait pas grand-chose. L'initiative du président soviétique a été développée par l'ambassadeur d'URSS à Washington, M. Bessmertnykh, qui s'est rendu deux fois à la Maison Blanche dans la seule journée de vendredi.

La remarquable réserve observée par l'administration à propos de la Lituanie ne signifie pas forcément

que certains responsables américains ne réalisent pas l'importance de ce qui s'y passe. Les spécialistes du département d'Etat et de la Maison Blanche sont sur le qui-vive, et un officiel du département d'Etat confiait en privé à un correspondant de l'AFP son «inquiétude croissante». On perçoit aussi très bien que Moscou profite de la crise du Golfe pour régler ses affaires intérieures alors que le monde préfère regarder ailleurs. Il y a plus d'un mois déjà, le président lituanien Vytautas Landsbergis était venu à Washington pour mettre en garde, dans l'indifférence à peu près générale, contre la répétition du scénario de 1956.

Mais M. Bush a visiblement décidé qu'il était urgent de se faire, du moins publiquement. Selon toute apparence, il donne la priorité absolue à l'affaire du Golfe et veut s'assurer que le soutien de M. Gorbatchev ne lui fera pas défaut. Mais, bien avant le coup de force irakien, l'actuel président américain n'a jamais paru très concerné par le sort des Baltes. Lorsque, au début de l'année dernière, Moscou avait imposé les menaces à l'égard des dirigeants lituaniens, M. Bush s'était contenté d'appeler au «dialogue», sans beaucoup insister.

JAN KRAUZE

Préoccupations et protestations dans le monde

L'intervention des forces soviétiques en Lituanie a provoqué de multiples réactions d'inquiétude et de protestation dans le monde. A l'Est, comme à l'Ouest, même si les autorités américaines, qui donnent la priorité au Golfe, s'abstiennent de toute critique publique.

A Bruxelles, l'OTAN a publié vendredi 11 décembre un communiqué demandant «instantanément» à l'URSS de «s'abstenir de tout acte d'intimidation et de recours à la force» dans les pays baltes. Rappelant les engagements pris par l'URSS dans le cadre de la CSCE (conférence sur la sécurité et la coopération en Europe), les pays de l'OTAN appellent les autorités soviétiques à continuer de rechercher, par un juste et large dialogue avec les dirigeants démocratiquement élus des Républiques baltes, une solution négociée qui repose sur les principes de l'Acte final d'Helsinki.

Entamer des négociations

La CEE a lancé un appel dans le même esprit aux dirigeants soviétiques, leur demandant de cesser d'«intimider par la force» et d'«entamer un dialogue avec les élus» baltes. Interrogé sur la possibilité d'une suspension de l'aide européenne à l'URSS, le ministre luxembourgeois des affaires étrangères, M. Jacques Poos, président en exercice de la Communauté, a cependant répondu : «On n'en est pas encore là».

London, Ottawa, Tokyo ont également vivement critiqué l'intervention soviétique en Lituanie ou

exhorté Moscou à éviter le recours à la force. A Copenhague, la présidence du Conseil nordique — qui regroupe les présidents des Parlements danois, suédois, finlandais, norvégien et islandais — s'est déclarée «fortement préoccupée» et a souligné «l'importance d'entamer des négociations réelles entre les Etats baltes et Moscou». Le ministre suédois des affaires étrangères a pour sa part envoyé à Moscou une lettre de protestation.

A Rome, le pape a adressé au cardinal Vincentas Sladkevicius, archevêque de Kaunas, un message exprimant sa «solidarité» avec le peuple lituanien et «le fervent espoir que l'expérience du passé inspire tous de rechercher avec patience et compréhension, par un dialogue respectueux et compréhensif, la juste solution aux tensions actuelles».

A l'Est, la réaction la plus significative est venue de Varsovie, où le Parlement polonais, dans une résolution adoptée à l'unanimité, a fermement condamné le recours à la force par l'URSS à Vilnius et s'est prononcé en faveur du «droit de la Lituanie et des autres peuples à la liberté». La Pologne se déclare «prête à apporter une aide humanitaire à la Lituanie».

A Budapest, enfin, le porte-parole du ministère des affaires étrangères a exprimé l'inquiétude de la Hongrie devant la situation dans les trois Républiques baltes dont elle comprend les efforts (...) sur la voie de l'autodétermination. «Nous espérons, a-t-il ajouté, que la situation pourra être réglée de façon démocratique par la négociation».

M. Marchais s'oppose au recours à la force

M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, a condamné, vendredi 11 janvier au terme d'une réunion du comité central, le recours à la force dans les Républiques baltes.

«Nous n'avons pas une politique sélective. Nous sommes contre l'emploi de la force pour résoudre les problèmes politiques qui sont posés», a dit M. Marchais. «Nous sommes résolument contre la guerre au Proche-Orient, nous sommes aussi pour la paix dans les Républiques baltes, comme dans d'autres pays», a ajouté le dirigeant communiste, citant le Panama ou les territoires occupés par Israël.

Dans les pays baltes, «il y a une discussion engagée. Il faut conduire tranquillement cette discussion et se montrer raisonnable de part et d'autre. Il y a un débat qui prévoit la possibilité pour les Républiques baltes, dans des conditions données, d'accéder à l'indépendance, d'après ce que j'ai lu des propositions de Mikhaïl Gorbatchev», a-t-il conclu.

M. Megret (FN) demande la réunion du Conseil de sécurité. M. Bruno Megret, député général du Front national, a dénoncé, vendredi 11 janvier, «les opérations d'intimidation déclenchées par l'armée rouge dans les Républiques baltes». Redoutant que soit mis «un terme brutal» à ces initiatives d'indépendance, comme ce fut le cas pour la Hongrie pendant la crise de Suez en 1956, le dirigeant d'extrême droite a demandé au gouvernement de provoquer la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU pour faire respecter les droits des Baltes à l'indépendance.

SOCIÉTÉ

Dans un village du Mali

Un pilote tué par balle lors du Rallye Paris-Dakar

Le troisième rallye Paris-Dakar a été endeuillé, vendredi 11 janvier, par la mort d'un pilote d'un camion d'assistance des Citroën, tué par balle dans la traversée d'In-Kadougou, un village touareg du Mali. M. Jacques Calvet, PDG du groupe PSA, devait annoncer samedi 12 janvier à Tombouctou (Mali), terme de l'étape de liaison partie le matin de Gao (Mali), si l'écure Citroën continuait le raid Paris-Dakar. « Nous verrons ce soir à Tombouctou, compte tenu des heures dramatiques que vit le monde, ce qu'il convient de faire », a déclaré M. Calvet. Nous pensons que l'organisation pourra nous donner ce soir de nouvelles précisions. Le rallye devait, en effet, arriver en Mauritanie dimanche, un pays dont le gouvernement a pris position en faveur de l'Irak dans la crise du Golfe. « Nous avons insisté auprès de Gilbert Sabine pour que la vie des concurrents ne soit pas mise en péril », a ajouté M. Calvet. « Le Paris-Dakar est une magnifique épreuve, mais elle ne peut pas valoir qu'on mette en danger la vie des pilotes, des mécaniciens qui accompagnent le rallye. »

GAO
de notre envoyé spécial

Depuis la disparition de la compagnie Air Mali, il y a quelques années, les pistes de l'aéroport de Gao s'ensablent. A l'image des bêtes de l'ancienne capitale de l'empire songhaï, les hangars menaçaient de s'effondrer. Le temps et le vent poussaient leur œuvre destructrice, menaçant les installations, condamnant à terme les habitants de la ville du nord du Mali à l'isolement. Soudain, au mois de mai dernier, la situation s'est modifiée. « Il y a eu beaucoup de trafic militaire à partir de cette date et,

depuis, l'activité n'a continué », raconte un pompier de l'aéroport. Gao s'est installée dans la guerre. Le gouvernement de Bamako a dépêché des renforts dans une province où la révolte des Touaregs menaçait l'équilibre du pays. Les combats, souvent violents, entre les « hommes bleus » et les militaires venus du sud ont fait un millier de victimes civiles et militaires au cours de ces mois d'affrontements.

Les oomades en quête de reconnaissance, à la recherche d'une identité trop longtemps bafouée, ont harcelé les colonnes blindées. Les soldats ont répondu à cette gentillesse naissante par des attaques de villages et parfois des massacres d'innocents. L'engre-

nage de la violence s'installait dans un pays déjà marqué par la pauvreté. Il a fallu attendre la récente signature d'un « accord de paix », le 6 janvier à Tamanrasset (le Monde du 8 janvier) entre les rebelles touaregs et le gouvernement malien pour que le conflit donne l'impression de s'atténuer.

Mais l'ambiance de guerre, qui s'était imposée dans Gao, n'a pas pour autant disparu. Militaires et policiers quadrillent une ville qui paraît encore plus endormie qu'à l'habitude. L'envie de flâner sur les terrasses de feu l'hôtel de l'Atlantide n'est plus de mise. Face à une population qui esquisse les questions, qui s'enferme dans le silence par crainte

des indicateurs, le touriste n'a pas sa place. Murée dans ses peurs, la ville se ferme aux étrangers.

L'arrivée du rallye, vendredi 11 janvier, ne pouvait pas modifier cette situation. La course n'a pas vocation à apporter la paix. Menacé, selon certaines rumeurs, par une manifestation de Touaregs à Ménaka, le rallye avait pu cependant atteindre la frontière du Mali sans que la rumeur se confirme.

Mais cette guerre entre parentèses a rattrapé la course. Vers 18 h 15, vendredi, alors qu'il traversait In-Kadougou, un village touareg abandonné par ses habitants et occupé par l'armée malienne, un camion de l'assistance Citroën essuyait plusieurs coups de feu. Charles Cabane, un Sénois de trente-cinq ans habitant des rallyes africains, devenait la victime d'un combat auquel il était étranger.

« Un événement très grave s'est produit », déclare Gilbert Sabine aux concurrents groupés, dans la nuit, près de la « cravante » d'Afrique. Un ami parmi les plus chers a été tué par balle, mais la course continue et nous repartirons samedi matin. Face à des pilotes inquiets, il a expliqué qu'il ne craignait pas d'autres incidents au Mali, où il fait « en contact permanent avec les autorités ».

Une cinquantaine de camions et d'autos devaient repartir en convoi le vendredi de Gao, « sous la protection de l'armée malienne ». Confiant dans les organisateurs de l'épreuve, la plupart des concurrents ne savaient pas qu'ils risquaient de traverser un pays en guerre. Mais la cravante était pressée de partir de Gao pour rejoindre Tombouctou, toujours en convoi, après que les organisateurs eurent décidé, samedi matin, de neutraliser l'étape.

SERGE BOLLOCH

Des Touaregs en mal d'identité

La signature d'un accord de paix, dimanche 6 janvier, à Tamanrasset, entre les autorités de Bamako (Mali) et les dissidents touaregs, laisse espérer que les boîtes du Paris-Dakar pourront traverser, sans crainte de mauvais coups, le désert malien où, depuis six mois, les affrontements entre troupes gouvernementales et « hommes bleus » auraient fait, selon de bonnes sources, environ un millier de morts de part et d'autre. Pour le moment, personne ne connaît l'identité des auteurs de cette meurtrière agression qui n'a pas été revendiquée.

Ironie du sort : au moment où était commis cet attentat, le président Moussa Traoré recevait, à Bamako, une délégation des

« rebelles » touaregs, signataires de l'accord de paix conclu sous l'égide de l'Algérie. D'après le radio national, le président Traoré a salué l'accord « en faveur du développement de la nation malienne dans la paix, la concorde et la solidarité » et souligné que ces « retrouvailles », sont « une victoire de toute la nation ». De son côté, Iyad Ag Ghali, chef des insurgés du Front de libération de l'Azawad (Nord-est malien), a rendu hommage au peuple malien pour ses vertus de tolérance et de dialogue. Le chef rebelle a ajouté que « la paix, la tranquillité et la confiance » étaient désormais les aspirations de ses compagnons, qui constituent « une jeunesse qui a grandi dans l'exode

mais qui n'aspire qu'à être productive plutôt qu'à être dépressive ». L'attentat commis contre un des participants du Paris-Dakar serait-il l'œuvre d'un groupe d'« égarés », mécontent de cet accord de paix qui exclut toute perspective d'indépendance de la nation touareg, voire d'autonomie interne ? Les autorités de Bamako ont simplement accepté de délimiter les territoires nomades, de décentraliser leur gestion et de consentir, pour leur développement, un effort financier particulier. Peut-être, certains « hommes bleus », en mal d'identité et de publicité, ont-ils conclu que l'accord de paix de Tamanrasset était un mauvais accord et qu'il fallait le faire savoir.

ATHLÉTISME :
vingt-huit mois
après les Jeux de SéoulLe retour
de Ben Johnson,
le repent

Vingt-huit mois après sa disqualification pour dopage après la finale du 100 mètres des Jeux olympiques de Séoul, où il venait de battre son record du monde en 9 sec 79, le Canadien Ben Johnson a effectué son retour à la compétition, vendredi 11 janvier à Hamilton, près de Toronto, la ville où il réside. Ce retour annoncé en fanfare par les médias, qui avaient délégué trois cents cinquante journalistes pour l'événement, n'aura pas été triomphal sur le plan sportif : le Canadien, qui n'avait plus été battu sur 50 mètres depuis 1987, a été devancé par l'Américain Daron Council avec un temps de 5 sec 77, très inférieur à son record personnel de 5 sec 55.

Bon émissaire exemplaire d'un fléau qui rongait alors le sport et avait jeté la suspicion sur plusieurs champions olympiques, Ben Johnson affirme désormais son désir de (re)devenir un exemple pour les sportifs. Suspendu pour deux ans par la Fédération internationale d'athlétisme, mais radié à vie par son gouvernement, le sprinter canadien a vu cette dernière sanction levée le 9 août 1990. Ses aveux et son repentir devant la commission d'enquête gouvernementale puis sa croisée auprès des coureurs pour dénoncer les méfaits du dopage et de la drogue lui ont valu cette mesure de clémence.

Ben Johnson, qui a rompu avec Charlie Francis, son entraîneur, et Jamie Astaphan, son médecin-général, est, désormais, entraîné par l'Américain Loren Seagrave et confie sa musculature au Roumain Mihail Dinco, ancien masseur des footballeurs du Steaua Bucarest et du FC Barcelone. Tous deux se sont juré de lui refaçonner un corps d'athlète capable de courir à nouveau le 100 mètres en moins de 10 secondes. A vingt-neuf ans, soit onze mois de moins que son grand rival Carl Lewis, Ben Johnson sait que le temps lui est désormais compté pour résumer son retour. Agitation ou manque de compétition ? A Hamilton, le Canadien n'a pas jailli comme autrefois des starting-blocks pour s'assurer, dès le départ, un demi-mètre d'avance sur ses adversaires. Ses deux objectifs restent les finales du 100 mètres des championnats du monde à Tokyo, en août 1991, puis des Jeux olympiques de Barcelone en 1992.

Mais, même s'il ne les atteint pas, Ben Johnson n'aura pas tout perdu. Pour 1991, il avait signé pour plus de 1 million de dollars de contrats et au moins dix millions de « revanches » au prix fort avec Carl Lewis, dont la première dès le mois de mai à Séville.

G. A.

ABRAHAM LOUIS
BREGUET.
FABRICANT DE MONTRE
POUR LES
TETES COURONNEES
ET LES
COURS D'EUROPE
DEPUIS 200 ANS.



CHALMET

Exposition: 17-19 janvier 1991.

10h00 - 18h00

12 Place Vendôme, 75001 Paris.

Vente aux enchères: 14 avril 1991.

Hôtel des Bergues.

33 Quai des Bergues, Genève.

ABRAHAM LOUIS BREGUET
(1747-1823).

Inventeur et fabricant de montres. Ses inventions comprennent le tourbillon, la spirale Breguet, la protection antichoc pour montre, la montre à



« son invention » et le pendule sympathique. Il a aussi amélioré et développé les montres à remontoir automatique.

Breguet
Depuis 1775

L'ART DE BREGUET: EXPOSITION ET VENTE AUX ENCHÈRES.

Habsburg, la plus importante vente aux enchères d'horlogerie au monde, est fière de présenter, en collaboration avec Breguet, une importante exposition célébrant le génie d'Abraham Louis Breguet. Nombre de collectionneurs considèrent M. Breguet comme le plus grand fabricant de montre de tous les temps et le père de la montre moderne. L'exposition comprend une collection remarquable de plus de 200 montres, pendules, horloges et chronomètres, illustrant plus de 200 ans de l'histoire de la société.

Breguet, un artiste et un artisan, dont l'approche visionnaire a complètement révolutionné le monde de l'horlogerie, comptait parmi ses clients les plus fameuses personnalités de son époque : la famille Bonaparte, le Roi d'Angleterre, les souverains d'Espagne, de Russie, d'Allemagne et d'Italie, des philosophes éminents, des artistes et des musiciens célèbres.

Les chefs-d'œuvre qu'ils ont possédés seront exposés lors de l'exposition mondiale de cette collection de valeur.

La lutte contre
l'immigration clandestineChasse aux
« mariages arrangés »
à Saint-Etienne

LYON

de notre bureau régional

Lut, Abdou Benabdallah, vingt-quatre ans, est contrôleur technique en bâtiment à Tinezzit (Algérie). Elle, Rasmia Chacouha, vingt-trois ans, de nationalité française, est fondeuse à Saint-Etienne (Loire). Ils devaient se marier samedi 12 janvier, mais, depuis février 1990, leur projet se heurte à la décision de la mairie de bloquer la procédure, en refusant de publier les bans. D'ailleurs, l'acte incomplet, puis retardé de mois en mois, entraine des problèmes : les obstacles n'ont pas empêché le couple obstiné des deux futurs époux.

En décembre dernier, après plusieurs voyages en Algérie pour renouveler son visa de tourisme, M. Benabdallah a décidé de saisir le procureur de la République. Lequel lui a conseillé de faire constater, par huisserie, l'opposition du bureau de l'état civil. Mercredi 8 janvier, la ville était assignée en référé devant le tribunal de grande instance, pour motif dilatoire.

« Cette jeune fille m'a déclaré qu'elle n'avait pas trouvé de mari sur place et qu'elle avait l'intention d'aller en chercher un dans son bled », décide à l'issue de l'immigration clandestine, M. Michel Arnould, juge (div. 1^{re}), délégué à l'immigration dans la municipalité de M. François Dubanchet (CDS), fait le chasse aux « mariages blancs ou arrangés pour de l'argent », qui, s'ils sont conclus, donnent droit à la carte de séjour.

Selon elle, ils ont connu une forte recrudescence, notamment depuis les événements qui ont secoué l'Algérie. Elle se défend toutefois d'avoir des pressions sur telle ou telle communauté. « Cette position vaut pour tous, quelle que soit l'origine, maghrébine, turque ou africaine... » Récemment, elle a refusé un certificat d'hébergement pour un jeune Russe qui souhaitait se rendre chez une amie française.

Consciente d'être à la limite de la légalité, bien qu'elle ait écarté de son geste le préfet, le premier ministre et le ministre de l'Intérieur - « ils n'ont rien fait », précise-t-elle, - M. Arnould s'interroge : « pourquoi ces personnes quittent-elles leur pays pour venir en France où on les retrouve au chômage, à l'ANPE, au bureau d'aide sociale, sans logement ? » Une carte d'environ deux cent mille habitants, dont trente-deux mille étrangers, elle estime nécessaire de s'occuper d'abord de « ceux qui sont sur place ».

Aussi a-t-elle décidé de faire subir une série d'entretiens aux « candidats » afin de vérifier leurs motivations. « Un certain nombre de mariages ont ainsi été annulés. Cela évite au moins les divorces un an après », dit-elle. Cette attitude a soulevé l'indignation de la CFDT et du collectif immigration de la ville, qui ont soutenu M. Benabdallah dans ses démarches. Avec succès, puisque le mariage a finalement pu avoir lieu le 12 janvier, quelques jours avant le jugement du tribunal, mis en délibéré, dont l'intérêt sera sans doute de faire jurisprudence quant à l'appréciation du caractère discriminatoire d'une telle pratique.

MICHEL DELBERGHE

MÉDECINE

Caner : le ministère des affaires sociales souhaite inspecter les comptes de l'ARC. - Le ministère des affaires sociales vient de déposer une requête devant le Conseil d'Etat pour obtenir l'autorisation d'inspecter les comptes de l'Association pour la recherche sur le cancer (ARC). Cette association, qui gère annuellement un budget d'environ 430 millions de francs, avait contesté l'an dernier le droit à l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) d'examiner ses comptes. En novembre dernier, le tribunal administratif avait débouté l'IGAS, mais le ministère des affaires sociales n'entend pas en rester là.

SOCIÉTÉ

L'étude 1990 des Nations unies sur les stupéfiants

La géographie de la drogue

Continent par continent, pays par pays, l'Organisation internationale de contrôle des stupéfiants (OICS), qui dépend des Nations unies et dont le siège est à Vienne (Autriche), dresse un état de la production et de la consommation de drogues, dans son rapport pour 1990 rendu public le 9 janvier.

L'économie mondiale des stupéfiants ne cesse d'évoluer sous la pression conjuguée du marché et de la lutte antidrogue. Pour répondre aux lois de l'offre et de la demande, de nouveaux produits ont fait leur apparition. Pour mieux brouiller les pistes, les flux du trafic se sont diversifiés. D'une année à l'autre, la planisphère dessinée par l'ONU s'en trouve fortement modifiée.

Les opérations de répression menées en 1990 dans certaines régions productrices de cocaïne en Amérique latine n'en ont pas moins porté leurs fruits. Du coup, le prix de la feuille de coca a baissé dans les pays andins. Une baisse qui s'est à son tour traduite, dans plusieurs grands pays consommateurs, par une diminution, au moins momentanée, des quantités de cocaïne disponibles, et donc par une hausse des prix de détail.

En ce qui concerne l'héroïne, les bonnes récoltes enregistrées dans le Triangle d'or de l'Asie du Sud-Est, au cours de la saison 1989-1990, ont favorisé les opérations commerciales. Face à la mobilisation antidrogue, les trafiquants ne sont pas restés inactifs : les « gros bonnets » d'Amérique du Sud et leurs homologues européens ont ainsi mis en commun certains de leurs circuits de distribution, désormais utilisés aussi bien pour importer de la cocaïne en Europe que pour acheminer de l'héroïne en Amérique du Nord.

Le Maroc et le cannabis

Enfin, par une sorte d'inversion des termes de l'échange, plusieurs tonnes de substances psychotropes produites par les industries pharmaceutiques des pays développés sont frauduleusement détournées vers l'Afrique. La « géographie de la culpabilité », qui fait traditionnellement passer sur les pays du Sud la responsabilité de l'offre des stupéfiants, s'en trouve renversée.

● Afrique : Tous les pays du continent sont désormais confrontés à des degrés divers, au trafic de drogue. Le Maroc reste la principale zone de culture du cannabis qui est expédié vers plusieurs pays européens. Cultivé dans d'autres pays africains, le cannabis est disponible sur tout le continent. L'importation illégale de psychotropes s'est nettement accentuée. Cinq cents millions de comprimés de pénicilline, une substance fabriquée en Europe, auraient ainsi été détournés vers l'Afrique par des trafiquants depuis 1988. Ce qui n'est pas une production locale : quatre laboratoires clandestins fabriquant de la méthamphétamine ont été démantelés en Afrique du Sud.

La récente mise en place de liaisons aériennes avec l'Amérique du Sud a favorisé une importation de cocaïne en Angola, en Côte d'Ivoire, au Mozambique et au Nigeria. De sorte qu'un trafic de cocaïne s'est développé dans la plupart des pays africains. Quant à l'héroïne en provenance d'Asie du Sud-Ouest, des défilés d'Asie du Sud-Ouest du Nord, elle continue de transiter par le continent africain.

● Asie : L'an passé, les récoltes d'opium ont été très abondantes (2 000 tonnes) en Asie du Sud-Est. Profitant de l'essor commercial de la région, les trafiquants ont sensiblement augmenté les quantités d'héroïne franchissant la frontière sud de la Chine en direction de Macao et de Hongkong. Le trafic porte sur d'énormes quantités qui transitent par l'Amérique du Nord et l'Australie. Mais les pays asiatiques sont aussi touchés (100 000 héroïnomanes en Malaisie).

● Proche et Moyen-Orient : En République islamique d'Iran, l'interdiction de cultiver le pavot est sévèrement appliquée ; les trafiquants d'héroïne ont d'opium risquent la peine de mort. Cette politique a multiplié par cinq le prix de l'héroïne. Il y aurait toutefois 600 000 toxicomanes en Iran. Au Liban, pavot à opium et cannabis continuent d'être cultivés (sur une

superficie estimée à 16 000 hectares pour le seul cannabis). Au Pakistan, les laboratoires d'héroïne sont surtout implantés le long de la frontière afghane ; le pays compterait plus d'un million d'héroïnomanes. Si la Turquie ne produit plus d'opium, depuis le contrôle institué au milieu des années 70, le pays se trouve sur la « route des Balkans », voie terrestre d'acheminement de l'héroïne en provenance du Proche et du Moyen-Orient, à destination de l'Europe.

● Europe : Selon des statistiques de saisie, la cocaïne entre en Europe en quantité sans cesse croissante. En 1990, une seule saisie aux Pays-Bas a représenté près de la moitié des prises (6 tonnes) opérées en Europe pendant toute l'année précédente. La cocaïne provient principalement de laboratoires clandestins d'Amérique latine. Contrairement à ce qui s'est passé aux États-Unis, les prix sont restés stables. Les saisies de petites quantités de « crack » sont restées négligeables, sauf au Royaume-Uni. Mais la progression de l'héroïne s'est poursuivie.

Toxicomanes soviétiques

Les bouleversements en Europe centrale et en Europe de l'Est ont eu pour effet d'intensifier les mouvements de populations, de biens et de capitaux. Des États qui ne connaissaient pas, jusqu'alors, de problèmes de drogue se trouvent à présent menacés. En URSS, le nombre de toxicomanes (140 000) a presque doublé en cinq ans. Mais la non-convertibilité du rouble semble ralentir les ardeurs des trafiquants internationaux.

● Amérique du Nord : Le coût socio-économique de l'abus de drogues aux États-Unis est évalué à plus de 60 milliards de dollars par an (six fois plus qu'en 1984). L'abus de cocaïne et de « crack » semble toutefois en voie de diminution ; les prix ont baissé et la pureté a baissé. La consommation de l'« ice », ou méthamphétamine, ne cesse en revanche d'augmenter.

● Amérique du Sud : La production de cocaïne n'a fait qu'augmenter. En Bolivie, une loi de juillet 1988 a interdit toute production de « crack » dans les zones de production de coca. Les quantités nécessaires pour les usages médicaux et rituels. Pour échapper à la lutte antidrogue en Colombie, des laboratoires de transformation de la coca ont été déplacés de ce dernier pays vers l'Équateur, où la culture du coca a été développée. La production de coca a aussi été étendue à des zones reculées du bassin amazonien où les trafiquants colombiens ont déplacé leurs quartiers généraux. D'ici une consommation accrue de cocaïne et de « crack » dans les grandes métropoles et les régions d'exploitation aurifère du Brésil.

● Au Mexique, ce sont des petits agriculteurs qui cultivent le pavot à opium et le cannabis. Pour contrer les efforts d'éradication, les trafiquants leur ont appris à camoufler leurs champs et à laver les plantes sur lesquelles de l'herbicide a été pulvérisé. En outre, la culture du pavot à opium a gagné le Guatemala, où elle a commencé de remplacer des cultures licites.

An terme de ce rapport, les experts de l'ONU ne sont guère optimistes. Tant que la demande de stupéfiants continuera de progresser dans la population à l'échelle mondiale, estime ainsi l'OICS, « tout succès remporté (...) dans la lutte contre le trafic ne [peut] être que provisoire, telle ou telle source d'approvisionnement et tel ou tel type de drogue étant inévitablement remplacé par d'autres ».

ERICH INCIVAN

ENVIRONNEMENT

□ L'eau à nouveau consommable en la Maine-et-Loire. Le taux de nitrates qui empêchait la consommation de l'eau dans le département de Maine-et-Loire (le Monde du 12 janvier) est retombé à des valeurs acceptables par la plus grande partie de la population (moins de 100 mg/l). Des prévisions doivent cependant être encore prises pour les nourissances et les femmes enceintes. Huit autres départements de la Bretagne et des Pays de la Loire sont toujours en état d'alerte. Il faudra attendre quelques jours pour que la situation redevienne normale et que le taux de pollution repasse sous la barre des 50 mg/l.

« Autoroute Verte » contre « route Bleue » sur la Côte d'Azur

Le rapport Bourges confirme le projet de doublement de l'A 8 au sud de Grasse

Nommée, en juillet dernier, par le ministre de l'équipement et présidée par M. Maurice Bourges, ingénieur général des Ponts-et-Chaussées, la mission d'étude sur le projet d'autoroute A 8 bis - doublant l'actuelle A 8 sur la Côte d'Azur - vient de déposer son rapport, qui justifie la nouvelle voie et entérine le tracé au sud de Grasse soumis par l'administration. Ce document ne peut que relancer la polémique sur un projet combattu par une vingtaine d'associations, ainsi que par la plupart des élus concernés.

NICE

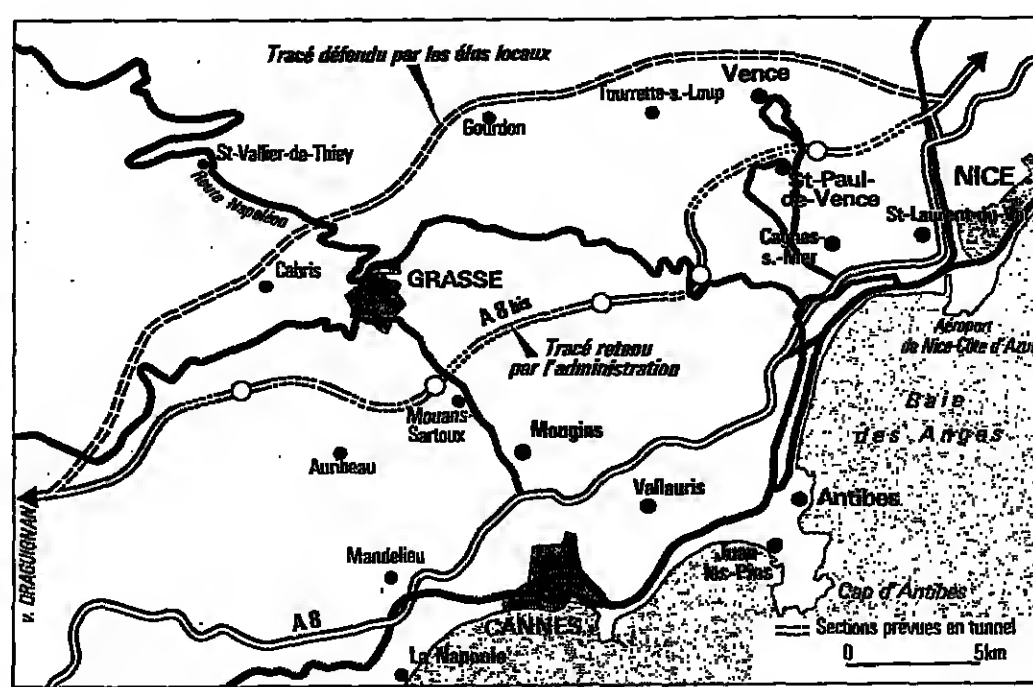
de notre correspondant régional

Baptisée « autoroute Verte », la nouvelle voie, inscrite au schéma directeur routier national depuis mars 1988, avait été présentée par l'administration comme d'une « absolue nécessité à court terme ». La raison invoquée était la saturation de l'actuelle autoroute A 8 à l'est du département du Var et de la traversée des Alpes-Maritimes entre Mandelieu et le nord de Nice. La mission Bourges la juge également « indispensable » dans les Alpes-Maritimes, mais moins urgente dans le Var. Elle considère de même, qu'il est « urgent » d'en décider le tracé et le principe de réalisation.

La principale tâche qui lui était assignée par le ministre de l'équipement - à l'époque, M. Michel Delebarre - était d'évaluer les intérêts respectifs de deux projets de tracés : l'un soumis par l'administration, passant au sud de Grasse (variante Sud) ; l'autre, proposé par les élus de l'agglomération Cannes-Grasse-Antibes, passant dans l'arrière-pays, au nord de cette ville (variante Nord).

En avril 1989, le préfet des Alpes-Maritimes, M. Yvon Ollivier, avait mis son veto à ce dernier tracé en le jugeant incompatible avec les objectifs du nouveau schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) de l'agglomération. Lequel prévoit un accroissement de la population de 85 000 habitants, la construction de 100 000 logements et la création de 40 000 emplois en vingt ans (le Monde date 9-10 décembre 1990).

La mission Bourges a tranché en



favor de l'administration. Pour elle, la variante Nord « ne présente aucun avantage déterminant par rapport à la variante Sud », d'un point de vue technique tant qu'économique et financier : « Elle dessert mal les zones de développement actuelles ou projetées, et les tests montrent qu'elle décharge beaucoup moins l'autoroute actuelle A 8. » Elle souligne, toutefois, que, « compte tenu de la qualité du site et de l'habitat existant, toutes les dispositions doivent être mises en œuvre pour résoudre, de façon exemplaire, les problèmes d'insertion de cette voie ».

Une « monstrueuse erreur »

À ce sujet, la mission « regrette l'absence d'une véritable politique du paysage dans ce secteur très sensible de la Côte d'Azur ». Elle recommande « la réalisation concomitante, et même en avance, des aménagements ou créations de routes départementales (...), l'adoption d'une politique foncière des transports en commun (...) et la poursuite de la protection des sites (...) ».

Cependant, le rapport n'évoque, nulle part, la desserte des Alpes-Maritimes par le TGV Sud-Est. De même, il élude la question de l'axe autoroutier entre l'Espagne et l'Italie et ne propose aucune alternative dans certains secteurs sensibles, comme celui de Vence et Saint-Paul-de-Vence, où la future voie est en grande partie souterraine (1).

Le rapport Bourges va être porté à la connaissance des élus et des associations dont on peut d'ores et déjà, préjuger les réactions négatives. Les uns et les autres ont multiplié, depuis près de deux ans, les réunions de protestation contre le projet. Dans un « exposé » commun, les associations ont estimé qu'il était « inutile » et constituaient « une monstrueuse erreur sur tous les plans », en dénonçant « le lobby

du bâtiment et des travaux publics ». Elles ont proposé, en contrepartie, diverses solutions palliatives, « efficaces et moins coûteuses », dont la création d'une « route Bleue » empruntant, en partie, le réseau des voies existant le long du littoral.

GUY PORTE

Entre Angers et Tours

L'A 85 traversera Langeais

M. Michel Rocard a signé, lundi 7 janvier, le décret déclarant « d'utilité publique et urgents » les travaux de construction de l'autoroute A 85 entre Angers et Tours. Les quatre mille habitants de Langeais (Indre-et-Loire) et les cent cinquante mille visiteurs annuels du célèbre château féodal auront ainsi le loisir de contempler une autoroute tranchant les bas-quartiers de la ville, la coupant des bords de Loire et détruisant quelques-unes de ses maisons.

La décision du premier ministre est d'autant plus surprenante que des voix nombreuses, et peu suspectes « d'écologisme échevelé », avaient désapprouvé cette traversée et proposé un tracé d'évitement passant au nord de la ville à travers landes, taillis et forêts. Parmi elles, les associations locales, le maire de Langeais, les services de l'environnement, les commissaires enquêteurs, l'Institut de France, propriétaire du château. Le conseil d'Etat avait estimé que l'utilité publique ne pouvait être accordée qu'à une autoroute évitant Langeais et non au tracé proposé par l'équipement, appuyé par le conseil général d'Indre-et-Loire et son président, M. André-Georges Vnissin (RPR) (le Monde du 19 décembre 1990).

Depuis 1936 exactement, les Langeaisiens demandent que l'on détourne cette mandite nationale 152 qui zigzague au milieu de leurs vieilles maisons. À l'époque, on évoquait déjà la création d'une « autoroute » qui aurait relié Tours à Angers. Quarante ans plus tard, en 1975, on en reparlait à nouveau mais, cette fois, sous la forme d'une voie express qui, refaisant par le nord du département, vint échouer finalement en 1987 dans le Val de Loire.

Langeais allait - elle enfin avoir sa dérivatrice ? Hélas, le conseil d'Etat refusa, à cette date déjà, la

déclaration d'utilité publique. Les élus départementaux n'ont alors décidé de construire et financer eux-mêmes un pont sur la Loire qui, avec ses deux voies et ses six cents mètres de long, était censé préparer le passage de l'autoroute à la fois des Langeais d'une dérivation locale, de dimension modeste, et lui éviter les inconvénients d'une autoroute - certes indispensable - en faisant passer celle-ci sur le plateau, au nord de la ville.

Pour sortir de l'impasse - le pont est achevé pour l'essentiel, mais inutilisable et Langeais attend toujours sa dérivatrice - il fallait bien que la A 85 soit enfin lancée, coûte que coûte. Des associations locales ont estimé que l'on pouvait à la fois doter Langeais d'une dérivation locale, de dimension modeste, et lui éviter les inconvénients d'une autoroute - certes indispensable - en faisant passer celle-ci sur le plateau, au nord de la ville.

C'est à cette solution de compromis et de bon sens que se rallieront successivement l'Institut, les commissaires rapportant les conclusions de l'enquête publique et le conseil d'Etat. Mais M. Rocard s'en est tenu à son idée initiale. La A 85, déclarée en extrême d'utilité publique, servira de dérivation à Langeais et passera donc en ville sur le bord de Loire. Cette grande transversale est-ouest reliant Vieux-à-Nantes ne pourra jamais être élargie à deux fois trois voies en raison du goulet d'étranglement dans laquelle on l'enferme.

Maire en tête, les habitants de Langeais espèrent qu'au moins on leur épargnera les pollutions et le vacarme de la circulation à grande vitesse en couvrant l'ouvrage sur quelques centaines de mètres. Les amoureux du Val de Loire souhaitent, de leur côté, qu'on en profite pour aménager enfin de manière décente la façade de la ville sur le fleuve.

MARC AMBROISE-RENDU

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-16
Téléc : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. André Fontaines, gérant.

Imprimeur :
12, rue M. Gumbourg
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 347
ISSN 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde PUBLICITE

André Fontaines, président
François Hugot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
Micheline Oertelmann,
directrice du développement
5, rue de Montpensier, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc : MONDUPUB 206 136 F
Téléc : 45 55 06 70 - Société filiale
du journal Le Monde et Régie Public SA

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composée 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LOM

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Valeurs normales-CEE
3 mois	480 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez noter l'obligation d'écrire tous les noms propres en caractères d'imprimerie

CINÉMA

Avoriaz, ou les délices de la peur

Presque aussi célèbre que celui de Cannes, le Festival fantastique présente, du 12 au 20 janvier, 41 films d'horreur ou de l'étrange

Il est toujours délicieux de remonter à la préhistoire du Festival du film fantastique d'Avoriaz, inventé il y a près de vingt ans pour lancer une nouvelle station de sports d'hiver à l'architecture futuriste, la légimité initiale. Le premier grand prix en 1973, est en effet attribué au moyen métrage (réalisé pour la télé) d'un jeune Américain inconnu de vingt-sept ans. Il s'agissait de *Duel* de Steven Spielberg.

Depuis a été couronnée une irréfutable brochette de dispensateurs de frissons à intensité variable. De Brian de Palma (*Phantom of the Paradise*, *Carrie*) à Luc Besson (pour son premier et meilleur film *Le Dernier Combat*) en passant par David Lynch (*Eraserhead* et *Elephant Man*), David Cronenberg (*Dead Zone* et *la Mouche*) ou, dans un genre plus «hard», Tobe Hooper (*Massacre à la tronçonneuse*). Sans oublier George Miller et ses

Mad Max. Conforté par une récente étude de notoriété de la SOFRES (et désormais presque aussi connu que le Festival de Cannes), Avoriaz propose une 19^e édition vigoureuse, éclectique, alliant les variations sur des thèmes éternels (science-fiction, diableries, réincarnation en tout genre) et l'exploration de voies nouvelles.

Parmi les treize films en compétition, un des plus passionnants est sûrement *l'Echelle de Jacob* d'Adrian Lyne, qui sort le 16 janvier dans les salles, libre l'article de Henri Béhar). Mais on remarque aussi *Wing of fame*, séduisante croisière dans l'au-delà avec Peter O'Toole et Marie Trintignant coudoie par un Tchèque vivant au Pays-Bas, Otakar Votocek ; *White room*, très esthétique et troublant exercice de voyeurisme exécuté par la jeune Canadienne Patricia Rozema ; *A terra cotta warrior*, sans oublier George Miller et ses

ans en compagnie d'un des fameux soldats de terre cuite de l'antique armée chinoise, qui se retrouve parmi une grâce à une potion magique et au cinéaste de Hong-Kong Ching Siu-tung, l'auteur de *A Chinese ghost story*. On enregistre également *Tales from the dark side* où un dangereux cordon bleu s'abstient à mettre un petit geyser au four, mûrissant par John Harrison, une découverte de George A. Romero.

Morbide dégoûtant et pustule féroce

Moins convaincantes, deux tentatives de fantastique européen, *le Secret de Sarah Tombelaine*, premier long métrage de Daniel Lacombe, du breton pur granit, (mais il fallait bien un film français), et *le Temps des miracles* de Goran Paskaljevic, du yougoslave pur mystère.

Hors compétition, on trouve un vrai «bizarre» sous bannière française, *Karendi*, réalisé par Sabine Precenzia, une jeune femme née à Berlin-Est, qui a longtemps vécu en Ethiopie. Raison nécessaire et suffisante pour qu'elle choisisse de traiter dans son premier film la

quête suicidaire d'un écrivain qui, visitant à Harar la maison où vécut Rimbaud, se laisse aller aux sortilèges d'une poésie inatteignable. Ou, plus classique, mais très sympa dans le répertoire, *Arachnophobia*, premier pas dans la mise en scène de Frank Marshall, (heureux) producteur de Spielberg.

A noter, prudemment cantonné aux «Minauits d'Avoriaz», un remake de *l'Immortel* (c'est le cas de le dire) Nui des morts-vivants de George A. Romero (1968), recoupo par le maquilleur Tom Savini, prince du morbide dégoûtant et de la pustule féroce (*Creepshow*, *Vendredi 13*, etc.).

Et, en apothéose, pour la clôture, une grande bonifie de noir et blanc et de respect au genre, la réédition du *Dr Jekyll and Mr Hyde* de Victor Fleming (1941), avec Spencer Tracy, Ingrid Bergman, et l'irremplaçable brume de la nostalgie.

DANIELE HEYMANN



Tim Robbins dans «l'Echelle de Jacob»
Un film d'Adrian Lyne présenté en compétition à Avoriaz

Aujourd'hui les démons

Un ancien combattant en proie à des hallucinations : «l'Echelle de Jacob», d'Adrian Lyne

NEW-YORK
correspondance

Vietnam, l'année du cochon. Ayant l'un et l'autre des compagnons d'arme de Jacob Singer sont saisis de convulsions et s'entre-tuent. Jacob Singer (Tim Robbins) se réveille et se sent : il est dans le métro de New-York, il a fait un cauchemar. Atteignant sa station, il trouve toutes portes closes et doit s'enfuir par le tunnel pour rejoindre l'appartement qu'il partage avec Jezebel (Elizabeth Pena). Bientôt, ponctuées par les explosions du Vietnam, ses hallucinations s'accroissent. Il se réveille aux côtés de sa femme Sarah et de son fils Gabriel qu'il croyait mort. Sa vie avec Jezebel n'est-elle qu'une illusion ? Est-ce sa vie avec Sarah qu'il est en train de rêver ? Au fait, est-il vivant ?

Lorsqu'un ancien de son peloton lui dit souffrir des mêmes symptômes, Jacob découvre la conspiration du silence qui, comme pour les kamikazes de la deuxième guerre mondiale et les grenades au LSD des Vietnams, entoure les expériences chimiques secrètement conduites par l'armée américaine sur ses propres soldats.

A la fois «fantasmagorie et thriller psychologique», selon Adrian Lyne - efficace réalisateur de *Flashdance*, *Neuf semaines et demie*, *L'histoire fatale* - et cousin en cela de *l'Angel Heart* d'Alan Parker (même producteur : Alan Marshall), *l'Echelle de Jacob* est un échec complexe de retours en arrière, de fuites en avant, de réel, d'irréel, de surréel, traité dans un style visuel assez époustouffant.

Adrian Lyne, qui puise, dit-il, son inspiration dans les tableaux de Francis Bacon, considère qu'ici «le défi réside dans la transposition de la démonologie traditionnelle - des humains avec des ailes de chauve-souris, des cornes, des sabots, des queues... Un enfer dansant à la William Blake. Les démons de Jacob sont nés de la guerre, ils se nourrissent de sang

frais, de corps déchiquetés, ils sont plus proches d'une aberration humaine du type *Thalidomide* que d'un retour à l'animal.»

En il y a plus de cinq ans «l'un des dix meilleurs scénarios non produits par Hollywood», *l'Echelle de Jacob* est né d'un cauchemar du scénariste Bruce Joel Rubin, également auteur de *Ghost*. «Des années plus tard, j'ai commencé par raconter ce rêve, sans savoir où il allait me mener. J'étais dans le métro, tout les sens caducaient. J'imaginai alors qu'un homme dans cette situation remonterait soudain le cours de son existence, rejoignant en cela certaines recherches tibétaines sur le sens de la vie, des vies, la vie entre la mort et la renaissance, l'instant crucial où l'âme lâche ses amarres. Mais ce devait être aussi concret et viscéral que possible.»

Un grand nousours
de 2 mètres

Adrian Lyne a eu l'excellente idée de confier le rôle de Jacob à l'acteur Tim Robbins (*Erk le Viking*, le dadaïste de *Bull Durham*), grand nousours de 2 mètres qui apporte au personnage son effervescence juvénile, son tempérament comique, évitant au film de sombrer dans le canebemard absolu : «Il ne fonctionnerait pas si Jacob ne témoignait d'un grand appétit de la vie», dit l'acteur, porté, lui, par les superstitions tribales amérindiennes.

«Ceux qui ont peur de la mort, dit Rubin, voient les forces de transition comme des démons qui les arrachent de leur chair ; ceux qui s'y ont préparés y voient des anges qui les en libèrent. C'est, pour moi, l'idée centrale du film.»

Pour Adrian Lyne, la clé du thriller se trouve dans la Rivière du hibou de Robert Enrico, qu'il a vu plus de trente fois. Il souhaite que, comme son modèle, *l'Echelle de Jacob* soit «une vraie plongée dans la terreur mais aussi un voyage que les gens auront envie d'entreprendre».

HENRI BÉHAR

EN BREF

□ Vente aux enchères de la collection Marcos. - Une collection d'argenterie et de tableaux ayant appartenu à l'ancien dictateur philippin Ferdinand Marcos, vendue aux enchères chez Christie à New-York les 10 et 11 janvier, a totalisé 20,28 millions de dollars (frais compris), soit le double des estimations. Pour 1,6 million de dollars - qui iront au gouvernement philippin, - l'Italie a acheté une toile de Raphaël représentant Sauto-Catherine d'Alexandrie destinée à la Galerie des Offices à Florence. Stanley Moss, marchand d'art à New York, a payé 2,31 millions de dollars - qui iront au gouvernement américain - pour le *Couronnement de la Vierge*, du Greco.

□ Cinquième édition du festival «Dance-Émoi» à Limoges. - Pour sa cinquième édition, le festival de

danse contemporaine «Dance-Émoi» présente, du 12 au 31 janvier, une douzaine de compagnies chorégraphiques. Parmi lesquelles celles de Cré-Ange, Préjocaj, Dominique Bagonet, Jacqueline Galotta, Dominique Petit, Maria Watsons, etc. Onze spectacles, «éclatés» dans divers lieux, complétés par des expositions et par un colloque (les 26 et 27 janvier) sur le thème : «La perception, le langage et la mise en scène des corps». Le festival «Dance-Émoi» est coproduit par le centre culturel de Limoges, plusieurs instances artistiques régionales, le ministère de la culture et l'Office national de diffusion artistique.

► Renseignements et contacts : centre culturel, 7, avenue Jean-Gagnant, 87000 Limoges, tél. : 55-34-45-49.

Notre avenir

Jellyroll 50

CULTURE

CINÉMA

L'été 61

En 1979, Jacques Davila tournait « Certaines nouvelles ». A rapprocher d'« Outremer », le beau film de Brigitte Rolan

Juillet 1961. Pierre, étudiant à Paris, est venu passer les vacances avec sa mère, Hélène, et son beau-père, Jean, tous deux enseignants et Français d'Algérie, dans une maison au bord de la mer, du côté d'Oran. A côté, vit une jeune femme très fantasque, Mayotte - Bernadette Lafont - dont l'ami, Georges - Roger Hanin - s'absente souvent pour des raisons sans doute politiques. Car, en été 1961, la guerre civile de l'Algérie, après l'échec du putsch militaire d'avril, s'ajoute à la guerre menée par le FLN pour l'indépendance. Hélène, qui écoute à la radio « certaines nouvelles » crant pour Jean, ancien des Brigades internationales, qui ne cache pas ses opinions libérales. Pierre retrouve sa camarade d'enfance, Françoise, fille d'une riche famille dont il est amoureux, mais avec laquelle il ne peut plus s'accorder.

A quelques détails près, cette Françoise, interprétée par Caroline Cellier, pourrait appartenir au monde colonial décrit par Brigitte Rolan dans *Outremer*. On retrouve une même époque, la fin de quelque chose, et des milieux entrecroisés. Jacques Davila a reçu le prix Jean-Vigo 1979 pour ce premier long métrage et ce n'était pas courant dans le cinéma français d'évoquer, avec cette lucidité, les souvenirs de l'Algérie française.

Jacques Davila est né le 25 décembre 1941 à Oran. Il a donc trente-sept ans quand il réalise *Certaines nouvelles* pour se souvenir du dernier été

algérien de ses vingt ans. Il prend Gérard Lartigau pour incarner Pierre, Micheline Presle est Hélène - admirable femme vieillissante, inquiète, intérieurement déchirée - et Frédéric de Pasquale est Jean, intellectuel de gauche, plus conscient que les autres des réalités de l'heure.

Outremer, de Brigitte Rolan, nous parle autant du cinéma français d'aujourd'hui que des souvenirs de l'auteur. De même, *Certaines nouvelles* finissent parfaitement dans la fin des années 70, dans le bouillonnement d'un cinéma d'auteur qui n'a pas encore sombré dans la confusion. On se raccroche à un présent encore supportable en disant que l'été ne finira jamais... Et les Françaises, impérialistes, regardent un Arabe traverser « leur » plage, la mer rejette le cadavre d'une femme, les musées tombent, un peu comme dans la *Règle du jeu* de Jean Renoir.

La « modernité » cinématographique passait encore par une écriture prenant la fluidité de la durée romanesque. On voit bien que Davila est, alors, un héritier de Renoir et de Roger Leenhardt, principalement pour la direction d'acteurs. Dix ans plus tard, le style de Davila aura évolué avec la *Campagne de Clotilde*, et Brigitte Rolan inventera une nouvelle façon de filmer le passé, les rapports de couples, les sentiments, les leçons de l'histoire.

JACQUES SICIER

DESIGN

Le meuble dans son Salon

Plus de mille exposants, fabricants et créateurs présentent leurs nouveautés

Annoué comme le « plus grand appartement du monde », le trente-deuxième Salon professionnel du meuble réunit, jusqu'au 15 janvier, à la Porte de Versailles, 1 043 exposants. Avant les deux autres grandes foires, Cologne et Milan, ce marathon en intérieur (17 kilomètres d'allées) permet de découvrir les nouveautés, toutes proportions gardées. Il faut en franchir des milliers, de vilains fauteuils crapauds pour arriver au but : 1991 ! Six ans après l'arrivée des « créateurs », le meuble dit d'avant-garde ne représente que 2 % du marché des styles moderne et contemporain, comme le révèle l'enquête réalisée pour l'IPPA (Institut de promotion et d'étude sur l'ameublement) par Jean-Luc Excoffier.

Leurs circuits de distribution se limitent en gros aux galeries spécialisées. En 1990, le dernier Salon clôturait la décennie dans un dialogue de sourds. D'un côté, les artistes forgeront arc-boutés sur leurs meubles sculpturaux néo-baroques, de l'autre, les conservateurs encore traumatisés par la vague high-tech se barricadant derrière leurs commodes grand-mère, leurs consoles rustiques. Le Nombre d'or du mobilier contemporain, récompense décernée cette année à la petite société toulousaine Carsalade, est

peut-être un symbole d'avertissement. Ces étagères, ces semainiers aux façades grilles, ces meubles minimalistes, vendus à des prix accessibles, semblent admettre leur époque. Ils témoignent d'une tentative de correspondance entre le savoir-faire traditionnel et l'air du temps. Parallèlement, le genre « prototype » ne semble plus faire l'unanimité des jeunes signatures. Comme si la lutte pour l'existence avait changé de registre : moins d'exhibitionnisme, plus de générosité.

Les nouveaux charmes bourgeois

Après les échecs successifs du minimalisme chroné, de l'arabesque dorée, on entrevoit une prise. Dans l'espace du VIA (Valorisation de l'innovation dans l'ameublement) considéré comme la vitrine du laboratoire, les meubles de fairs, les caricatures se raréfient, le pastiche s'allège au clin d'œil (secrétaire vignette de Sylvia Corsetti, tables de chevet éclairées d'Eric Gissard), les piétements s'affinent en jambes de gazelle, le bois se mêle harmonieusement au verre (table percée de Nicole Grenot).

Créateurs et éditeurs s'intéressent aux rangements les plus quotidiens (MF de Saint-Félix, Hitachi Design,

Le Goff-Guillon, Sias) et, grâce à l'usage de bois clairs, des tiroirs, des portes secrètes, l'idée du bureau en chambre se profile dans une synthèse réussie travail-plaisir. Les nouveaux charmes bourgeois dont parle Jean-Luc Excoffier, la fascination pour les meubles aux noms d'autrefois (chiffonnier, bonheur-du-jour, confident) la vague authentique, le retour aux valeurs du *sweet home* et la redécouverte de la France de Pagnol, ou de Trenet, imprégnent équilibrément ce Salon très douce France. Un mélange de simplicité, de fraîcheur qu'on retrouve, à des niveaux bien sûr différents, dans une grande ode au naturel.

L'adjectif « moderne » s'applique sans retenue à la méridienne de Puppe-Raggi (Rocci), aux canapés-horoscopes, volumes nets dont les coins sont sculptés comme des laies d'oreiller (Coulin, Didier Gomez

pour First Time), avec roulettes et discrètes poignées en laiton cachées derrière le dossier (André Putman pour CMB Création), en fin naturel brodé (Garouste et Bonetti).

Les Italiens, largement représentés ici à travers le stand de leur Institut du commerce extérieur, ont encore des leçons à donner aux Français : en témoignent ces formes libres, sensuellement futuristes - en particulier l'extraordinaire canapé rouge vif du Japonais Kisa pour Moroso - qui redonnent au design toute sa définition : le projet.

LAURENCE BENAÏM

► Parc des expositions de la porte de Versailles ouvert au public le 12 janvier de 12 heures à 19 heures. Aux professionnels jusqu'au 15 janvier de 9 h 30 à 19 heures. Tél. : 40-76-45-00.

La Biennale des tissus

Ouverte au public pendant cinq jours (36 000 visiteurs en 1989), la Biennale des éditeurs de la décoration rassemble, sous la coupole du Grand Palais, cent un professionnels dans une extraordinaire débauche de tentures, de passementeries, de voiles.

Plus cosue que jamais, cette cinquième Biennale met à l'honneur la maison-refuge, habillée, drapée, housée : 7 500 mètres carrés de étoisons tendues de tissu, une profusion de plantes tropicales pour ce qui ambale tous les cultes du moment : le voyage. L'apulence joue cette année les étonnantes. L'heure est aux « curiosités » plus cosmopolites, aux souvenirs de vacances par procuration : Lubéron, Europe du Nord, Amérique exotique, Maroc, Turquie, Triangle d'or...

Commerce oblige (Pierre Frey vient de signer un contrat de distribution exclusive avec la Thai Silk Company, une firme aux sept cents références), les palettes gagnent en intensité, les objets, bougeoirs et poteries ethniques sortent des mottes : ce sont des orange profond, des bleu indigo, des vert laiton, des brun chocolat qui colorent ces stands à l'effluve océanique. Là une maison de planteur (Rubeil), un cabinet d'odalisque (Houlès), ici une tente néo-berbère, un patio aux murs terracota et banquettes en fer forgé (Nobilia).

Dubiler la ville, cultiver son jardin

an famille, voilà, semble-t-il, les grandes idées des décorateurs, qui proposent des voyages immobiles et serins en se référant aux récentes expositions telles que « *Métisse au Maroc* » (MOMA), « *Mexico, Splendors of Thirty centuries* » (MET) à New-York, « *Les papiers peints panoramiques* » (Musée des arts décoratifs, Paris). Les caravanes passent : jacquards d'étoiles, cotons aux pigments naturels, ocra, sable (Etamine), embrasse « Sultane » chez Houlès, gamme « Khôl », « Kasmir », « Samarkand » (Ferdis). Les soies, les moires, les ikats, les cashmères, les indiennes s'affichent à prix couture : 1 200 F le mètre de jacquard « Pami » à mouf Kilm chez Nobilia, tissu d'ailleurs adaptable en tapis.

Autre grande source d'inspiration, le dix-huitième siècle, initié par une écologie bon chic, bon teint - Pierre Frey, Manuel Canovas. Restent les invitations moins nostalgiques à la paresse : lins au pochoir de Robert Le Hérou (Nobilia), batures imprimées de motifs au fusain (Etamine). Au royaume de l'abondance et des souvenirs qui rassurent, même la création se donne des airs patrés.

L. B.

► Biennale des éditeurs de la décoration. Grand Palais. Jusqu'au 16 janvier, de 10 heures à 19 heures. Entrée : 65 F, ou 135 F avec une carte permanente.

av nous regarde

La chimie fait évoluer la condition des hommes. Partout. Dans tout. Tirant ses ressources de l'air, de l'eau et de la terre, elle doit utiliser ces éléments sans en perturber l'équilibre. Pour une chimie constamment novatrice, c'est un défi permanent. Et l'un des grands défis du monde. Pour Atochem c'est un engagement.

ATO ATOCHEM

air aquitaine LA CHIMIE DES GRANDS DÉFIS

ARTS

Les travaux et les prix

Que fait-on dans les ateliers de l'Ecole nationale des beaux-arts ? Réponse en quarante-deux noms inconnus

L'Ecole nationale supérieure des beaux-arts expose les travaux des élèves diplômés avec félicitations au terme de la dernière année scolaire. Rien de bien surprenant, rien de bien intéressant là-dedans ? Erreur. Depuis des années, nulle exposition publique ne permettait plus de savoir ce qui s'apprend et se confectionne dans les ateliers du quai Malaquais. Cette discrétion passait pour l'aveu d'une crainte, celle de révéler des œuvres qui ne méritaient pas de l'être. Désormais, la politique inverse triomphe : il suffit d'entrer pour voir. Aux professeurs et aux élèves de se montrer à la hauteur des circonstances.

Ont-ils réussi ? Inégalement, mais suffisamment pour que l'ensemble - quarante-deux artistes diplômés, une centaine d'œuvres en tout - se voie avec curiosité et, de temps en temps, avec plaisir. Avec curiosité parce qu'il instruit autant sur les professeurs que sur leurs disciples. Il est des chefs d'atelier dont l'enseignement se recommande par son libéralisme, tels, semble-t-il, Buraglin, Cuoco ou Segui, et d'autres qui admettent, à moins qu'ils ne le souhaitent, être plagés. Chez Christian Boltanski, on fait du Boltanski-bis, naturellement moins bon que le Boltanski authentique. Chez Gagen, la notion d'auteur n'a rien perdu de sa vigueur.

Le plaisir est celui de la décou-

verte. Lesquels de ces lauréats de vingt-cinq ans accompliront une œuvre consistante ? A cet exercice de prophétie aléatoire, le critique court le risque de se tromper à tout coup. Il s'aventurera néanmoins jusqu'à suggérer que les toiles de Françoise Rulland, les installations-sculptures de Fabien Lerat et, peut-être, les gouaches d'Alexandre Varobieff, tous vus ici pour la première fois, annoncent du savoir-faire et de la force.

Aux élèves de l'Ecole ont été joints les douze artistes sélectionnés pour un prix attribué par un mécène, l'assureur Gras Savoye. Parmi eux des noms déjà parvenus à la notoriété, Vincent Corpet et Bernard Piffaretti, et deux nouvelles venues de qualité, Carole Benzaken et Valérie Favre.

Le prix lui-même a été attribué à Camille Saint-Jacques, peintre indéfinissable, détournement d'images antiques et actuelles, de Hogarth à Mondrian, et analyste ironique du désordre esthétique d'aujourd'hui. Ses tableaux démontrent autant d'élégance que de subtilité, ce qui devrait leur valoir un prompt succès - du moins s'il demeure quelque trace de logique dans le système de l'art contemporain.

PHILIPPE DAGEN

► Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 17, quai Malaquais. 75007, Tél. : 42-60-34-57 ; jusqu'au 27 janvier.

Jeudi 13

Le Monde

HEURES LOCALES

Le dilemme de Michel Delebarre

Pour réussir malgré le flou de ses attributions, le ministre de la ville devra à la fois bousculer les élus locaux et s'appuyer sur eux

AUX banlieusards, au nombre d'un million et demi, qui souffrent du mal-vivre des grands ensembles, le gouvernement a donc offert un cadeau de fin d'année : désormais, le ministre d'Etat est officiellement chargé de s'occuper d'eux.

C'est Michel Delebarre, quarante-quatre ans, jusqu'ici titulaire du portefeuille de l'équipement, que le président de la République a confié cette tâche difficile. Maître de Dunkerque, qu'il a enlevé de haute lutte à la droite, passionné par la croissance urbaine, qu'il considère comme un phénomène majeur de cette fin de siècle, soucieux de prendre du poids politique, Michel Delebarre avait sollicité ce poste. Il l'a emporté sur les personnalités qui avaient fait acte de candidature, et surtout sur des concurrents prestigieux, comme Pierre Joxe, Jack Lang, Jacques Chérèque, Claude Evin et Bernard Kouchner.

Michel Delebarre est un homme d'expérience. Comme directeur de cabinet de Pierre Mauroy, alors premier ministre, il a appris à coordonner les actions d'une équipe gouvernementale. Lui-même fut par la suite ministre des affaires sociales, puis de l'équipement. Il sait étudier un dossier et il prend, dit-on, un plaisir particulier à résoudre les problèmes les plus épineux. Affable et bon vivant, il a la réputation de travailler facilement avec les autres.

Ces atouts ne seront pas de trop. Car le décret qui fixe ses attributions est un peu plus vague : le nouveau ministre est chargé « de promouvoir l'essor de la vie sociale, économique et culturelle des villes, d'améliorer le cadre de vie urbain et d'éliminer les exclusions ». Il doit veiller notamment à l'insertion des jeunes et des personnes en difficulté, à la sécurité et à la prévention de la délinquance. « Vaste programme », aurait dit le général de Gaulle. En réalité, il s'agit d'abord de passer les pages des quatre cents quartiers les plus mal lotis et de prévenir les explosions du type de celle de Vaux-le-Velin. Puis, si possible, de concevoir une politique de développement urbain qui évite l'accumulation, aux franges des villes, de ce qu'on ose appeler naguère le prolétariat.

Un imbroglio administratif

Voilà un problème aussi vieux que le monde urbain. Les responsables d'habitat de Rome avaient eu exactement le même problème il y a plus de deux mille ans. L'urbanisation accélérée - et elle est prise chez nous une allure fulgurante depuis trente ans - est un des phénomènes les plus difficiles à maîtriser. Les nouveaux venus, tous en situation plus ou moins difficile, campent aux portes de la cité, le précipitant à la fois vers l'explosion et vers la stagnation. Les équipements et les services publics sont toujours en retard sur la démographie. Résultat : c'est l'exclusion de fait.

Si les organismes successifs qui, depuis dix ans, s'efforcent de guérir le mal des grands ensembles (autrefois, la « sarcelle ») n'ont pas décelé la remède miracle, c'est probablement qu'il n'existe pas. Une pléiade d'hommes de terrain s'y sont pourtant employés : Hubert Dubedout, Gilbert Bonnemaison, Bertrand Schwartz parmi les plus anciens, Roland Castro, Yves Dauge chez les plus récents. Les bonnes volontés, l'imagina-



tion administrative et l'argent n'ont pas manqué. Mais les violences qui, en novembre dernier, ont agité Lyon et Paris ont tout remis en question. On avait jusqu'ici répondu à la multiplicité des problèmes par la multiplication des organismes. On s'aperçoit qu'il fallait une « unité de commandement », autrement dit une autorité politique travaillant sur le long terme. C'est à présent ce que l'on attend de M. Delebarre. Aura-t-il les moyens de cette ambition ?

Le titre de ministre d'Etat lui donne protocolairement le cinquième rang dans l'équipe Rocard derrière Linnel Jospin, Pierre Bérégovoy, Roland Dumas et Michel Durafour. Mais ses services ne seront que la simple addition de ceux qui existent déjà : la délégation interministérielle à la ville et la mission Banlieues 99. En tout, une soixantaine de spécialistes dotés de 400 millions de francs. Puis le décret d'attribution énumère comme une litane une liste de trente-deux comités, conseils, délégations et directions, placés sous la tutelle d'une douzaine de ministères que M. Delebarre et son cabinet (une quinzaine de personnes) pourront

mobiliser « en tant que de besoin ». On mesure la difficulté.

Un tel imbroglio administratif ne semble pas décourager le nouveau ministre d'Etat. Outre son autorité personnelle, il peut s'appuyer sur une dynamique impressionnante. En moins d'un mois, et sans respecter la hiérarchie des confiseurs, les événements se sont succédés à un rythme soutenu : le chef de l'Etat et son premier ministre ont fixé les objectifs. Immédiatement réuni en séminaire, le gouvernement a adopté un train de vingt mesures concrètes ; deux lois nouvelles ont été mises sur le métier. L'Assemblée nationale a donné ses avis, le ministre a été nommé, et ses attributions approuvées par le Conseil d'Etat. Un démarrage en fanfare.

M. Delebarre n'a pas l'intention de laisser retomber le soufflet. Il a commencé sur-le-champ à rencontrer un à un tous ses collègues, les douze ministères avec lesquels il sera amené à travailler. Sans leur concours bienveillant, et celui de leurs services locaux, il sait qu'il sera vite réduit à l'impuissance. Telle est la galère des ministères d'Etat sans portefeuille. En même temps sont désignés

les sous-préfets qui seront les correspondants du ministre de la ville dans les treize départements tenus pour les plus difficiles : les sept départements de la couronne parisienne, le Nord et le Pas-de-Calais, la Rhône, les Bouches-du-Rhône, la Moselle et la Haute-Garonne. Ces hauts fonctionnaires seront chargés de mettre en cohérence et d'écouler les actions et différents services de l'Etat.

« Ni Zorro ni usurpateur »

Il leur faudra tout de même garder en mémoire l'échec des fonctionnaires fédéraux dans les quartiers à problèmes des villes d'outre-Atlantique entre 1965 et 1967. Les élus locaux en avaient profité pour se débarrasser de leurs responsabilités sur Washington. On en est revenu bien vite. Il est clair, en effet, que toute politique de la ville passe par les conseils municipaux et leur premier magistrat. Sans eux et sans les pouvoirs que leur a donnés la décentralisation, rien n'est possible. Au nom de l'Association des maires de France, dont il est président, Michel Girard l'a aussitôt rappelé.

Lui-même maire, Michel Delebarre s'est entouré d'une équipe comptant une demi-douzaine d'élus locaux - notamment Yves Dauge, maire de Chalon, et Paul Picard, maire de Mantes-la-Jolie. Avec ses collaborateurs, il va entreprendre très vite une sorte de tour de France, comme il l'avait fait lorsqu'il était ministre des affaires sociales. Dans ses contacts avec les collectivités locales, il ne veut apparaître « ni comme un Zorro ni comme un usurpateur, mais comme un interlocuteur attentif ».

La première de ses visites de terrain a été symboliquement effectuée, dès le 2 janvier, au Val-Fourré, l'un des secteurs les plus critiques de l'Île-de-France, sur la commune de Mantes-la-Jolie. Mais le calendrier législatif ne va-t-il pas tout gâcher ? Avant la fin de ce mois, le Parlement examinera en session extraordinaire un projet de loi modifiant les règles de répartition de la fameuse dotation globale de fonctionnement (DGF), l'une des ressources des budgets communaux. Il s'agit de distribuer un peu plus de subventions aux villes en difficulté et nécessairement un peu moins aux cités opulentes et tranquilles. Un millier de maires concernés sont sur le qui-vive. A la session de printemps, c'est un projet de loi tendant à éviter la constitution de ghettos qui sera en discussion. Déjà l'opposition et le lobby de la construction dénoncent les « effets pervers » d'un texte qui, pour mieux répartir les logements sociaux, arriverait à décourager les promoteurs privés et les municipalités qui les favorisent (le décret 6-7 janvier). Pour mener une vraie politique de la ville, M. Delebarre devra tout à la fois s'appuyer à fond sur les élus locaux et bousculer leurs privilèges. Son parcours, tout-terrain et semé d'obstacles, ressemble à un steeple-chase.

MARC AMBROISE-RENDU

Fonctionnaires sans frontières

STRASBOURG

de notre correspondant

MJACQUES CHÉRÈQUE a inauguré, jeudi 10 janvier à Lauterbourg (Bas-Rhin), la première instance transfrontalière de France. Installée dans l'ancien bureau de douane, à la frontière franco-allemande, elle abritera quatre fonctionnaires des deux pays. Cette cellule spécialisée dans la coopération bilatérale était la première objet du programme PAMINA (Palatinat, Mittelelbe, Nord-Alsace) qui réunit deux landers allemands et la région Alsace et que cette création doit maintenant amplifier.

Le programme PAMINA - du nom d'un personnage de la Fable enchantée de Mozart - lancé en novembre 1989, prévoit notamment la construction d'un itinéraire cyclable de 26 kilomètres de part et d'autre de la frontière, l'étude d'une écomusée de l'espace rhénan, ainsi qu'un programme franco-allemand d'acquisition de terrains autour de la rivière Lauter pour en pratiquer l'environnement. Il est largement aidé par des subventions européennes. Ainsi sur deux ans, (1990-1991), PAMINA aura engagé 2 millions d'euros (14 millions de francs environ) payés pour moitié par les Länder allemands, les collectivités locales alsaciennes et l'Etat français.

M. Chérèque a indiqué qu'il faudrait trouver un cadre juridique adapté à ce type d'initiative, peut-être des « groupements européens d'intérêt public », comme il en existe déjà dans le domaine économique. Par ailleurs, il souhaite une simplification des circuits financiers européens, qui oblige les collectivités concernées à faire une sérieuse avance de trésorerie. PAMINA a démarré près de 5 millions d'euros (35 millions de francs) pour les années 1992 à 1994, qui sont débouclés dans le cadre des projets européens INTERREG.

Ce programme, dont le principe a été adopté l'été dernier par la Commission européenne, prévoit une enveloppe globale de 800 millions d'euros (4,8 milliards de francs) pour financer à 50 % des projets de coopération transfrontalière. Il intéressera vivement non seulement les partenaires de PAMINA, mais aussi Alsaciens, Allemands et Suisses dans le cadre du comité tripartite, qui a proposé 33 projets à Bruxelles.

JACQUES FORTIER

Nantes en quête d'identité

Lasse de son manque de notoriété, la cité ligérienne s'en remet aux publicitaires pour lui farger une image

NANTES

de notre envoyée spéciale

ALORS que, depuis plusieurs années déjà, la plupart des grandes villes se sont attribuées d'arrogants qualificatifs, tels que « la surdouée » (Montpellier) ou « l'Européenne » (Lille), pour se valoriser aux yeux de leurs rivaux, Nantes, septième agglomération française, ne parvient pas encore à se distinguer. Son nouveau maire, Jean-Marc Ayrault (PS), qui, en 1989, avait manifesté un certain goût pour les slogans en lançant

sa campagne électorale sur le jeu de mots « Passion-Nantes », a demandé à huit agences de publicité locales de trouver « un concept de ville » pour la capitale des Pays-de-la-Loire.

Il faudra éviter « une image-gadget », a toutefois précisé Jean-Marc Ayrault : il s'agit de mettre en évidence l'identité de la cité. Or la tâche est malaisée. Si Nantes affiche des performances dans quantité de secteurs (agroalimentaire, nouveaux matériaux, électronique, santé, trafic énergétique, génie urbain...), aucune activité ne peut lui servir d'emblème, « comme l'aéronautique à

Toulouse, l'automobile à Sochaux ou la porcelaine à Limoges ». En revanche, la métropole de l'Ouest souffre de quelques clichés tenaces qui mettent au premier rang la construction navale ou la biscuiterie (Choco BN et LU), alors que la première a totalement disparu et que la seconde est devenue mineure au sein du tissu industriel. Pour en finir avec ces images passées, véhiculées par les Nantais eux-mêmes, le maire a lancé, pendant trois semaines, une vaste opération de communication interne.

Un personnage fédérateur

Par le biais d'un jeu-concours, le grand public a été invité à prendre connaissance des ressources nantaises. Près de huit cents décideurs, élus, en outre, assistés à plusieurs débats organisés par la municipalité, qui leur a présenté une étude sur la représentativité de Nantes. Ce document, réalisé par l'agence Saatchi & Saatchi moyennant la somme de 1,2 million de francs, constate, au terme d'un millier d'entrevues... que l'ancienne ville des ducs de Bretagne manque de notoriété, et que sa population est « imprégnée de conservatismisme ».

Pour certains, une telle étude « enfonce des portes ouvertes ». En

revanche, pour Guy Lorant, directeur de la communication de la municipalité, elle a le mérite de confirmer une intuition. « Grâce à ce travail, le maire peut énoncer des vérités qui auraient été jugées iconoclastes quatre ans plus tôt ».

La plupart des responsables économiques - qui disposent déjà d'un label géographique, « Nantes-Atlantique », valable pour l'ensemble de l'estuaire - apprécient aussi l'initiative du maire. L'homme qui s'était fait le pari de réveiller « la belle endormie » a toutes les chances de réussir, estime Jean-Yves Deleau, délégué général d'Atlantique. « C'est un personnage neuf, qui n'a appartenu à aucun clan et qui a été bien élu avec un succès des le premier tour. Il essaie d'établir des passerelles entre les différentes composantes d'une population complexe, et il semble capable de fédérer beaucoup de Nantais autour d'un même concept. C'est une véritable prouesse dans cette ville qui n'a jamais accepté de l'extérieur et qui a été un nouveau maire tous les six ans depuis vingt ans ».

Pour Jean-Marc Ayrault, l'ancienne Venise de l'Ouest dispose d'un autre élément fédérateur : l'eau, et il aimerait bien qu'elle puisse jallir du futur concept de Nantes.

RAFAËLE RIVAIS

Hyménée en Pyrénées

L'Aquitaine et l'Euskadi ont noué une véritable coopération internationale

BAYONNE

de notre correspondant

CE qui n'était à l'origine qu'une relation économique de bon voisinage s'est très vite transformée en mariage d'amour. La région Aquitaine et la province autonome d'Euskadi n'avaient pourtant en commun que quelques kilomètres de frontière à l'histoire conflictuelle, et un golf, appelé de Bayonne par les uns et de Gascogne par les autres, lui-même source de nombreux affrontements entre pêcheurs. Sans oublier l'héritage, en une indivision contestée, du Pays basque français. Mais les nécessités de la construction européenne devaient, en quelques mois, gommer des décennies de méconnaissance, voire d'hostilité entre les deux voisins.

La mise en place au début des années 80 de relations entre les chambres de commerce de Bordeaux, Bayonne, Saint-Sébastien et Bilbao allait servir d'aiguillon aux élus politiques. Le 3 octobre 1989, le président du gouvernement autonome basque, Jose Antonio Ardanaz, et le président d'Aquitaine, Jean Taverne, signaient à Bordeaux un protocole de coopération bilatérale.

Fruit de cet accord, une commission permanente animée par Didier Borotra, vice-président du gouvernement basque, et dotée d'un budget

de 300 000 euros en 1990 (900 000 en 91 et 150 000 en 92), se mettait aussitôt au travail. Avec deux objectifs d'application : le « local » pour la mise au point et le financement de projets intéressant les deux versants de la Bidassoa, et l'« européen » pour des réalisations qui intéressent des zones en bordure de frontière et non à cheval sur celles-ci. Ainsi a-t-on financé la cartographie des Pyrénées françaises au lieu de prendre en charge un relevé concernant les deux versants. Notre commission, en revanche, a décidé de ne retenir que des dossiers ayant une logique internationale.

PHILIPPE ETCHÉVERRY

Lire la suite page 14

Le Monde EDITIONS

VILLES D'EXIL

ET AUTRES NOUVELLES

Prix du Jeune Écrivain 1990

LIRE ÉGALEMENT.

- La Guedeloupe retrouve des couleurs : Technopoles : des oasis dans le désert de la recherche
- Fonctionnaires tchèques : à l'école communale française
- Débat : Comment apprécier le risque financier des collectivités ?
- Bibliographie : Bretagne, à l'Ouest du nouveau.

Comment apprécier le risque financier d'une collectivité

EMPRUNTEURS structurels, les collectivités territoriales sont assaillies d'interrogations des banques, et sur ce marché caractérisé par une très forte concurrence, l'un des principaux prêteurs a été en 1989 jusqu'à pratiquer des taux largement inférieurs à ceux auxquels il se refinançait au même moment sur le marché obligataire... Ces pratiques commerciales ont été largement influencées par l'opinion commune selon laquelle les collectivités territoriales jouissent, en vertu de l'article 11 de la loi de décentralisation qui permet à un créancier de la collectivité de faire saisir la chambre régionale des comptes en cas de non mandatement d'une dépense obligatoire, telle que l'annuité de la dette. Certaines de ces que cette procédure impliquant l'inscription d'office, par le préfet, de la dette sur le budget de la collectivité, n'est-à-dire des augmentations d'impôts locaux, sont de banques n'ont pas tenu compte de la moindre prime de risque dans leurs propositions commerciales, même pour des crédits à quinze ou vingt ans (alors que pour un prêt à une entreprise, le long terme c'est sept ans...). Cette myopie est relatée avec humour par un des principaux prêteurs qui admet que « les collectivités territoriales ont fait une vache dans un pré avec autour du cou une corde tricolore, elle obéissait 10 millions de francs dans la demi-journée! »

Une analyse en quatre points

Autre difficulté de l'exploitation des documents comptables, la plupart des engagements pris par la collectivité n'y figurent pas. Ainsi du crédit-bail, des risques de change ou de taux entraînés par le recours à l'endettement en devise ou aux nouveaux instruments financiers et surtout des relations avec les différents partenaires : SEM, offices HLM, associations sportives, culturelles, etc. Concernant l'ensemble de ces satellites municipaux, s'il convient de surveiller les garanties d'emprunt, listées en annexe au budget, et dont la réglementation a été renforcée par une loi de

Instaurer de nouveaux ratios

► Michel Klopfer est consultant, maître de conférences à l'ENA et à l'Institut d'études politiques.

Suite de la page 13

Sur ce critère seront financés en 1991 plusieurs séminaires et stages de formation, des études de développement de filières agroalimentaires, la connexion de centres de recherche et de pares technologiques, une enquête sur la langue basque, un magazine bimestriel en français, basque et espagnol, des stands parallèles au Salon Européennisme de Munich, etc.

Face à la communauté d'Euzkadi qui dispose d'un statut autonome, d'un budget vingt fois supérieur, d'une police propre, de deux chaînes de télévision, qui assume seule les domaines de la santé, de l'éducation (y compris les universités), des finances, l'«Aquitaine n», selon Didier Borotra, aucun complexe. «La loi de décentralisation de 1982 est, de fait,

depassée. Au grand étonnement des fonctionnaires de la politique interne qui reprochent cette «supralatéralité» basco-espagnole. «Ce sont des feintes», leur projet contre-républicain, rapporte-t-on, pour empêcher la cooptation» (le Monde, 1990).

Même franchise basques, pourtant nationalistes radicaux, que la «nation basque» transite ainsi avec administrati-ve et administrative franc grand bouleversement à faire l'objet d'Europe, nous pré- comme une euro-

Cet objectif est partagé par les responsables aquitains puisque les Pyrénées-Atlantiques est le seul des cinq départements concernés à disposer d'un siège à la commission bilatérale.

« Dans quelques années, la frontière qui nous sépare disparaîtra », déclarait il y a un an José Antonio Ardanza. Alors il ne restera plus entre nous que les barrières que, par inertie ou par préjugé, nous n'aurons pas su supprimer ».

PHILIPPE ETCHEVERRY

« Bretagne : A l'ouest, du nouveau ! »

Au fil de pages passionnées au point de verser parfois dans des pro-

Jets utopiques (Brest, futur port européen d'éclatement pour les conteurs), le directeur général adjoint du groupe Hersant, étudie tout à la fois, en concertant avec l'Appari (et malgré des charges lourdes et gratuites contre les responsables nationaux ou locaux socialistes), les périodes de gloire (maritimes) et de déclin, l'économie, la culture, l'éducation, les chances de la Bretagne dans l'Europe, si elle sait se montrer créative. Et en hommage à René Pélissier, le rappelle cette phrase de l'ancien président du Conseil : « *L'Europe commence à l'océan.* »

Mais Bertrand Cousin est d'abord un homme politique. Du début à la fin Breugne : à l'ouest, du nouveau ! apparaît comme un exposé des motifs d'un véritable programme électoral. Il ne serait pas étonnant que l'auteur brigue la direction de la liste de droite en 1992 aux élections régionales.

FRANÇOIS GROSRIKARD
→ *Bretagne : à l'ouest, du nou-
veau*, par Bertrand Cousin. Édi-
tions Jean Picolet, 205 p.,
98 F.

► **Ville et développement économique.** — La commission des communes urbaines de l'Association des maires de France organise, en collaboration avec notre journal, les 6 et 7 octobre 1981, à Cambrai, un colloque « Ville et développement économique ». A partir d'exemples concrets seront étudiées la capacité des villes de mettre en œuvre une stratégie de développement économique, de maîtriser l'offre foncière, d'aider les entreprises et de se doter d'un service d'action économique. Le partenariat entre les services publics et privés, la coopération entre les communes et les différentes collectivités territoriales, la formation feront également l'objet de débats.

► **Renseignements et inscriptions :** Association des maires de France, 21 rue de Valenciennes, 59000 Lille. Tél. 031 42 51 26-29.

□ Le Fédération des maires de villes moyennes (FMVM) réunira plus de cent maires français et européens à Albi, les 24 et 25 janvier, pour réfléchir à l'avenir de ces villes dans la perspective de l'Europe de 1992.

□ **Le bilan des comités de bassin d'emploi.** — La Comité de liaison des comités de bassin d'emploi, que préside M. Gérard

Delfau, sénateur socialiste de l'Hérault, organise, le 15 janvier au Sénat, une journée nationale pour confronter les expériences et les initiatives lancées par ces organismes depuis 1981, à propos notamment de la gestion prévisionnelle de l'emploi et l'amélioration de la formation professionnelle. Il existe actuellement une centaine de comités de bassin d'emploi dans

différentes régions de métropole et en Guadeloupe.

► Comité de liaison des comités de bassin d'emploi, 9 rue Georges-Pitard, 75015 Paris. Tél (16-1) 48-42-67-70.

■ **Musées d'histoire naturelle.** — La Fédération nationale des communes pour la culture (FNCC) organise deux journées de réflexion sur la place des musées d'histoire naturelle dans les communes, les 25 et 26 janvier, au Muséum d'Orléans. La FNCC aimerait que le ministère de l'Éducation nationale, auquel sont rattachés ces musées, prenne mieux en mains leur gestion, qui, à l'heure actuelle, est souvent assurée par les collectivités locales.

■ Le congrès de l'AMF en ses assemblées vidéo. L'association des maires de France (AMF) vient de réaliser pour les maires et les associations départementales intéressées deux cassettes vidéo de son 73^e congrès, les 22 et 23 octobre dernier. Le thème des débats a été les temps forts du travail en commission et des discours de la séance plénière. L'autre, plus générale, couvre, outre les grands débats, les remises de récompenses, les remerciements et le vote pour l'animation au sens large de la municipalité. D'une durée de dix à douze minutes, elles coûtent 200 francs pièce (250 francs les deux en port payé).

► Commandez et réglez à New Association, 4, rue Pierre-Brossolette, 92190 Issy-les-Moulineaux, 72190 (1) 46-98-27-27.

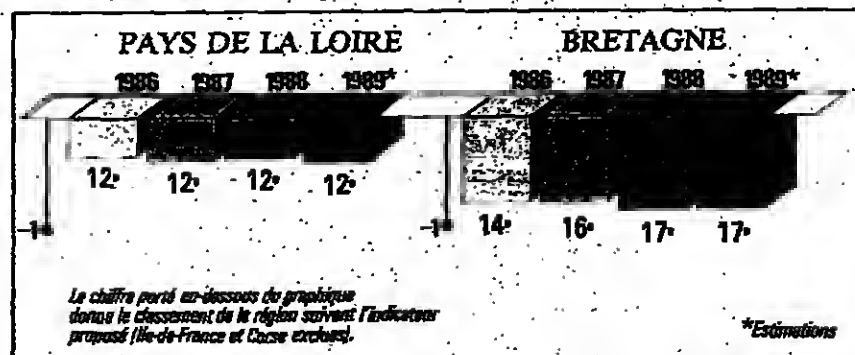
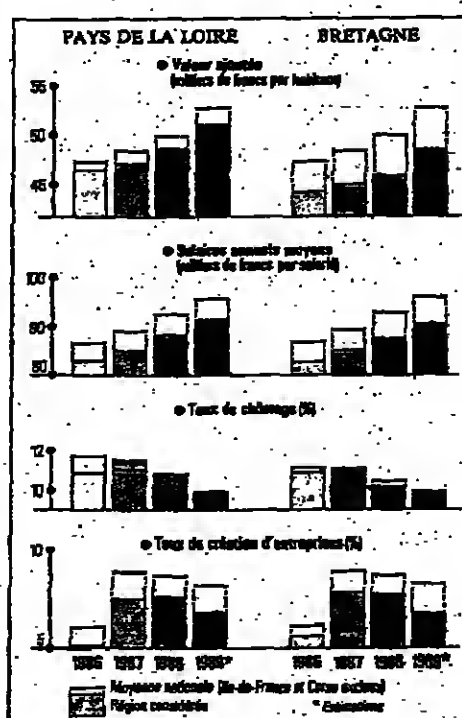
« LE MONDE »/ECONOMIE/INSEE

La situation économique des régions françaises évolue. En rendant compte à travers quelques données statistiques de l'évolution significative, ses facteurs significatifs. On en a ici retenu quatre (cf. graphiques ci-dessous), suivies depuis 1986 :

- la valeur ajoutée par habitant, qui traduit le potentiel productif régional des secteurs agricoles, industriel et tertiaire ;
- le salaire moyen par tête ;
- la taxe de chômage ;
- le taux de création d'entreprises, c'est-à-dire le rapport du nombre de créations d'une année au stock d'entreprises existantes au 1^{er} janvier de l'année.

La vision d'ensemble apparaît contrastée. Le Monde nous le rappelle, l'INSEE de son côté, une représentation synthétique de l'évolution de ces quatre variables. L'exercice est difficile : derrière la simplicité du nombre unique, se cachent en effet les conventions

donc il résulte et qu'il faut expliciter pour l'interpréter, d'ailleurs avec prudence. Les conventions retenues ici pour combiner les quatre variables observées résultent d'une analyse en composantes principales effectuée sur vingt régions métropolitaines (hors Ile-de-France et Corse, que leurs caractéristiques éloignent trop des autres régions). Elles conduisent à retenir les coefficients de $+0,83$ pour la valeur ajoutée par habitant, $+0,14$ pour le salaire moyen, $-0,19$ pour le taux de chômage et $+0,03$ pour le taux de création d'entreprises. Chacune des variables observées se distribue autour d'une moyenne nationale (toujours Ile-de-France et Corse exclues) qui a été ramenée à zéro. La moyenne de l'indicateur synthétique régional est donc nulle par construction.

**PAYS-DE-LA-LOIRE: 12**

BRETAGNE: 17°
De faibles niveaux du salaire moyen et de la valeur ajoutée par habitant expliquent la position de la Bretagne. Seul le taux de chômage est proche de la moyenne des régions de province.

L'indicateur synthétique s'est légèrement dégradé depuis 1988, en raison d'une faible progression relative de la valeur ajoutée par habitant. L'industrie bretonne est en effet très spécialisée dans l'agro-alimentaire et, par conséquent, pénalisée par la baisse de la valeur ajoutée d'ensemble de ce secteur entre 1988 et 1989.

HEURES LOCALES

La Guadeloupe retrouve ses couleurs

Un an après le passage du cyclone « Hugo », les élus de l'archipel croient plus que jamais à l'avenir d'un tourisme maîtrisé

POINT-A-PITRE
de notre envoyé spécial

Le cyclone Hugo a dévasté la Guadeloupe le 16 septembre 1989. Aujourd'hui, quelques cocotiers accusent encore le ciel de leurs moignons décapités, mais la végétation tropicale a recouvert la plupart des traces de son passage.

La nature a pansé les plaies, les hommes tentent maintenant de reprendre confiance. Le conseil régional, qui s'est pour la première fois impliqué dans l'organisation de la Route du Rhum, a pu peser les bénéfices de son investissement de 5 millions de francs. Par la grâce de Florence Arthaud, le 18 novembre 1990 est devenue une date historique de la conquête des mers à laquelle le nom de la Guadeloupe restera associé.

La campagne publicitaire engagée en métropole à cette occasion a également sans doute participé au rétablissement d'une image que chacun voyait très compromise un an auparavant. Dès décembre, un mois avant l'ouverture traditionnelle de la saison touristique, les 4 700 chambres d'hôtels de l'île étaient pratiquement toutes occupées.

Les Guadeloupéens semblent avoir pris conscience pendant la longue saison sèche et blanche de 1989 du rôle du tourisme dans leur économie. Certains avancent même que la réputation d'inhospitalité qui desservait souvent l'image de l'île pourrait heureusement en faire les frais.

Relancer la Côte sous-le-vent

C'est ainsi que trois ans après une troisième édition de la Route du Rhum viciée par la traversée de l'archipel, le conseil régional peut maintenant faire du tourisme une de ses priorités : « Nous avons demandé à l'agence de l'environnement, du tourisme et des loisirs de nous définir un schéma directeur », explique Félix Proto, président (PS) de l'assemblée régionale. Les

élus sont maintenant convaincus de l'avenir touristique de la Guadeloupe.

La relance du domaine hôtelier de Fort-Royal est l'action la plus spectaculaire et la plus significative du conseil régional. Cet hôtel lui a été cédé par le tribunal de grande instance de Bordeaux à la suite de la faillite frauduleuse de son ancien propriétaire. Cent cinq mil-

lions de francs de travaux ont été engagés pendant un an pour faire de cet ancien chalet du Club Méditerranée - fermé pendant quatre ans à la suite des attentats indépendantistes de 1984, qui avaient fait fuir la clientèle nord-américaine -, le pôle d'attraction du tourisme de la Côte sous-le-vent, à Basse-Terre.

Cette côte est la partie désertée de l'archipel : la dernière à avoir été desservie en eau et en électricité. Elle a toujours souffert d'un manque de confiance des investisseurs. Le conseil régional veut faire de Fort-Royal le point d'ancrage d'une activité touristique diffé-

rentielle de celle qui occupe la clientèle de la zone littorale de Grande-Terre, entre Gosier et Saint-François. Aux activités nautiques d'une plage adossée aux contreforts boisés de la Soufrière, les aménageurs ont bien entendu ajouté tennis et golf, mais surtout la possibilité d'excursions vers la forêt du parc national ou la mangrove du Grand-cal-de-sac marin.

Les communes de Sainte-Rose et de Deshaies sont les premières à profiter de la réouverture de Fort-Royal. Les commerces, les restaurants, les taxis voient leur activité augmenter. Le Crédit agricole envisage aujourd'hui d'agrandir son agence de Deshaies.

C'est un pari que tente le conseil régional en portant ses efforts sur la Basse-Terre, alors que la presque totalité de l'activité touristique est pour l'instant concentrée dans une seule zone de l'île. Cette démarche justifie de lourds investissements : dans le domaine routier, la suppression des ponts à voûte unique, le rachat et la réfection du

domaine de la Grivelière, une ancienne plantation de café sur les pentes de la Soufrière, au-dessus de la commune de Vieux-Habitants.

Des priorités que ne conteste pas Ernest Montoussamy, maire (apparenté communiste) de Saint-François. Son arrivée à la mairie a précédé de peu Hugo. Le cyclone a fait 35 millions de francs de dégâts sur cette commune de 8 000 habitants, véritable Riviera guadeloupéenne avec son golf, sa marina et des hôtels de luxe. M. Montoussamy souhaite profiter de la reconstruction pour rééquilibrer le développement de Saint-François, entièrement voué depuis plusieurs années au tourisme : « Nous avons des propositions d'aménagement qui nous permettraient largement de doubler nos capacités d'accueil. Mais nous ne voulons pas le faire dans n'importe quelles conditions. Les capacités de la commune en équipement arrivent à saturation. Il nous faudrait une autre station d'égout. Nous voulons programmer, maîtriser notre développement. Il devrait s'appuyer autant sur le pêche, l'artisanat, l'agriculture que le tourisme. Il n'est pas possible qu'à cause d'une activité dominante à caractère saisonnier, deux populations cohabitent sans jamais se fréquenter. »

300 000 touristes par an

Le tourisme, que les Guadeloupéens ont souvent ressenti comme « imposé », devient aujourd'hui une ressource essentielle de l'île. Avec environ 300 000 visiteurs par an (pour une population de 340 000 personnes), son chiffre d'affaires est déjà équivalent à celui de l'agriculture. Et les élus du conseil régional ne veulent pas qu'il se substitue aux activités traditionnelles, même si le marché potentiel de l'Europe et de l'Amérique permet d'envisager un doublement, voire un triplement, de la fréquentation dans les prochaines années.

CHRISTOPHE DE CHENAY

Technopoles : des oasis dans le désert de la recherche

TOULOUSE

de notre correspondant

QUELLES retombées une région peut-elle espérer de sa technopole ? La question était au centre des débats de la récente assemblée générale de France-Technopoles, une association qui regroupe trente-trois technopoles françaises. Les participants ont été accueillis, les 18 et 19 décembre, par Jean Barcelini, responsable de la technopole de l'agglomération toulousaine, fier à l'évidence de représenter une ville qui, selon ses propres mots, « fait envie ». Pour confirmer le propos, le maire, M. Dominique Baudis, n'a pas manqué de souligner le développement de Toulouse et de son agglomération, qui compte aujourd'hui plus de six cent mille habitants : « En 1989, plus d'une entreprise de haute technologie s'est créée par jour à Toulouse, permettant quelque sept mille créations nettes d'emplois sur l'agglomération. »

Réseaux nationaux et internationaux

Satisfait général donc d'après le lever de rideau d'une manifestation censée exalter le rôle des technopoles, qui constituent, à en croire M. Jean-Yves Delaune, délégué général d'Atlantopole à Nantes, « un début de réponse au déficit en recherche dont souffre la France ».

Mais le résultat - et les travaux de l'assemblée l'ont mis en évidence - n'est pas satisfaisant. Une enquête commandée à la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale) semble d'ailleurs montrer que les technopoles ne parviennent pas à diffuser largement leurs activités au-delà des matrices urbaines ou périurbaines. En clair, la logique des technopoles s'accompagne mal d'une politique d'aménagement du territoire soucieuse de conserver les équilibres économiques de zones fortement contrastées.

M^{me} Jacqueline Poussier, direc-

trice de l'Association Rennes-Atlantique, notait que « le responsable de l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) était peut-être des collaborations avec des petites villes ou des villes moyennes ». Ainsi a-t-on découvert que la zone d'influence de ces pôles technologiques reste étroitement limitée, obéissant plus à une logique de réseaux qu'à celle des solidarités territoriales. Toulouse, Rennes, Nice et les autres - qui ne contestent pas le rôle de Paris en tant que centre de décision - jouent à l'évidence la carte des échanges hexagonaux, voire internationaux, plutôt que celle des difficiles relations de voisinage avec des villes, des bassins d'emplois qui ne sont pas toujours au diapason.

Certains des participants de l'assemblée générale ont voulu voir un problème de communication. Ainsi, en Midi-Pyrénées, des villes moyennes comme Castres, Albi ou encore Rodez seraient victimes de la faiblesse des réseaux routiers, d'un enclavement sécuritaire que de tout récents efforts dans le domaine des infrastructures tentent de corriger. Mais à y regarder de plus près, il semble bien que les technopoles tournent le dos, par nécessité interne, au tissu régional qui les entoure. Elles se vivent comme des têtes de réseaux de recherche, les nœuds d'un filet dont les mailles sont bien trop grosses, à quelques exceptions près, pour enserrer les territoires régionaux.

L'Etat et les collectivités territoriales pourraient favoriser l'irrigation du tissu économique régional. Mais, en dépit de la décentralisation de quelques CRIT (centres régionaux d'innovation et de transferts de technologie) - environ cent cinquante en France -, les transferts de technologie demeurent souvent à sens unique.

GÉRARD VALLES

Fonctionnaires tchèques à l'école communale française

Paris et Prague coopèrent pour former des cadres territoriaux

CINQ jeunes fonctionnaires de la ville d'Ostrava viennent de passer trois mois en France dans le cadre d'un accord de coopération entre cette ville tchèque et l'Institut de la décentralisation. « Nous vivons dans un système hypercentralisé depuis quarante ans », explique Jiri Smejkal, le maire d'Ostrava. Il nous faut changer non seulement le système politique mais aussi le mode de gouvernement municipal. Les anciens schémas de pouvoir ne sont plus adaptés. Il existe même une déformation des esprits. Qui peuvent nous communiquer son expérience de la décentralisation ? La France ».

Voilà pourquoi Jana Lindovska, une jeune femme de vingt-sept ans, est arrivée à Lorient à l'automne dernier pour s'informer de la façon dont une ville française gère le développement économique local. Ses collègues, selon leur spécialité, se sont retrouvés en stage de formation à Grenoble (sécurité publique), Saint-Denis (aide sociale), Boulogne-Billancourt (traitement de l'eau) et Toulon (culture et éducation).

Ancien professeur d'économie à l'école supérieure des mines d'Ostrava, Jana Lindovska est allée de découverte en découverte pendant son séjour breton. Elle a étudié en détail les zones de création d'entreprises de l'agglomération lorientaise, persuadée qu'il y a là un outil utilisable dans sa ville natale, gros centre industriel et minier gâté par la crise. « Qui peut gérer le développement économique local, sinon la ville elle-même ? », s'exclame cette ancienne spécialiste de la planification.

Mais la jeune fonctionnaire tchèque s'est surtout intéressée à la coopération intercommunale. Même si elle ne comprend pas bien pourquoi « on passe au district avant d'avoir épuisé toutes les possibilités du SIVOM », elle estime que l'intercommunalité à la française est une réponse possible aux difficultés d'une ville-centre comme Ostrava en matière de sécurité, d'ordures ménagères et de transports en commun.

Comment utiliser et transmettre l'expérience acquise en trois mois d'immersion dans les collectivités locales françaises ? Ivano Smolík,

reux. » Pour les trois cent cinquante mille habitants de sa ville, Jiri Smejkal ne dispose que de deux cent cinquante fonctionnaires. Dont cinq seulement ont désormais une idée de ce que peut être la gestion locale. Il sourit : « Nous manquons tellement de tout que, parfois, nous n'avons même pas conscience de ce qui nous manque. » Pour tenter de recenser les besoins de cette grande ville du nord de la Moravie, les experts de l'Institut de la décentralisation vont y réaliser un audit. Paul Graziani, président de l'Institut, sénateur (RPR) des Hauts-de-Seine, espère que cette opération-pilote avec Ostrava débouchera rapidement sur une coopération plus globale pour la formation des cadres territoriaux tchécoslovaques. Un colloque international devrait être organisé à Prague à l'automne prochain.

JEAN-JACQUES BOZONNET

LES COLLECTIVITÉS LOCALES SONT PARTOUT À LA UNE

Mais qui peut mieux faire comprendre leur rôle dans l'économie et la société d'aujourd'hui que les élus eux-mêmes à travers leurs activités, leurs témoignages et leurs démarches communes ?

Pour bien saisir ces réalités, rejoignez les lecteurs de

DEPARTEMENTS COMMUNES

la revue de l'Association des maires de France et de l'Assemblée des présidents des conseils généraux et découvrez, avec le numéro de janvier, sa formule renouvelée.

41, quai d'Orsay, 75007 Paris. Tél. (1) 45.51.66.46

REPÈRES

BASSE-NORMANDIE

Caen enterre son stade

Le chaudron de Venoix n'en peut plus. Les installations sportives du stade Malherbe caennais sont usées, fatiguées, ne correspondent plus aux exigences du club qui fait bonne figure pour sa troisième saison en première division. Vieux projet, la construction d'un stade régional de 20 000 places minimum sera enfin réalisée pour l'été 1993. Le conseil municipal de Caen vient de désigner un cabinet d'architectes caennais pour cet investissement de l'ordre de 150 millions de francs. Particularité et première architecturale en France : le futur stade, construit en site urbain à proximité de l'ancien, sera encaissé, avec une pelouse à 6 mètres sous le niveau du sol.

HAUTE-NORMANDIE

Oui au district d'Elbeuf, non à Rouen

Les projets de transformation de deux importants SIVOM (Syndicat intercommunal à vocation multiple) de Seine-Maritime viennent de connaître des sorts opposés. Celui d'Elbeuf (54 600 habitants pour dix communes), dirigé par le maire socialiste de cette ville, René Younou, a été transformé en district, ce que n'a pas réjoui Laurent Febius, président du syndicat de l'agglomération de Rouen (394 000 habitants pour 33 communes).

A Elbeuf, on attend beaucoup du futur district dans une agglomération qui ne s'est toujours pas remise de la disparition dans les années 60 de la mono-industrie textile, remplacée par une autre mono-industrie, automobile cette fois, avec l'usine Renault de Cléon. Le taux de chômage s'élève à 13,5 % dans le bassin d'emploi, dont 58 % de femmes.

Le président du SIVOM de l'agglomération de Rouen s'est heurté au tir de barrage organisé par Jean Lecanuet. L'avantage de la dotation globale de fonctionnement perçue par un district est l'argument principal de M. Febius au

moment où l'agglomération va se lancer, dès 1991, dans la construction d'un réseau de métro-bus estimé à 2 milliards de francs. M. Lecanuet a mobilisé les élus ruraux qui craignent la redistribution à leurs dépens des ressources du fonds départemental de la taxe professionnelle au profit des districts à fort potentiel. Un exemple : le nouveau district d'Elbeuf percevra 16,6 millions de francs de l'usine Renault de Cléon au lieu de 7,4 millions lorsqu'il n'était qu'un SIVOM.

Le Havre

seu redonner ses docks

La ville du Havre, comme tous les grands ports, n'a cessé de se développer. Mais la ville, au sein de l'extérieur de ses limites traditionnelles. Le temps des docks-fourmillements humains, pris dans le tissu urbain, est révolu. Les quais à conteneurs sont rejetés à des kilomètres du centre-ville laissant des bassins vides et une image négative.

Le cas du bassin Veuban, en Havre, est caractéristique puisqu'il est situé à l'entrée de la ville, au débouché de la seule voie autoroutière, à proximité de la gare SNCF. Aucun voyageur ne peut donc échapper à la vision de ce plan d'eau rectangulaire de 10 hectares, sans vie, bordé de docks à l'abandon.

Un projet défendu par Patrick Foulland, adjoint PS au maire communiste de la ville, chargé de l'urbanisme, veut justement transformer cette plaie dans le paysage urbain. L'objectif : profiter d'un site de 60 hectares au point de convergence des pénétrantes routières, pour « mettre en scène une porte de ville ».

Le projet est séduisant : une arche « signal » dominant le plan d'eau, la création d'un centre d'échanges et d'un pôle d'activités technologiques dans les bâtiments

restaurés des anciens docks. La Compagnie générale maritime s'engage à y construire son centre de direction. S'y ajouteraient des activités nautiques de loisir.

RHÔNE-ALPES

Un nouveau palais de justice à Lyon en 1994

Après quelque quinze années d'attente, les magistrats et les fonctionnaires de justice de Lyon - qui travaillent dans des conditions souvent épouvantables - avaient fini par considérer le projet de nouvelle cité judiciaire comme un « palais des chimères ». L'approbation récente par le préfet du Rhône d'un avant-projet détaillé, qui doit précéder de peu le déblocage du permis de construire, a ravivé leurs espoirs.

Le nouveau palais de justice, qui existe déjà sous la forme d'une maquette, devrait être livré au début de 1994. Son coût, avoisinant 500 millions de francs, devrait en faire « le chantier du siècle de la chancellerie ».

Lorsque Pierre Arpailleur, alors garde des sceaux, donna, en juillet 1989, un vert feu budgétaire, Yves Lion, l'architecte présent au milieu des années 70, dut largement remanier son projet pour l'adapter aux besoins nouveaux.

Le bâtiment qu'il a conçu « s'organise en équerre » et conserve grosso modo la forme d'une peigne, entre les dents desquels des jardins en gradins viendront coiffer les différentes salles d'audience.

D'une surface utile de 22 500 mètres carrés (pour 52 000 mètres carrés hors tout), le futur palais - dont les matériaux de base devraient être le grès, le verre et le cuivre (pour les toits) - sera la plus importante enceinte judiciaire de France, après Paris, puisqu'elle regroupera l'ensemble des juridictions et des services - tribunal de grande instance, cour d'appel, cour d'assises et même tribunal de commerce - employant environ six cents personnes.

Le début des travaux est prévu au printemps prochain. Pour l'heure, aucun choix n'a été opéré quant à la destination du vaste mais historique palais aux vingt-quatre colonnes qui borde la Saône et le Vieux Lyon.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de Raphaële Rivais et de nos correspondants : Robert Belleret (Lyon), Etienne Banzer (Rouen), Jean-Jacques Lerozier (Caen).

Journal 150

CARNET DU

ÉCONOMIE

Le Monde • Dimanche 13 - Lundi 14 janvier 1991 17

SOCIAL

La maîtrise des dépenses d'assurance-maladie

Le gouvernement prévoit 750 millions de francs d'économies sur la radiologie en 1991

La commission de nomenclature de la Caisse nationale d'assurance-maladie a été saisie pour avis vendredi 11 janvier d'une série de mesures qui doivent permettre de réduire de quelque 750 millions de francs en 1991 les remboursements d'examen de radiologie.

Ces dispositions, qui émanent du ministère de la santé, s'inscrivent dans le cadre du plan de maîtrise des dépenses d'assurance-maladie qui, comme l'a récemment rappelé M. Brun Durieux, ministre de la santé (Le Monde du 18 décembre), doit peser non pas sur les malades mais sur les professions de santé.

L'activité des radiologues, qui s'est accrue de 24,2 % ces deux dernières années, devrait être amputée de quelque 11 % en 1991. La première mesure consiste à réformer le mode de tarification des actes de radiologie conventionnelle, aboutissant à une économie de l'ordre de 600 millions de francs.

Une cotisation de base sera introduite (elle sera remboursée sur la base de 215 francs), et les actes techniques seront en partie forfaitisés afin d'éviter la multiplication des clichés superflus. En revanche, les radiographies permettant de contrôler le transit de l'intestin grêle et certaines radiographies du colon seront mieux rémunérées.

En second lieu, les examens réalisés à l'aide d'un scanner seront

l'objet d'une cotisation nouvelle. L'acte intellectuel du praticien sera « facturé » à hauteur de 125 francs mais l'acte technique sera lui aussi forfaitisé (de 554 à 626 francs) selon la catégorie de l'appareil, le nombre d'examens annuels et la localisation géographique (Paris, banlieue, province) du laboratoire. Ces dispositions, auxquelles seront soumis les cent quarante scanners installés dans le secteur libéral, doivent dégager 150 millions de francs d'économies en 1991. Au passage, elles permettront aux assurés sociaux de ne

pas avoir à procéder à des avances de fonds, hormis la consultation.

L'ensemble de ces mesures ainsi que celles qui ont déjà été prévues par le gouvernement (forfaitisation des actes de biologie pour les cliniques privées, accord préalable pour la prise en charge de certains médicaments et baisses de prix de spécialités dont l'efficacité thérapeutique n'est pas avérée, réduction de certaines prestations des pharmaciens), doivent permettre de réduire de 10 milliards de francs en 1991 les dépenses de l'assurance-maladie.

J.-M. N.

Après accord avec les syndicats

Les entreprises de travail temporaire vont adhérer à une caisse unique de retraite complémentaire

Désormais, les salariés permanents du travail temporaire et les intérimaires seront affiliés à une seule caisse de retraite complémentaire, l'IREPS (Institution de retraite et de prévoyance des salariés) pour les salariés inférieurs au plafond de la sécurité sociale et la CIRCA (Caisse interprofessionnelle de retraite des cadres et assimilés) pour la partie supérieure au plafond. Un accord en ce sens a été signé le 10 janvier entre les deux syndicats professionnels de l'intérim, le PRO-

MATT et l'UNETT, et les organisations syndicales (CFDT, CFTC, CFE-CGC et FO). La CGT a réservé sa réponse.

Jusqu'à présent, les intérimaires cotisaient à plusieurs caisses en raison de la multiplicité de leurs employeurs successifs. Ils risquaient de perdre des points de retraite et la reconstitution des carrières était souvent délicate. Avec une caisse unique, ils pourront bénéficier des mêmes avantages que les autres salariés.

BANQUES

Accessible aux commerçants

Le fichier national contre les chèques volés entrera en service le 18 janvier

M. François Duboin, ministre délégué au commerce et à l'artisanat, M. Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France, et M. Jacques Dermagne, président du Conseil national du commerce, viennent d'annoncer le lancement, pour le 18 janvier prochain, du premier service national de détection des chèques volés ou perdus.

Le fichier national des chèques volés ou perdus (FNCV) pourra être consulté par les commerçants

victimes de l'escroquerie aux chèques valés qui porte, estime-t-on, sur 1,5 milliard de francs annuels. Le FNCV sera accessible par Minitel ou par lecteur automatique branché sur Minitel. L'abonnement sera gratuit mais chaque consultation coûtera 1,85 franc dont 0,50 franc ira à France-Télécom.

Le fichier sera alimenté par les services de police et de gendarmerie et par les banques qui, dans leur majorité, suivent le projet. La Banque de France et le Conseil national du commerce s'entendent, pour la première année, à 55 millions d'appels, soit des consultations sur moins de 2 % des chèques échangés. On devrait atteindre 120 millions d'appels la deuxième année et 200 millions en régime de croisière, soit un coût par quinze environ. La mise en place du fichier a coûté 89 millions de francs, supportés par un tiers par la Banque de France, et les frais de fonctionnement annuels seront de 91 millions de francs. L'amortissement des investissements devrait se faire sur trois ans.

La Banque de France et le Conseil national du commerce estiment que tous les chèques ne méritent pas vérification. L'analyse du comportement des fraudeurs aurait permis de déceler que les canaux les plus exposés sont ceux qui ont un fort volume de transactions et dont l'achat moyen est élevé (les grands spécialistes du bricolage par exemple), les commerces à faible volume de transactions et dont la valeur moyenne de l'achat est élevée (bijouterie) et ensuite les supermarchés et les commerces alimentaires de proximité.

mité. Selon le CNC (Conseil national du commerce), vérifier tous les chèques supérieurs à 1 000 francs ou ceux supérieurs de 10 % à la valeur moyenne des dépenses permettrait d'obtenir une sécurité maximum.

Le FNCV sera-t-il pour autant efficace contre la fraude organisée? Rien n'est moins sûr. Les réseaux de vol et d'écoulement des chèques sont parfaitement organisés pour étaler la fraude sur un laps de temps très court compris entre vingt-quatre et quarante-huit heures, soit bien trop rapidement pour permettre souvent la découverte du vol et l'inscription des numéros de chèques sur le FNCV. Le fichier devrait en tout cas être dissuasif contre la fraude occasionnelle. Des études de faisabilité ont été lancées pour permettre l'interconnexion du FNCV avec le fichier des interdictions de chèques et des chèques sans provision.

Y. M.

INDUSTRIE

Acquéreur des parts de la GMF

La Redoute devient le seul propriétaire de La Maison de Valérie

La Redoute, numéro un en France de la vente par correspondance (VPC) et filiale intégrée du groupe Printemps, qui avait acquis la moitié du capital de la boutique société du secteur, La Maison de Valérie, en mars 1989, vient d'acquiescer de la Garantie mutuelle des fonctionnaires (GMF) les 50 % qui lui manquaient. La GMF, que préside M. Jean-Louis Pétriat, avait racheté La Maison de Valérie en même temps que le FNAC, lors de l'effacement des Coopératives de consommateurs, en 1985.

La Redoute (12,9 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1989) explique également en France deux autres maisons de VPC, Movitex, spécialisée dans la vente aux plus de cinquante ans, et Vert Baudet, destinée aux enfants. Le chiffre d'affaires de La Maison de Valérie a dépassé en 1990 le milliard de francs.

La GMF entre dans le capital de La Redoute de manière symbolique (moins de 2 %), et M. Pétriat occupera un siège au conseil d'administration. Un projet de catalogue en commun destiné aux 2,7 millions de fonctionnaires sociétaires de la GMF va être mis à l'étude.

Embargo et chute du cours du dollar

Aérospatiale pourrait être en déficit en 1990

M. Henri Martre, président du groupe Aérospatiale, n'a pas insisté sur sa mesure dans le bilan qu'il a présenté à la presse le 10 janvier, sur les pertes que sa société pourrait connaître au cours de l'exercice clos.

L'embargo décidé à l'encontre de l'Irak n'obligera à inscrire au chapitre des profits et pertes des livraisons d'armes en instance de paiement. Plusieurs centaines de missiles et une dizaine d'hélicoptères commandés ne seront pas livrés à Bagdad. C'est dire que les pertes dues à la conjoncture internationale se chiffrent en centaines de millions de francs. L'événement qui a échoué de mettre Aérospatiale en déficit est la chute du dollar qui a fluctué autour d'un cours de cinq francs que M. Martre estime de 32 % inférieur à la valeur réelle de la monnaie américaine.

270 prévus), l'arrêt de transport régional ATR (80 appareils), les hélicoptères (289 appareils dont 92 % à l'exportation) et les satellites (10 milliards de francs de commande). Aérospatiale possède, à ce jour, un portefeuille de 120 milliards de commandes contre 90 milliards, il y a un an.

La division des missiles tactiques est celle qui semble la plus déficitaire, mais M. Martre ne veut pas désespérer. « La situation est mauvaise, a-t-il déclaré, mais honorable. » Il a fait état d'un catalogue complet de missiles allant de l'anti-char ERYX au RM5, en passant par le missile sol-air-surface ASTER, le missile anti-navire ANS.

M. Martre, qui est un chef partisan des associations multiples permettant d'éviter des concurrence inutiles et de mieux répartir les dépenses de recherche et de développement entre industriels, travaille à la naissance d'un nouveau consortium.

Après Eurocopter dans les hélicoptères, Euro-Hermes pour la navette spatiale, Airbus pour les avions régionaux, il discute avec les Allemands, les Italiens et les Espagnols sur une structure destinée à fabriquer et à commercialiser un avion commercial de 30-130 places et dont la naissance semble dépendre, désormais, des approbations gouvernementales.

A. F.

« Mauvaise, mais honorable »

C'est pourquoi en attendant que les comptes précisent l'étendue des dégâts financiers, le président d'Aérospatiale a préféré souligner les résultats les plus favorables de l'année passée. Au premier rang de ceux-ci, les prises de commandes qui ont atteint 55,3 milliards de francs, alors qu'il n'était attendu que 50 milliards. Les artisans de cette réussite sont Airbus (404 appareils vendus au lieu des

Déjà numéro un français

Besnier achète les Fromageries Girod

Les deux sociétés ont annoncé jeudi 10 janvier dans un communiqué commun que le groupe Besnier va prendre le contrôle des Fromageries Girod. Le célèbre roquefort, la raclette et le gruyère produits par l'entreprise familiale Girod (243,5 millions de francs de chiffre d'affaires) vont donc rejoindre le camembert Président et Pierre Lanquet et les autres fromages du groupe Besnier.

Numéro un français du fromage, Besnier qui avait déjà doublé sa taille en juillet dernier avec l'acquisition de Bridel (Le Monde du 11 juillet 1990) et représentait un chiffre d'affaires total de 17 milliards de francs dont 25 % à l'exportation, conforte ainsi sa position sur le marché européen des fromages.

L'opération devrait être réalisée d'ici à la fin du mois de janvier. Le prix de cession devrait être fixé entre 190 et 210 F par action.

TRANSPORTS

Sur la Manche-Ouest

Brittany Ferries a transporté 24 % de passagers de plus en 1990 qu'en 1989

Pour la troisième année consécutive, le groupe maritime Brittany Ferries, dont le siège est à Roscoff, aura dépassé des résultats financiers positifs. Le chiffre d'affaires a atteint 1,7 milliard de francs.

Le nombre de passagers transportés sur les lignes de la Manche-Ouest et sur la ligne Plymouth-Santander a atteint 2,6 millions, soit 24 % de plus qu'en 1989. Le programme d'investissement en nouveaux navires (deux ferries à construire en Finlande) décidé en 1990 a été particulièrement important (1,3 milliard de francs).

« L'ouverture prochaine du lien fixe entre la France et la Grande-Bretagne ne nous fait pas peur à condition que la modernisation des ports de l'Ouest ne soit pas stoppée et que les infrastructures routières soient renforcées, par exemple l'axe Seine-Midi-Nantes », a déclaré le président du groupe, M. Alexis Gouverneur.

A propos de la politique relative à la marine marchande, M. Gouverneur a renvoyé dos à dos le gouvernement Chirac et celui de M. Rocard : « Les moyens pour développer une ambition maritime sont insuffisants. A un malade, il ne suffit pas de donner de l'aspirine. Et puis, quand il s'agit d'aides, l'Etat commence par se subventionner lui-même... », a-t-il aussi déclaré.

Armistice dans le bâtiment

Le groupe Pelège renforce son poids dans l'organisation et la stratégie de la SAE

Dans la déjà longue et complexe histoire de la lutte pour le pouvoir au sein de la SAE (l'un des premiers groupes français du secteur du bâtiment), un armistice fragile a été conclu le 10 janvier à l'issue d'une réunion tenue du conseil d'administration. Il conforte la position de M. Michel Pelège, notamment au sein de cet organisme, chargé pour tenir compte du poids respectif des nouveaux actionnaires.

Une assemblée générale du groupe va être réunie prochainement pour approuver la nouvelle composition du conseil d'administration, qui passera de neuf à quinze membres. Le groupe immobilier Pelège y disposera de quatre sièges auxquels il faut en ajouter un cinquième obtenu par le Crédit lyonnais son allié. La société de travaux publics espagnole Ocisa occupera trois sièges et il ne restera à la « coalition » des actionnaires privés de l'actuel président, M. Jean-Claude Jammes, que sept postes.

Autant dire qu'à l'issue de cette manche, la relative liberté d'action de ce dernier se voit encore un peu plus réduite qu'il y a un an lorsque le groupe Pelège annonçait qu'il prenait pied dans le groupe de BT. Dans la configuration future du groupe, M. Pelège et M. Jean-Claude Jammes, président d'Ocisa, seront vice-présidents.

Enfin, comme cela avait déjà été décidé en juin dernier, une nouvelle société de diversification sera créée, Pelège-SAE, chargée de développer le secteur des services et de lancer des activités nouvelles

en France et à l'étranger. Son président sera... M. Michel Pelège.

L'efficacité des « belligérants » - car l'armistice ne met pas un terme aux rivalités de fond - est le suivant. D'un côté, le pacte d'actionnaires amis, autour de Paribas notamment, contrôle 27,1 % du capital et 28 % des droits de vote. En face, le promoteur Michel Pelège, qui bénéficie d'un appui, semble-t-il, constant du Crédit lyonnais détiend 33,08 % des actions. Entre les deux, le groupe espagnol de BT Ocisa, avec 15,22 % des parts, se trouve en position d'arbitre et peut faire pencher la balance d'un côté comme de l'autre.

Pour la société espagnole, trois scénarios se présentent à court et moyen termes : on bien créer une partie des actions qu'il détiend à Michel Pelège, et alors le promoteur, dépassant le seuil fatidique de 33,3 % des parts, serait contraint de déclencher une OPA sur la SAE, l'atout actuel de la Bourse constituant une occasion favorable pour ce genre d'opération ; ou bien affirmer haut et clair son soutien au pacte des actionnaires amis, et donc renforcer durablement la place du président actuel, M. Jean-Claude Jammes ; ou encore « faire durer le plaisir » et confier le rôle spécifique et pivot de son groupe au sein du conseil d'administration.

Selon certains observateurs, l'enjeu de la lutte actuelle au sein de la SAE est aussi bancaire : elle oppose en effet, mais dans l'ombre, trois puissantes banques rivales, Paribas, l'un des principaux actionnaires de Frugetrolles, concurrent de la SAE), le Crédit lyonnais, et la Société générale.

FRANÇOIS GROSCHARD

EN BREF

Construction navale militaire : Maitra achète des participations en Allemagne. - Le groupe français Maitra a signé une déclaration d'intention pour racheter 10 % du capital de deux sociétés allemandes de construction navale à Deutsche Aerospace, a indiqué le 11 janvier un porte-parole de Systemtechnik Nord GmbH (STN), actionnaire principal des deux sociétés. Les deux firmes (DMT Marine- und Schiffbau GmbH de Hambourg et MSG Marine- und Schiffbau GmbH de Brême) sont spécialisées dans la construction navale militaire et l'électronique navale.

Arjomari-Wiggins Teape cède ses intérêts dans Soporel. - Le groupe papeter Arjomari-Wig-

gius Teape Appletan, issu de la fusion du français Arjomari-Prieux et du britannique WTA en novembre dernier, a annoncé vendredi 11 janvier la vente au groupe suédois Stora de la participation de 42,86 % détenue par WTA dans le producteur portugais de pâte à papier Soporel. Cette transaction - qui reste soumise à l'approbation du gouvernement portugais, co-actionnaire de Soporel - devrait rapporter 126 millions de livres sterling (1,2 milliard de francs) à la nouvelle entité franco-britannique. Selon les dirigeants de WTA, la réduction des intérêts de Wiggins dans la pâte à papier permettra au groupe de s'orienter « sur des secteurs à plus haute valeur ajoutée » de l'industrie papetière.

MOTS CROISES

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 7 AU 11 JANVIER

PARIS

Veillée d'armes

INDICE CAC 40

-34%

Incertitude, perplexité, inquiétude. A mesure qu'approche la date fatidique du 15 janvier, les marchés financiers se montrent de plus en plus désorientés. Les tensions dans les pays baltes avec l'intervention de l'armée soviétique, vendredi, en Lituanie n'ont fait qu'ajouter à la confusion. Cus événements internationaux majeurs dans l'actualité ont masqué les autres soucis des intervenants, parmi lesquels la récession économique aux Etats-Unis et le défilé de certaines grandes banques américaines.

Au total, sur la semaine, l'indice CAC 40 a perdu 3,4 %, balayant la modeste reprise (2 %) enregistrée lors des premiers jours de janvier. Les séances ont été extrêmement contrastées mais encore une fois avec des échanges peu fournis. Quatre journées de baisse puis un jour de hausse ont ponctué la semaine mémorable de mercredi, où les intervenants ont éodié hâtivement à l'apathie, provoquant une hausse de 3,29 % des valeurs françaises.

Ce jour-là, les investisseurs ont vu suspendu au fil des négociations menées à Genève entre M. James Baker et M. Tarek Aziz. Celles-ci ont provoqué

d'importantes fluctuations sur les marchés mondiaux. L'indice CAC 40, en hausse de 1,5 % en fin de matinée, progressait de 2,2 % au début d'après-midi suite aux premières déclarations rassurantes américaines. La durée de la rencontre laissait espérer un accord et contribuait ainsi à l'embellissement du marché. La journée s'achevait sur un gain avoisinant les 3,3 % au moment où les négociations reprenaient leurs discussions après une deuxième suspension de séance.

Mais à 18 h 20, après plus de six heures de travaux, c'en était fini. L'échec fut alors annoncé par M. James Baker. Seule la bourse de New-York, ouverte à cette heure-là, réagissait sur-le-champ. En perdant ses illusions, Wall Street finissait sur une baisse de 1,6 %. Les cours du baril de pétrole, tombés durant la séance à 23,35 dollars s'embellissaient. Après avoir atteint brièvement les 31 dollars, ils revenaient à 27,35 dollars.

Les places européennes, quant à elles, ne purent s'ajuster que le lendemain. Paris se dépréciait alors de 2,91 %. Des investisseurs britanniques se joignaient à l'origine de la vague d'achat observée mercredi, les gestionnaires français étant depuis plusieurs mois très réservés. « Il est difficile de leur faire acheter des titres », affirmait un trader. Ne sachant comment évoluer la

situation internationale, nombre de gérants français et étrangers protègent leurs portefeuilles par des opérations de couverture sur les marchés dérivés. Ainsi, l'activité sur le MONEP (marché des options négociables de Paris) continue d'être élevée. Au mois de décembre, la société Finacor Actions et Dérivés a renforcé sa première place et fait progresser sa part hors teneurs de marchés de 24,5 % à 29,20 %, avec 408,2 millions de francs traités sur un total de 1,4 milliard.

Une reprise en fin d'année ?

Si personne ne se risque à des pronostics dans l'immédiat, paradoxalement, certains parlent sur des places attractives vers la fin de l'année. Dans sa revue Perspectives de janvier, la banque Indosuez affirme : « A court terme, le climat international et la poursuite des réductions de la baisse des résultats pour 1991 justifient une prudence persistante à l'égard des investissements en actions. Cependant, à l'horizon de la seconde partie de l'année, la modération attendue des coûts salariaux, des frais financiers (...) et des charges fiscales pourrait enlever le mouvement de dégradation des profits anticipés. Ceci favoriserait alors une reprise du marché pari-

sien... » En attendant, les valeurs étrangères ont été celles du secteur de l'armement, et principalement Thomson CSF, action ayant le plus monté depuis le début de l'année (+ 8,7 %).

Par ailleurs, deux accords industriels ont plus ou moins enlaid le coté. Le premier, relatif au rachat de l'allemand Krupp par Moulinax, a entraîné une flambée des cours du fabricant d'électroménager français. De plus, cette firme va reprendre sa politique de dividendes, dont les versements ont été suspendus en 1988. Le deuxième accord scelle l'alliance de Sanofi (filiale d'EH Aquitaine) avec l'américain Sterling Drug, du groupe Kodak. Après une suspension passagère des cotations du groupe pharmaceutique mercredi, leur reprise ne provoqua pas de mouvements significatifs.

Enfin, au moment où la firme suédoise Proventus, en franchissant le seuil de 20 % dans le capital des Nouvelles Galeries, a affirmé son intention de ne pas vouloir prendre le contrôle de ces grandes magasins, un armistice est signé entre les différents actionnaires de la SAE. Le temps des OPA serait-il vraiment révolu ? Ou s'agit-il plus simplement, dans le cas du groupe de BTP, d'une trêve avant de nouveaux affrontements ? La aussi, une simple veillée d'armes en quelques jours.

DOMINIQUE GALLOIS

NEW-YORK

L'obsession du Golfe

NEW YORK 3000

-25%

Pas plus que la baisse, mardi, des taux des fonds fédéraux sous l'effet de l'action engagée par la Fed, l'annonce, en fin de semaine, d'une baisse de 0,6 % de l'indice des prix de gros en décembre n'a suffi à faire remonter énergiquement le thermomètre boursier.

Certes, Wall Street a clos la séance de vendredi sur un gain modeste de 2,73 points, à 2 501,49 points, alors qu'une violente tempête de neige sur New-York obligeait à écourter la séance, mais l'indice Dow Jones des valeurs industrielles accuse un repli de 2,5 % pour l'ensemble de la semaine dans une ambiance très lourde.

A quatre jours de la date fatidique du 15 janvier fixée par l'ONU pour l'évacuation du Koweït par les troupes irakiennes, chacun se demande, à Wall Street, si le pire peut encore être évité. En fait, depuis le mi-août, c'est-à-dire depuis que l'armée américaine a commencé à déployer ses forces en Arabie saoudite, les boursiers, partisans d'une attaque éclair qui aurait évité au conflit de s'enliser, ont intégré dans leurs calculs une logique de guerre. Sans pouvoir écarter quelque réaction psychologique, telle la chute de 50 points en

quelques minutes du Dow Jones le 9 janvier dernier à l'annonce de l'échec des discussions Baker-Aziz à Genève.

L'autre fait marquant de cette semaine boursière aura été la mise sous chapitre 11 de la loi américaine sur les faillites de Pennam. La grande question au Big Board est de savoir qui va maintenant se partager les dépouilles de ce transporteur qui a longtemps été le plus beau fleuron des compagnies aériennes.

Indice Dow Jones du 11 janvier : 2501,49 (contre 2566,09).

SERGE MARTI

	Cours 4 janv.	Cours 11 janv.
Alcoa	56 3/8	55 5/8
AT&T	30	29 3/4
Boeing	46 3/8	45 1/4
Cisco Sys. Int.	18 7/8	18 1/8
De Post de Nouv.	37 7/8	37 1/8
Eastman Kodak	40 5/8	39 5/8
Exxon	51 1/2	50 5/8
Ford	26 3/8	25 1/2
General Electric	54 1/2	54
General Motors	33	31 3/4
Goldcorp	17 3/4	18
IBM	112 1/8	108 1/4
Intel	46 5/8	47 1/8
Motor Oil	56 7/8	56 1/8
Pfizer	77	75
Schumacher	53 5/8	51 1/2
Texas Instr.	58 1/4	57 5/8
UAI Corp. (ex-Shell)	111 3/4	115 1/2
Union Carbide	16 7/8	16 1/8
USX	28 3/4	28 1/4
Westinghouse	25 7/8	25
Xerox Corp.	36 1/8	35 3/4

TOKYO

Sur le qui-vive

NEW YORK 3000

-344%

La Bourse de Tokyo a terminé la semaine en baisse, dans un contexte marqué par l'inquiétude quant à l'évolution de la crise du Golfe. Les investisseurs restaient alors sur le qui-vive et préféraient l'attentisme à quelques jours de l'ultimatum du 15 janvier fixé par les Nations unies à l'Irak pour qu'il se retire du Koweït. Le bilan de la semaine se solde par une chute de 3,4 % du cours des actions. Le volume des échanges est resté néanmoins particulièrement faible avec un chiffre moyen de 26,6 millions d'actions par jour. Le 4 janvier, alors que les transactions avaient été qu'une demi-journée, 153,9 millions d'actions avaient été échangées. Au cours de la dernière semaine de 1990, le volume d'affaires avait été de 22,7 millions d'actions.

En valeur, les échanges ont représenté en moyenne quotidienne 261,2 milliards de yens cette semaine, contre 166 milliards de yens vendredi 4 et 270,6 milliards de yens par jour la semaine précédente.

Le marché s'ouvre lundi sur

une note faible, le Nikkei reculant de 332,61 yens alors qu'il avait gagné 220,47 yens le vendredi précédent. Mardi, le marché perdait 838,73 yens, le Nikkei étant particulièrement vulnérable dans ce contexte aux ventes de titres liés à l'indice. « Tout le monde est resté les mains dans les poches et personne ne veut trader », se lamentait un courtier.

Le marché reprendrait les jours suivants quelques gains modestes. Vendredi, il progressait toujours sous l'effet de rumeurs (démenties après la fermeture du marché) selon lesquelles l'Irak pourrait accepter de se retirer du Koweït après le 15 janvier.

Indices du 11 janvier : Nikkei 23 241,02 yens (contre 24 069,18), TOPIX 1 693,68 (contre 1 740,92).

	Cours 4 janv.	Cours 11 janv.
Akai	575	560
Asahi	909	907
Canon	1 270	1 230
Fuji Bank	2 440	2 340
Honda Motor	1 250	1 230
Mitsubishi Electric	1 560	1 590
Mitsubishi Heavy	685	683
Sony Corp.	5 990	6 060
Toyota Motor	1 750	1 770

FRANCFORT

Tétanisé

-1%

Comme toutes les places internationales, le marché francfortois n'a pas échappé en cette dixième semaine de l'année, aux tensions croissantes dans la crise du Golfe. Devant les difficultés des négociations, après l'échec des entretiens Baker-Aziz à Genève, les transactions ont été très réduites, et seuls quelques investisseurs institutionnels allemands sont apparus jeudi sur le marché. Le bilan de la semaine se solde par une baisse de 1 % des indices.

Dans ce contexte peu engageant, un nouveau facteur négatif est venu perturber le marché, à savoir l'intervention des parachutistes soviétiques en Lituanie. Le volume des transactions sur les huit places boursières de la RFA a atteint 20,40 milliards de DM, contre 8,40 milliards la semaine précédente (ramenée à seulement trois séances en raison des fêtes).

Indices du 11 janvier : Commerzbank 1681,1 (contre 1 702,40), DAX 1382,26 (contre 1 396,07).

	Cours 4 janv.	Cours 11 janv.
ASG	211	206,30
BASF	282	287
Bayer	215	214,50
Commerzbank	220,50	222,50
Deutschebank	295,50	296,50
Hoechst	206,50	214
Karmat	296	296
Mannesmann	289,50	286
Siemens	287,50	280
Volkswagen	339	336,50

LONDRES

Hésitant

-0,9%

Le Stock Exchange a bougé en «Yo-Yo» cette semaine au fil des déclarations au sujet de la crise au Moyen-Orient : l'indice Footsie des cent grandes valeurs a terminé en repli de 20 points par rapport au vendredi précédent, soit une baisse de 0,9 %. La tendance générale a été prudente, et le volume des échanges est resté faible sur un marché très nerveux. La publication de plusieurs statistiques décevantes, indiquant une baisse des ventes de détail, de voitures et du crédit à la consommation a de surcroît assombri le marché.

Le secteur le plus touché a été le secteur bancaire dans le sillage de la faillite de la Bank of New England aux Etats-Unis.

Indices du 11 janvier : 100 valeurs 2 106,1 (contre 2 126,1); 30 valeurs 1 646,0 (contre 1 639,5); Fonds d'Etat 83,29 (contre 82,96); Mines d'or 172,0 (contre 157,6).

	Cours 4 janv.	Cours 11 janv.
Bovater	465	440
BP	324	322
Charter	408	414
Courtauld	330	310
De Beers	9,70	10,47
Glaxo	810	838
ICI	14,00	14,00
KCL	862	878
Reckitt	486	497
Shell	445	443
Unilever	683	664
Vickers	198	190

Alimentation

	11-1-91	Diff.
Béghin-Say	561	-15
Bonigami	2395	+25
BSN	724	-10
Carrefour	3241	-80
Casino G. Péra	129	+50
Eurocarché	3098	-62
Guyane-Casé	1030	-29
LYM	3366	-140
Occid. (G&H)	436	-19
Oliver	238	+6
Pern-Ricard	945	+3
Protonet	1890	-5
Saint-Louis	1138	-22
Source Perrier	182	+46
Nestlé	28950	-400

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	11-1-91	Diff.
AGF	425	-26
Bail Equipment	106,30	-1,70
Bancaria (C)	439	-10
Cedex	462	-5
CCF	143,50	-8,40
CFP	820	-5
CFI	241	-7
Chargés	685	+14
CPR	208	-2,70
Eurofrance	1 310	inch.
GAN	470	-9
Héris (La)	633	-20
Locafin	413,50	+0,50
Locindus	649	+16
Midi (I)	941	-45
Midland Bank	1 184	-4
OFF	1 371	-29
Paribas	414	-14
Préfabri	974	-6
Schneider	1 549	-16
Société générale	354	-22
Sovac	520	-10
Suez (C) (fin.)	269,50	-9,50
UAP	1 485,20	-1,90
UCB	140	-4

(1) Coupon de 21 F.

Matériel électrique

	11-1-91	Diff.
Alcatel-Alsthom	507	-40
CSEE (ex-Signaux)	146,10	-6,90
Général des eaux	2 150	-30
Internelec	1 052	-17
Labinal	770	-79
Legrand	3 315	-56
Lyon des eaux	491	-1,60
Mara	220	-8,20
Merlin-Gerin	453	-7
Moufloc	76	-0,50
Radioélec	76	-23
SEB	1 250	+55
Sestant-Avionique	485	+5
Thomson-CSF	127,50	-8,50
IBM	564	-7
ITT	240	+5
Schlumberger (I)	271,50	-3,20
Siemens	1 960	-40

(1) Coupon de 1,90 F.

Produits chimiques

	11-1-91	Diff.
Inst. Mérieux	3 015	inch.
Labo Roger Bellon	2 350	-11
Roussel-Uclaf	1 750	-21
Synthelabo	584	-21
BAF	696	-13
Bayer	761	+25
Hoechst	725	+24
Imp. Chemical	85,50	+0,80
Norsk Hydro	142,50	-8,50

Métallurgie, construction mécanique

	11-1-91	Diff.
Alpi	341	-16,90
Dassault-Aviation	423	-4
De Dietrich	1 370	-57
Fives-Lille	184	-16,10
Penhoet	489	-25
Peugeot	473,70	-31,30
SAGEM	1 265	-3
Strafor, Facon	901	-41
Valéo	335,10	-12,50
Valloire	212	-3,50

Pétroles

	11-1-91	Diff.
BP-France	90	-2
ELF-Aquitaine	268,70	-11,70
Eso	650	inch.
Primagaz	657	-14
Sogehap	375	-10
Total	590	-15
Exxon	260,50	+2,60
Petrofina	1 557	-59
Royal Dutch	385	-6

Mines, caoutchouc

	11-1-91	Diff.
Géophysique	735	-59
Indat	204	-5
Métaleurop	66,50	-2
Michelin	64,70	-2,80
Petrolfin	41,75	+0,50
ZCI	1,78	+0,13

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	11-1-91	Diff.
PME 10,6 % 1976...	100	inch.
8,80 % 1977...	121,50	+2
10 % 1978...	99,60	-0,10
9,80 % 1978...	99,60	-0,36
9 % 1979...	97,60	-0,20
10,80 % 1979...	100,95	-0,30
CNE 3 %...	3741	-59
CNE 5 000 F...	99,70	inch.
CNE Paris 5 000 F...	100,30	-1,70
CNE Suez 5 000 F...	100,30	-0,90
CNI 5 000 F...	99,88	+0,18

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nbre de titres	Vol. en cap. (F)
Eaux (G. des...)	378 996	842 081 766
ELF-Aquitaine	1 845 375	508 960 679
Alcatel Alst.	814 405	433 308 905
Canal +	371 540	325 373 012
Saint-Gobain	632 262	245 446 655
Peugeot SA	456 763	221 619 690
BSN	263 832	191 863 213
Lyon. E. Eau	344 387	171 057 514
Euro. SA-PLC	4 609 520	167 457 317
Suez (C) de...	596 142	162 671 907
LYM M.H.	45 150	154 490 589
Laif. Coppée	367 692	115 269 312
Air Liquide	183 391	112 603 214
Oréal (L.)	221 751	108 310 034

(*) Du vendredi 4 janvier 1991 au jeudi 10 janvier 1991 inclus.

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 11 janvier 1991

Nombre de contrats : 80 775.

	Cours	Diff.
Premier	100,66	100,88
+ haut	100,86	100,92
+ bas	100,50	100,80
Dernier	100,62	100,80
Compensation	100,62	100,84

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	7-1-91	8-1-91	9-1-91	10-1-91	11-1-91
RM	981 281	1 554 485	1 770 325	1 781 737	-
Comptant	4 985 749	4 707 007	3 754 155	6 838 689	-
R. et obl.	78 544	88 571	306 302	98 493	-
Total	6 045 574	6 350 063	5 830 782	8 718 919	-

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 29 décembre 1989)

Françaises	99,8	99,3	101,8	99,3	-
Etrangères	100,7	100,5	100,5	100,3	-
	(base 100, 31 décembre 1981)				
Indice gén.	412,7	402,4	407,6	406,6	407,4
	(base 100, 31 décembre 1987)				
Indice CAC 40	1 507,92	1 507,77	1 557,10	1 507,00	1 484,04

Le Monde

La crise du Golfe

Le débat sur le recours à la force contre l'Irak s'intensifie au Congrès

Le Congrès américain devait voter, samedi 12 janvier, sur un texte qui donnerait au président George Bush l'autorisation d'engager une guerre dans le Golfe, mais la Maison Blanche a déclaré vendredi que l'issue du débat était toujours incertaine.

Dans un dernier effort de « lobbying », le chef du groupe républicain au Sénat, Robert Dole, avait convoqué ses collègues vendredi pour leur communiquer les estimations pessimistes de la CIA sur l'impact des sanctions économiques internationales sur l'Irak. Il a également laissé entendre que si M. Bush n'obtenait pas le soutien des sénateurs, il pourrait se livrer à de l'abstentionnisme au Sénat pour empêcher le vote d'une résolution présentée par le chef du groupe démocrate, George Mitchell. Ce dernier prône la poursuite des sanctions économiques pour tenter de résoudre la question du

Koweït sans recourir à la guerre. Les deux Chambres devaient également voter une résolution réaffirmant le rôle constitutionnel du Congrès dans la déclaration d'une guerre.

Les débats se sont poursuivis dans un climat de plus en plus passionné, et durent même être interrompus, un moment à la suite de l'irruption d'une dizaine de manifestants pacifistes au Sénat, dont les slogans « Pas de sang pour du pétrole ! » et « Pas de sang pour Bush ! » conviaient la voix des intervenants. Le spectre du Vietnam planait également au-dessus des débats. Vingt-sept des cent trente-cinq parlementaires présents avaient en effet autorisé les bombardements sur le Vietnam du Nord après un prétendu incident naval entre Américains et Vietnamiens du Nord dans le golfe du Tonkin en 1964.

De son côté, l'ancien président Ronald Reagan a dit s'attendre à une guerre avec l'Irak et a exhorté le Congrès à soutenir George Bush si le recours à la force devenait nécessaire. A l'opposé, son prédécesseur à la Maison Blanche, Jimmy Carter, a lancé un appel, vendredi, en faveur de la tenue d'une conférence internationale consacrée à la crise du Golfe et aux droits des Palestiniens. (AFP, Reuters)

EN BREF

o Décès de Carl Anderson, Prix Nobel de physique. — Le Prix Nobel de physique Carl Anderson, qui a fait toute sa carrière au California Institute of Technology, est décédé, vendredi 11 janvier, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Né à New-York en 1905, Carl Anderson, qui était diplômé du Caltech (1927), avait reçu le prix Nobel de physique en 1936 pour avoir découvert le positron. C'est en étudiant les flux de particules venus du cosmos qu'il avait mis en évidence ce positron, plus connu sous le nom d'électron positif. En 1936, Carl Anderson avait partagé son prix Nobel avec le professeur V. G. Hies de l'université d'Innsbruck (Autriche).

o L'expulsion de Palestiniens des territoires occupés. — Le Conseil de sécurité s'est réuni vendredi 11 janvier, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Né à New-York en 1905, Carl Anderson, qui était diplômé du Caltech (1927), avait reçu le prix Nobel de physique en 1936 pour avoir découvert le positron. C'est en étudiant les flux de particules venus du cosmos qu'il avait mis en évidence ce positron, plus connu sous le nom d'électron positif. En 1936, Carl Anderson avait partagé son prix Nobel avec le professeur V. G. Hies de l'université d'Innsbruck (Autriche).

o URSS : les dépenses militaires représenteront plus de tiers du budget. — Le budget militaire soviétique s'élève, pour 1991, à 94,5 milliards de roubles, soit 34,8 % du budget de l'URSS, a décidé vendredi 11 janvier le Soviet suprême (Parlement) soviétique. Le vice-premier ministre Igor Belousov, chargé de l'armement, est intervenu à la tribune pour expliquer que si le budget militaire avait augmenté, c'est parce qu'il s'agit d'un « budget de roubles constants » en raison des augmentations de prix de gros appliquées depuis le 1^{er} janvier. (AFP)

En raison de l'abondance de l'actualité, la parution de la page Datas est reportée.

ISLANDE
geysers
et volcans
avec votre voiture
à bord du
« Norröna »
de la Smyril Line
votre agent de voyage
à Reykjavik
01 45 10 10 10

La grande fièvre des télévisions françaises

Jamais la télévision française n'avait connu pareille fièvre ni pareille ébullition. Jamais elle n'avait déployé tant de moyens, « plurielle » une couverture journalistique d'une telle ampleur. Habitée à travailler dans l'urgence et l'improvisation, le voici qui, depuis plusieurs semaines, fourbit ses armes : celles destinées à partir pour le Golfe — caméras, microphones, magnétos, etc. — et celles chargées d'alimenter à Paris une antenne dont le pouls naît à l'Est, à l'Est de l'archipel, cartes, dispositifs, abonnements aux agences et accords avec la chaîne américaine CNN.

Malade d'ordinaire du secret, soudain de confiance, jaloux d'exclusivité, la télévision française joue l'entraide, la complémentarité, et brandit un mot d'ordre : « Pas de guerre sur les chaînes ». La chaîne est en effet qui avait provoqué, l'an passé, aux temps forts de la révolution roumaine, une polémique navrante.

Les mêmes images du front

Cette fois, donc, le déploiement des équipes de reportage dans le Golfe sera coordonné. C'est Claude Carré, le directeur de l'information d'Antenne 2, qui, dès le mois de novembre, a suggéré à ses homologues des autres chaînes la constitution d'un pool d'information sur la crise ; sur la guerre, si d'aventure le mot devait être employé, ils ont tous accepté. Conscients que, sur ce terrain miné, leur unité serait la meilleure garantie de leur efficacité. C'est que les chaînes françaises ne seront pas les seules à vouloir transmettre leurs images du monde. Toutes les télévisions du monde se sont donné rendez-vous dans le désert. A commencer par CNN, la chaîne américaine de référence en matière d'information continue.

CNN dispose sur le terrain de quarante personnes, de ses propres antennes d'émission et de son canal de satellite. Elle consacre déjà plus de la moitié de son programme aux événements du Golfe et organise deux rendez-vous quotidiens au cours desquels les téléspectateurs américains peuvent interroger les correspondants.

Formidable dispositif qui va obliger toutes les autres télévisions américaines à emboîter le pas malgré le coût de telles opérations et les sombres perspectives de la

récession publicitaire. Studé à 450 kilomètres de Ryd, à 120 km de la frontière irakienne, la base de King Khalid City abritera le premier « pool » des chaînes françaises. C'est là que sont regroupées la plupart des forces militaires françaises. C'est là que travailleront donc en alternance deux équipes françaises de tournage, chacune constituée d'un caméraman, d'un preneur de son et d'un journaliste de chaque rédaction du « pool ». Un hélicoptère Puma de l'armée devait leur permettre de rapporter



des images aussitôt mises à la disposition de toutes les chaînes du « pool » (TF1, Antenne 2, FR3, le Cinq et M6). Pendant les combats, seuls les services du SIRPA auront cependant accès à la ligne de front, qu'ils à distribuer ensuite aux chaînes, gratuitement... mais après contrôle, images et films. Aux équipes de personnel alors ce matériel commun en le montant et en le commentant. Soit sur place, soit à Ryd, où se trouvera le deuxième « pool » d'information.

La capitale saoudienne accueillera en effet toutes les équipes saoudiennes de suivre l'activité diplomatique, de couvrir les conférences de presse des différents armées et de faire divers reportages. Enfin, des journalistes (au titre de leur seule rédaction) séjourneront aussi à Dharan pour suivre de plus près les activités de l'armée américaine. Sans compter bien sûr le déploiement d'envoyés spéciaux dans les capitales concernées par le conflit.

Tout sera en place pour le 15 au

matin. Et les chaînes ont prévu ce jour-là, et quoi qu'il arrive, une édition spéciale de leur journal. A la rescousse de leurs rédactions parisiennes fortement dépouillées — la Caravelle partie du Bourget le 10 janvier à destination du Golfe contenait une trentaine de personnes de TF1, vingt-deux d'Antenne 2, neuf de FR3, quinze de la Cinq, trois de M6 — les directeurs de l'information ont fait appel à des commentateurs professionnels, le plus souvent issus de l'armée. Antenne 2 accueillera les généraux Forget et Pasaldou ; la

guerre la plus médiatique de l'histoire ou celle de la plus grande manipulation ? Question fréquente dans les états-majors des chaînes, où l'on ignore encore le degré de dépendance des envoyés spéciaux à l'égard du SIRPA. Et le niveau de la censure.

Un protocole d'accord a certes été signé entre les rédactions et le ministère de la défense précisant le statut et les contraintes des correspondants de guerre, lesquels devront signer chacun une charte précise : interdiction de divulguer des informations permettant de localiser les lieux d'implantation et de déploiement des troupes, de prendre des images permettant d'identifier des blessés ou des morts, de prendre le moindre risque de remettre en question la sécurité des opérations ou de porter atteinte à la dignité humaine... « Comment nier la nécessité d'un gentleman's agreement, estime Robert Namias, chargé de coordonner l'information de guerre à TF1. Je préfère des règles du jeu nettes, bien définies, à des appels discrets à l'autocensure comme nous l'avons récemment senti. Nous saurons très vite à quel point en tant que par des médias... » Les règles du jeu définies par le SIRPA passent pour être plus souples que le code de bonne conduite décidé à Washington et contre lequel les journalistes américains multiplient les protestations (Le Monde du 12 janvier).

Et c'est là, et malgré le bouillonnement qui commencent les salles de rédaction, des journalistes, pourtant, s'interrogent. « La télévision, une fois encore, risque d'être dépassée par son rôle de témoin, observe un reporter d'Antenne 2. Les gouvernements, les militaires tenteront de l'utiliser comme message et point de pression à la fois sur l'Irak et sur l'opinion publique occidentale. Nous devenons les belles et les abus des temps de paix. Que serons-nous en période de guerre ? Jamais les médias n'ont été aussi importants. Jamais leur contrôle n'a été un tel enjeu. »

Jouant la souplesse et la rapidité, toutes les chaînes, y compris M6, annoncent de probables bouleversements de leur antenne dès le 15 janvier. Tout en promettant distance, sérénité et sang-froid... Un impératif qui a peut-être poussé France-Musique à annuler l'émission « Aux armes musiciens » qu'un producteur soucieux de coller à l'actualité avait conçue pour le lundi 14 janvier. Au programme initialement prévu : le Te Deum de Marc-Antoine Charpentier, le Chanson du soldat mort de Weill, et Mon beau légionnaire... ANNICK COJEAN

Règle du jeu ou censure ?

Mais comment prévoir la tournure que prendront les événements ? Comment imaginer un calendrier, esquisser un schéma de conflit ? « Rien. Nous ne savons rien du type de guerre vers lequel nous allons », affirme Claude Carré. Car c'est sans précédent. Sera-ce

Un entretien avec le recteur de la Mosquée de Paris

« Je n'entre pas dans la logique de la guerre sainte » nous déclare M. Tedjini Haddam à son retour de Bagdad

Recteur de la Grande Mosquée de Paris, membre du Comité de réflexion pour l'Islam de France (CORIF), M. Tedjini Haddam, à l'assise, du 9 au 11 janvier, à la conférence populaire islamique qui a réuni à Bagdad environ 350 délégués musulmans d'une cinquantaine de pays. Ceux-ci ont entendu, vendredi 11, un nouvel appel à la guerre sainte de M. Saddam Hussein (lire page 2).

« Pourquoi avez-vous participé, en cette période de crise, à la conférence islamique de Bagdad ?

— Il était mal venu de ma part de refuser l'invitation qui m'avait été adressée, personnellement, par l'Irak. Il s'agissait d'un congrès islamique et j'assistais régulièrement à des assemblées de ce genre, à Bagdad et dans d'autres capitales. Je suis au service de tous les musulmans, mais j'ai toujours à titre strictement personnel. Je ne suis tenu à un rôle d'observateur. Je n'ai fait aucune déclaration publique. Ma présence à Bagdad ne doit pas être interprétée comme une prise

de position en faveur de M. Saddam Hussein.

— Mais en même temps se tenait à La Mecque une autre conférence religieuse, organisée par l'Arabie saoudite.

— C'est vrai, mais si j'avais été invité à cette conférence de La Mecque, j'y serais allé. Avec d'autant plus de plaisir que j'ai été, dans le passé, ambassadeur d'Algérie en Arabie saoudite. Je tiens à vous préciser cependant que, du 26 au 31 décembre dernier, je faisais partie d'une délégation du Conseil de réflexion pour l'Islam en France en visite à Djeddah, La Mecque, Médine et Ryd.

— Cependant, votre présence à Bagdad ne va-t-elle pas cautionner, aux yeux de la communauté musulmane en France, l'appel à la guerre sainte lancé par M. Saddam Hussein ?

— Je considère cet appel comme une réaction à un danger imminent. Rien de plus. Mais je vous rappelle que, de l'autre côté aussi, on peut considérer la présence occidentale comme une croisade. Quoi qu'il en soit, je n'entre pas dans cette logique de « guerre sainte » ou de « croisade ». Ce qu'il faut, c'est se mobiliser pour lutter, de toutes ses forces et à tous les

niveaux, contre la guerre, pour la paix, la justice et la sécurité de tous les peuples de cette région.

— Comment mesurez-vous le risque de guerre aujourd'hui ?

— La crise a atteint un degré de passion tel que la situation me semble devenue dramatique. J'ai entendu parler à Bagdad de guerre dévastatrice, de catastrophe de fin de siècle. Je lance un appel, désespéré, sincère, un appel de croyant pour que soit conjuré ce danger qui menace l'humanité. Cet appel s'adresse aux responsables politiques, aux présidents Bush et Hussein, pour qu'ils dépassent les intérêts immédiats de leurs pays. Aux autorités chrétiennes, aux oulémas d'Arabie saoudite, d'Égypte, d'Irak, pour qu'ils interviennent également, au nom de l'intérêt de la communauté internationale.

De quoi s'agit-il ? De paix et de justice. Tous les délégués musulmans qui participent au congrès islamique de Bagdad, venus de plusieurs dizaines de pays, du Sri-Lanka au Canada, ont dit qu'ils se sentaient bafoués, humiliés, qu'ils souffraient de ne pas être pris au sérieux et étaient victimes d'une sorte de paternalisme. C'est comme si, pour eux, il y avait, dans le monde, une justice à deux pelles. Il

faudrait absolument dépassionner la situation et sécuriser la région.

— La France a-t-elle un rôle spécifique à jouer ?

— La médiation ne peut se faire que par des tiers. Dans les formes, des médiateurs ont été nommés dans la période récente, comme celle qui consiste à engager des négociations directes entre les parties prenantes d'un tel conflit. Tout est possible dans cette région — par exemple on peut tout dire à un chef d'État, quel qu'il soit, à condition que l'on respecte les femmes. Vous ne pouvez pas imaginer le crédit dont dispose la France dans cette région, notamment le président Mitterrand. Il est urgent que la France, qui en septembre a entamé avec les Nations unies un processus de paix, continue sa mission. Il faudrait que rapidement M. Mitterrand, en accord avec le secrétaire général des Nations unies, après consultation des personnalités religieuses, envoie une délégation aussi bien à Bagdad qu'aux États-Unis. La date du 15 janvier ne doit pas être considérée comme une fatalité.

Propos recueillis par JEAN-MICHEL DUMAY et HENRI TINCQ

Les Etats-Unis

l'ambassadeur de Paris

Vingt...

Les médias

L'ent...

L'ent...

L'ent...